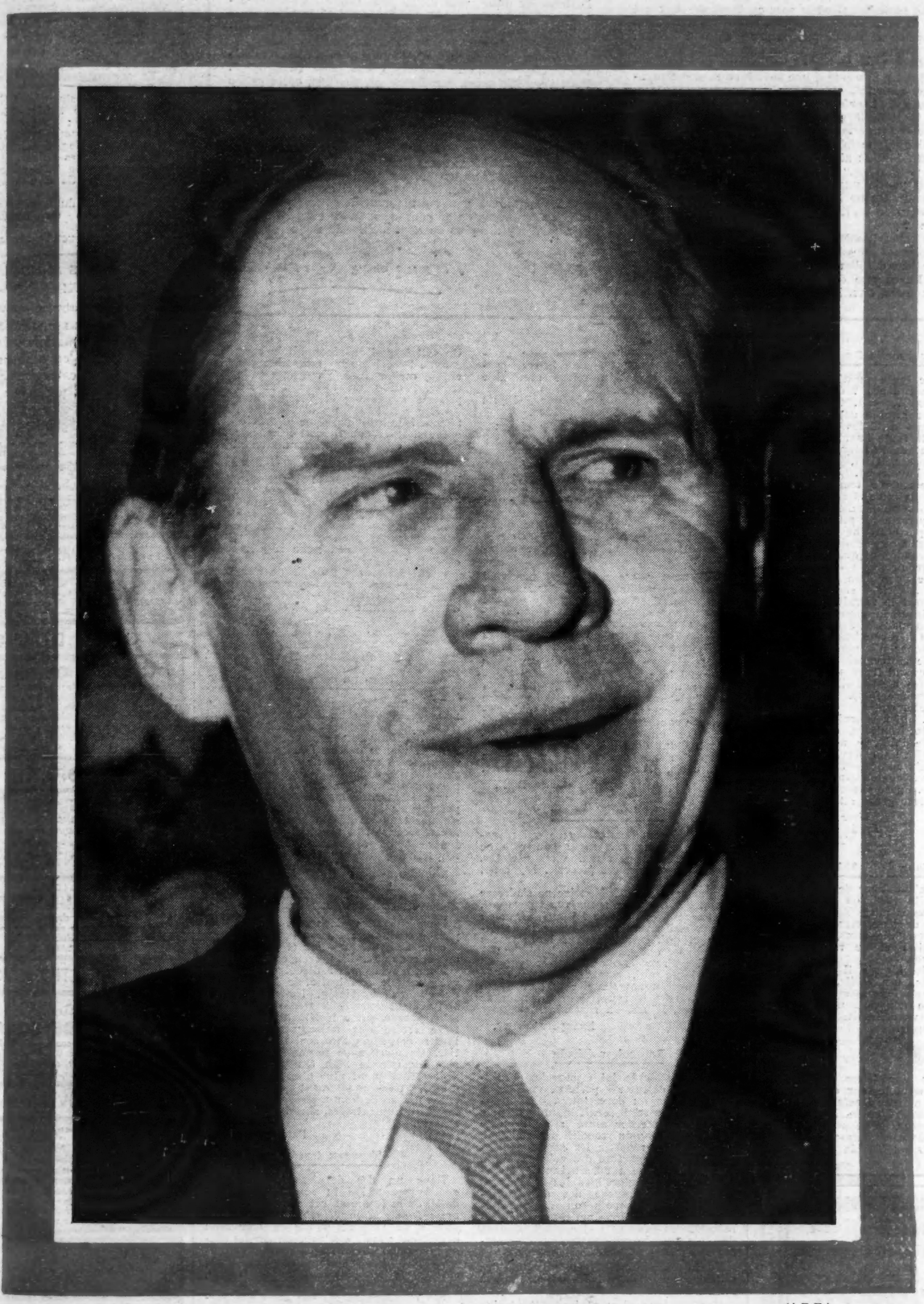
DOCUMENT : *TECHNIQUE D'UN COUP D'ÉTAT*

L'EXPRESS

27 FEVRIER 1958. — N° 349 100 FR.



(A.D.P.)

M. ROBERT D. MURPHY

« J'en suis fâché pour vous, mais vous l'avez voulu. »

(Corneille - « Nicomède »)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

AVOIR un garçon en Algérie, aujourd'hui, ce n'est pas original. C'est même dans l'ordre des choses.

User depuis deux ans son cœur à l'attendre et à lire les communiqués selon lesquels « les forces de l'ordre ont eu des pertes légères » — légères pour qui ? — personne n'oserait s'en plaindre. C'est le sort commun de ceux qui ont commis la faute d'avoir des fils, et qui les ont élevés dans l'idée qu'on ne refuse pas un ordre de mobilisation.

Mais les parents des jeunes hommes appartenant au contingent 56 I A — certains d'entre eux au moins — ont eu droit cette semaine à une satisfaction supplémentaire. Retour annoncé, puis différé, sans explication.

« Je venais de boucler ma valise, écrit l'un d'eux à sa famille. Tout était prêt pour demain. Et voilà qu'à 21 h. 30 arrive un coup de téléphone d'une autorité supérieure qui ordonne la mise en suspens de notre libération. Aucun détail : ni pourquoi, ni comment, ni quand on partira ».

On ne fait pas la guerre, c'est entendu, avec des enfants de chœur. On ne la fait qu'avec des enfants. Est-ce trop demander qu'ils soient traités avec moins de désinvolture ?

Un autre nous signale, la rage au cœur, que dans son unité les hommes se jettent sur les cadavres des fellagha afin de leur dérober leurs pataugas, et parfois leurs pantalons. Parce que des chaussures convenables, des treillis sans trous, eux, ils n'en ont pas. Et ce n'est pas avec leur solde rétrécie qu'ils ont une chance de s'en procurer.

Alors ils vont, pieds meurtris et pantalons déchirés, face à des rebelles souvent bien équipés.

SANS faire à ces jeunes hommes l'offense de situer leur moral à la hauteur de leurs orteils, on peut imaginer à quel niveau il se trouve. Peut-on mieux mépriser, individuellement, ces soldats que collectivement on encense ?

Jusqu'au mois de mai, les hommes des unités combattantes touchaient, entre autres, une « prime de risque ». Mais l'Algérie étant, officiellement, pacifiée, cette prime leur a été retirée. Il n'y a plus de risque...

Lundi soir, les journaux annonçaient une embuscade dans le Constantinois : 15 morts, 40 blessés. Un engagement en Oranie : 13 morts. Mais il n'y a plus de « risque ».

Aurait-on dit à ces combattants : « Il n'y a plus d'argent », qu'ils l'auraient mieux pris. Ils ne vendent ni leur vie ni leur peine. Mais plus de risque...

C'est confondre ceux qui meurent de cette guerre avec ceux qui en vivent. Car pour ceux-là, en effet, il semble bien qu'il n'y ait plus de risque. Plus de risque de paix.

Françoise Giroud.

Qui gouverne la France ?

En dehors de toute question de culpabilité (qui a commencé ? était-ce de la légitime défense ?, etc.), le bombardement de Sakiet semble devoir produire des conséquences difficiles à mesurer :

1° Le rejet de toute l'Afrique du Nord et probablement de l'Afrique noire dans l'orbite de Nasser. Cela, beaucoup de gens semblent l'avoir vu.

2° Par un paradoxe tragique, la vie de ceux que nous aimons en Afrique du Nord paraît désormais d'autant moins protégée qu'il y reste des militaires français, puisque personne ne peut prévoir quelle action génératrice de représailles ils vont entreprendre, ni quand, ni où.

3° Il est bien probable qu'aucune solution pacifique ne pourra plus être acceptée par les Algériens si elle ne comporte pas d'abord le retrait des troupes françaises, puisque la garantie du gouvernement français n'a désormais plus aucun poids : il se révèle incapable de prévoir et d'empêcher n'importe quelle action de l'armée et incapable de prendre des sanctions quand il est mis devant le fait accompli (ce n'est d'ailleurs pas, et de loin, la première fois). Qui gouverne la France actuellement ?

D'autre part, qui a fourni les barbelés électrifiés de la frontière, ceux qui devaient faire de l'Algérie une forteresse sans fissures ? La ligne Maginot aussi, en son temps, avait coûté fort cher et sans doute rapporté à quelques-uns. Et, après un tel exemple, on comprend qu'une expérience du même genre ait été tentée !

Mme E. PEYRE
Lycée de garçons,
Tournon.

Ce jour d'été 1944...

Je ne puis m'empêcher de me souvenir de ce jour d'été 1944 où des Messerschmitt sont venus mitrailler et bombarder le village de Monestier-de-Clermont, dans l'Isère, coupable aux yeux des Allemands d'abriter et de ravitailler les F.F.I. du Trièves.

J'ai soigné des blessés, il y avait aussi quelques morts, des civils, deux vieillards, une jeune femme qui allait voir son poupon en nourrice. L'absurdité de ce massacre sans efficacité militaire me donnait la nausée.

Et aujourd'hui je partage avec quelque 43 millions de Français la responsabilité collective d'un crime semblable aussi peu excusable.

Ce n'était pas pour cela que j'ai pris quelques risques de 1939 à 1945.

DR JEAN WALTZ
Lyon.

J'ai reçu une lettre datée du 10 février d'un lecteur de « L'Express » qui a signé Denis. Pour me permettre de répondre à l'auteur de cette lettre, je le prie de me faire part de son adresse.
PIERRE MENDÈS FRANCE.

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

Un policier parisien

Membre de la police parisienne et lecteur de « L'Express » (ce n'est pas incompatible), je sollicite de ce journal qu'il m'offre sa tribune pour dire aux nationalistes algériens, que la lutte qu'ils ont déclenchée contre les policiers de la métropole, est aussi injuste que maladroite :

● INJUSTE, parce qu'il n'est pas vrai que tous les policiers soient partisans de la guerre d'Algérie, encore que la plupart d'entre eux étaient, jusqu'à ce jour, assez peu préoccupés de la question, et s'informaient plus volontiers dans « L'Equipe » que dans « Le Monde ».

● MALADROITE, parce qu'ils n'obtiendront pas ainsi la « sensibilisation » de l'opinion nationale, qu'ils recherchent, la mort hebdomadaire d'un policier laisse la population assez indifférente, mais risque, par contre, que des innocents, parmi la police ou chez les Nord-Africains, paient, étant donné le climat de terreur qui peut s'ensuivre, pour ceux qui, des deux côtés, n'ont foi qu'en la violence.

R. N.

Ces honnêtes gens

J'entends ces honnêtes gens qui reprochent à François Mauriac son rôle de Cassandre. Chaque semaine ces plaintes, ces gémissements, ces pleurs ! N'y a-t-il rien que l'Algérie ?

Je suppose que M. Mauriac ne s'adresse pas aux honnêtes gens mais aux gens qui, comme moi, ont encore foi en la France ; à ceux qui savent ce qui se passe en Algérie et qui, empêtrés dans leurs tracas quotidiens, ont tendance à l'oublier ; à tous les Français d'une bonne volonté chancelante qui, comme moi, tous les jeudis, retrouvent Mauriac et leur honte pour s'être fait rappeler qu'au nom de la France, là-bas, un assassine.

FRANÇOIY VITRY.

La seule méthode

A propos de la loi électorale, et plutôt que de discuter à perte de vue sur le scrutin à un ou deux tours, d'arrondissement ou autre, il serait infiniment plus simple de procéder ainsi : additionner l'ensemble des voix recueillies par chacun des partis et répartir les sièges à l'Assemblée en proportion des voix obtenues.

Cette méthode rendrait inutile le second tour et impossibles les habituelles cuisines de découpage des circonscriptions, de désistements ou d'apparentements. Les formations politiques désigneraient leurs candidats et ceux-ci seraient déclarés élus jusqu'à extinction du nombre des sièges attribués à leur parti.

Toute autre combinaison interdit à des millions d'électeurs d'être représentés à l'Assemblée.

De plus, les parlementaires n'étant plus les élus d'une circonscription déterminée seraient sans doute plus soucieux de l'intérêt de la nation.

J. CARTES.
Rueil-Malmaison.

Des mamans louves

On peut lire dans la Bible l'histoire d'un enfant que deux mères se disputent. On sait à quoi on reconnait la « vraie ».

Mme Derock ne lui ressemble pas. Son enfant même élevée par une « folle » se trouvait dans un milieu aisé où elle pouvait s'épanouir et devenir heureuse.

Cette « restitution » d'enfants n'a rien résolu. Elle a plongé dans le drame deux enfants. Quoi que fassent les mères respectives, ce drame est maintenant en eux.

Si Mme Piesset aime « hystériquement » l'enfant qui n'est pas la sienne et qu'elle s'est choisie, Mme D. ne représente pas non plus une image structurante pour cette petite fille. Toutes deux sont au même titre des mamans louves possessives et dangereuses.

C'est un peu tard pour se demander « quoi faire ? »

Il eût été plus simple de ne rien faire du tout — et c'est peut-être ce que pressent — tardivement — l'avocat qui se trouve au centre de ce drame.

MAUD MANNONI
assistante de psychothérapie au Centre Claude-Bernard.

Sous un même toit

Réunissez Viviane et Henri sous un même toit, dans un même foyer, celui d'une famille habitant le plus loin possible de Roubaix. Le sort en a fait un frère et une sœur dans l'absurde, faisons-en un frère et une sœur dans la vie. En grandissant ensemble, qu'ils apprennent par Me Diligent le récit identique de leur existence, de manière qu'il leur soit possible en atteignant l'âge de raison de s'aimer tous les deux d'abord, de s'aider à comprendre leur situation et ensuite de juger moins sévèrement leurs parents respectifs.

VALENTIN MATAMALA
Orne.

Soixante-cinq films par an

Nous relevons dans « L'Express » la phrase suivante :

« La 20th Century-Fox et la Columbia ont chacune un film « en cours ».

Nous n'avons pas à discuter le fond de votre article qui traite de la situation du cinéma américain. Nous voudrions simplement vous faire remarquer qu'une telle phrase, prise isolément, tendrait à faire croire que notre société n'a, à l'heure actuelle, qu'un seul film en chantier. Or nous nous permettons de vous signaler que la 20th Century-Fox produit actuellement plus d'un film par semaine, très exactement soixante-cinq films par an de long métrage, sans compter les documentaires, sketches et dessins animés.

PAUL GEGAUFF.

Travaux forcés

Dans un des derniers numéros de « L'Aurore » j'ai lu sous la signature de M. Jules Romains cet alinéa : « ...*travaux forcés à perpétuité, qui pâtissent auprès du public profane de leur nom déplaisant ; mais qui pour un garçon renseigné, signifient quelques années d'occupations à la fois monotones et paisibles, suivies si l'on n'est pas trop maladroit, d'une libération gracieuse...* »

Ses relations ne lui ont donc pas permis de connaître un simple règlement de nos maisons centrales, de correction ou de force — ce règlement qui n'a jamais permis à un détenu d'être propre puisque les minutes prévues pour sa toilette, laissent à peine le temps de se laver les mains, ce règlement qui impose le silence et pour un bavardage à voix basse, punit le détenu de « trois jours de pain sec », c'est-à-dire trois jours durant lesquels, debout face au mur, le détenu qui a perdu le droit de « boire » sa soupe aux choux, mange sa ration de pain sec. Le garçon renseigné que je suis vous indique là, en passant, la plus infime, la plus légère, la plus aimable des sanctions.

Dans « Souvenirs et solitude » de Jean Zay, vous trouverez cette phrase : « *le système pénitentiaire français est le plus rétrograde d'Europe* ».

Voulez-vous maintenant un témoignage officiel, car, après tout, ces détenus peuvent ne pas vous inspirer confiance ? Dans le « Précis de science pénitentiaire », de M. Jean Pinatel, inspecteur des services administratifs au ministère de l'Intérieur, vous trouverez ce passage :

« *Le détenu réduit à un rôle d'automate dont l'emploi du temps est minutieusement réglé, est donc sous-alimenté, privé de relations sexuelles normales, astreint au travail, et courbé sous le poids d'une discipline rigoureuse.* »

LUCIEN COMBELLE

Et encore dans notre courrier

Plusieurs protestations à la suite du bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef. Elles émanent de :

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME.

92 personnes de l'ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE de jeunes filles.

60 personnes de la section du PARTI D'UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE de Meudon.

30 professeurs du LYCÉE LAFONTAINE.

50 professeurs du LYCÉE JACQUES-DECOUR.

Et du LYCÉE HONORÉ-DE-BALZAC.

LES PETITES ANNONCES DE
L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8e)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

DEMANDES D'EMPLOIS

TRES BON COMPTABLE libre 18 h. 30, samedi et dimanche, désirant faire construire pour ses besoins familiaux, offre ses services à Entreprises du Bâtiment (tous corps de métiers) contre rémunération en nature. Ecrire n° 1459 L'EXPRESS : 29, rue de Marignan, Paris (8e)

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Recherchons EXCELLENT CHEF DE PERSONNEL expérimenté, activités classiques et au courant Bedaux, T.W.I., 30 à 40 ans env. région Metz. Logé. Ec. Havas 41/596 r.Vivienne, 17, qui transm.

OFFRES D'EMPLOIS

Carrière Commerciale
offerte à Homme d'action 30-40 ans domicilié : Seine, Seine-et-Oise, Seine-Maritime, Oise, Somme et la Région du Nord
Très bonne culture générale nécessaire. Sélection sévère. Formation à Paris. Envoyer C. V. manuscrit à M. LEDUSSE, 8, rue Denfert-Rochereau, ASNIERES (Seine) qui transmettra.

PROPRIÉTÉS

LAGRANGE 34, rue Pasquier PARIS - ANJ. 77-65
recherche PAVILLONS, VILLAS, PROPRIETES rapport ou agrément, tous prix

APPARTEMENTS (Location)

A LOUER
COTE D'AZUR appartements et studios très bien meublés grand confort, dans domaine pleine forêt, altitude 400, demi-heure de la mer, panorama magnifique, prix modérés. PAUL, Le Constat, SEILLANS (Var)

CONSTRUCTIONS CRÉDIT

EN PLEIN SOLEIL, à une minute de la future AUTOROUTE-SUD
LIGNE DE SCEAUX
Appts 3, 4, 5 p. tout conf., asc., PARC 100.000 m2
Prêts, primes maxima. Cond. spéc. av. 300. Déb. trav. Livr. déb. 59, mi-59. RIC. 40-33
S.O.C. 92, rue Richelieu - PARIS (2e)

DIVERS

DANSE Apprenez SEUL chez VOUS ou en notre studio
Méthode R du Professeur PASCAUD
Ecrire : 60, rue Saint-Antoine - PARIS (4e)

SOYEZ ELEGANTE, MADAME...
en portant un pantalon saharien. Ecrire : Mme Naïma LENS à KENADSA (Sud-Oranais-Sahara) ALGERIE pour renseignements T. P. R.

JNES FILLES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES désirent placement familles françaises, longs séj. et vacances d'été. AMICALE CULTURELLE, 18, rue Godot-de-Mauroy, PARIS - OPE. 05-74.

Cède licence brevet application
TEFLON
Procédé simple, sur tous métaux. Fabrication articles ménagers. Ecrire F.G.F. 6, rue A.-Sorel-14e

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

27 FEVRIER 1958 — L'EXPRESS — 5e ANNEE. — N° 349.

CETTE SEMAINE :

PAGE 4 La vie politique	PAGE 5 Tunis-Alger : le câble de Jean Daniel	PAGE 6 Au Forum : F. Mitterrand et J.M. Domenach	PAGE 7 Police : L'engrenage de la violence	PAGE 8 Le moral de l'armée	PAGE 9 Finances : Rendez-vous de mars	PAGE 10 Maroc : Une nouvelle alliance	PAGE 11 Bons offices: le câble de Cameron	PAGE 12 Diagnostics sur Paris
PAGE 13 Cuba : Fidel Castro à la « Une »	PAGE 14 Grèves Etudiants Sciences Mots-croisés	PAGE 15 Mode Télévision	PAGES 16, 17 Document : Comment fut incendié le Reichstag		PAGE 18 En justice : Une femme qui a fait son possible	PAGE 19 L'homme de la semaine : Fangio	PAGE 20 Théâtre et cinéma : les critiques	PAGE 21 Variétés Musique Peinture Sculpture
PAGE 22 L'embarras du choix	PAGE 23 Disques Poésie Jazz	PAGE 24 Lettres : « Il maestro Moravia »	PAGE 25 Lettres : Essais Histoire Traduction	PAGES 26, 27 Entretien avec DANILO DOLCI le colosse de la non-violence		PAGES 28, 29, 30, 31 MADAME EXPRESS Arts ménagers et Collections		PAGE 32 FRANÇOIS MAURIAC

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

La France, c'est l'Algérie, monsieur Murphy !

« *J'AI souvent entendu des Américains se plaindre que leurs diplomates ne fussent pas assez machiavéliques, ce qui les amenait à se laisser duper par les Européens : je crois que M. Murphy a relevé, de ce point de vue, le prestige corporatif des diplomates de Washington* », a écrit M. Jacques Soustelle, il y a plusieurs années déjà, dans ses mémoires de Londres, loin de soupçonner que ce Machiavel-là serait un jour l'envoyé des Etats-Unis pour régler les conflits entre la France et l'Afrique du Nord.

Mais cet Américain de 60 ans, séduisant, compétent, inexorable, ancien élève des Jésuites du Milwaukee, disciple puritain de son ministre et ami M. John Foster Dulles, n'a pas eu l'occasion cette fois de faire preuve d'astuce ni de dissimulation. Tout était sur la table avant même qu'il débarque à Londres, puis à Paris, puis à Tunis pour tenter d'exercer ses « bons offices ».

● La position américaine dans le conflit était équivoque seulement pour ceux qui voulaient encore se faire des illusions. L'Amérique est résolue à ne pas laisser passer cette occasion — peut-être la dernière — d'intervenir, d'une manière ou d'une autre, pour pousser à un règlement de la guerre d'Algérie. (*Voir en page 11 le câble de James Cameron.*)

● La position tunisienne était affichée publiquement et Bourguiba, pour tenir son pays en main, a choisi l'épreuve de force et la solidarité ouverte avec les nationalistes algériens. (*Voir en page 5 le câble de notre envoyé spécial Jean Daniel.*)

« *L'Algérie est au centre du débat. C'est la cause de tous nos problèmes* », a déclaré M. Bourguiba en sortant mardi soir de sa résidence, après deux heures d'entretien avec le diplomate américain. M. Murphy n'a pas eu à confirmer. C'est l'évidence. Tout le monde le sait.

Au Conseil des ministres

Mais personne n'y peut rien. Car l'Algérie c'est la France ; bien plus qu'on ne le croit à Tunis ou à Washington. L'Algérie est un territoire solidement tenu par une administration, une population et une armée française que trois ans de guerre ont intimement fusionnées, amalgamées et renforcées. Même si, comme cette semaine, il tombe en combats 30 ou 40

(Agip)

MM. ROBERT MURPHY (U.S.A.) ET CHRISTIAN PINEAU (FRANCE)
M. Jean Monnet a fait la commission

soldats français *par jour*, l'Algérie peut continuer de longues années à être *tenue* par les Français d'Algérie et l'armée que la Métropole leur a fournie...

Avant l'arrivée de M. Murphy, un conseil des ministres à l'Elysée avait donné lieu à un très court débat. M. Christian Pineau qui, par ses fonctions, est un peu moins que ses collègues totalement isolé du monde extérieur, avait suggéré, timidement, qu'il conviendrait peut-être de parvenir à un accord avec les Américains sur le domaine et les objectifs des « bons offices ». Aussitôt, le représentant officiel de l'Algérie, M. Robert Lacoste, mit selon l'habitude les choses au point. Pas question.

« *Les bons offices*, déclara avec netteté M. Lacoste, *cela consiste purement et simplement à mettre en relation les deux parties. Rien d'autre. Il ne faut pas confondre avec la médiation ou l'arbitrage. Un médiateur suggère des solutions. Un arbitre apporte des solutions. Nous n'accepterons ni l'un ni l'autre.* »

M. Félix Gaillard se rangea sans attendre à l'avis d'Alger et fit admettre à l'ensemble du gouvernement — les ministres M.R.P. étaient les plus réticents — que l'étranger envoyé par Washington n'aurait à s'occuper ni de Bizerte, ni de l'Algérie : seulement d'obtenir de Bourguiba que les troupes françaises, en Tunisie, retrouvent d'abord leur liberté de déplacement.

Soyez plus clairs !

Pour bien faire comprendre aux Américains, et aux autres, de quoi il s'agissait, le ministre de la Défense nationale, M. Chaban-Delmas, fit savoir à l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris :

« *S'il le faut, nous ferons la grève de l'O.T.A.N., au cas où nous n'obtiendrions pas des Etats-Unis qu'ils soient solidaires de la France en Afrique du Nord.* »

Tout cela était très net. Cependant, pas assez.

Le sentiment d'humiliation, nourri par notre impuissance en Tunisie et nos échecs militaires en Algérie, est maintenant tel au sein du parlement français que l'amour-propre national est mis en jeu avec passion, et que Bourguiba ayant déjà rejoint Nasser au rang des épouvantails nationaux, M. Foster Dulles, cette semaine, est sur le point de rejoindre Bourguiba.

Malgré la prise de position du ministre de la Défense nationale et l'obéissance passive du gouvernement au ministre de l'Algérie, une délégation parlementaire de députés indépendants s'est rendue à l'Hôtel Matignon auprès de M. Félix Gaillard. M. Roger Duchet commença l'entretien sans préambule :

— *Vos déclarations n'ont pas été assez nettes. Et d'abord : Bizerte restera-t-elle, oui ou non, une base française ?*

— *Elle le restera, je l'affirme,* répondit le président du Conseil, qui avait autorisé pourtant, le même jour, ses ambassadeurs à Washington et à Londres à indiquer aux gouvernements américain et anglais que « sur Bizerte une formule de mise à la disposition de l'O.T.A.N. pourrait être trouvée ».

La situation de M. Gaillard

M. Félix Gaillard se trouve, depuis Sakiet, dans une situation impossible et dont il n'essaye même plus de sortir. Avec l'intelligence analytique dont il est doué, il a apprécié, dès la semaine dernière, la nature de sa position. D'un côté l'aile droite de sa majorité parlementaire, appuyée sur Alger, refuse tout compromis avec Bourguiba et toute idée de négociation en Algérie. De l'autre, le gouvernement américain, poussé énergiquement par le Congrès et l'opinion publique,

(*Suite page* 5) →

Marcel BERNHEIM
35, rue La Boétie
ŒUVRES RECENTES DE
Louis COTTIN
Du 28 février au 13 mars 1958

CORRESPONDANCES EXPRESS

LE GENERAL BLANC PARLE FRANCHEMENT

● Au cours d'une réunion avec des diplomates étrangers et plusieurs attachés militaires, le général Blanc, inspecteur général de l'armée française, a répondu de la manière suivante aux questions d'un ambassadeur d'un pays allié :

— Comment pensez-vous, mon général, que la crise franco-tunisienne va trouver une solution ?

Le général Blanc. — En Tunisie, il n'y a pas de problème. Nous pouvons mettre Bourguiba en prison en vingt-quatre heures.

— Comment cela ?

Le général Blanc. — Nous pouvons prendre Tunis dans la journée. L'armée tunisienne, ça n'existe pas. Et c'est d'ailleurs ce qu'il faut faire, sinon nous n'arriverons jamais à bout des bandes algériennes.

— Mais, mon général, savez-vous que la Tunisie est un Etat indépendant reconnu par les quatre-vingts pays des Nations Unies auxquelles la France l'a présentée elle-même ?

Le général Blanc. — Ça, c'est le travail de nos politiciens. Ça ne me regarde pas.

Les quatre diplomates étrangers qui étaient présents ont fait chacun à leur gouvernement un rapport communiquant ces déclarations « intéressantes » du numéro 2 de l'armée française.

POUR L'ELECTION DE PARIS NAISSANCE DU « FRONT NATIONAL »

● L'élection de Paris (prévue le 16 mars pour remplacer le député communiste Marcel Cachin), après celle de Marseille, confirme qu'un fait nouveau est intervenu dans la vie politique : la constitution d'un « Front National » susceptible de regrouper toute la droite et l'extrême droite des poujadistes aux groupes du centre. Les deux thèmes de combat politique du Front sont : « L'Algérie française » et « le soutien de l'armée ».

A Marseille, les poujadistes ne présentèrent aucun candidat contre M. Fraissinet, qui gagna avec cet appui un nombre intéressant de voix au second tour. A Paris, les poujadistes ont conclu avec les modérés un accord sur la candidature « nationale » de M. Alexis Thomas (président de l'Union Nationale des Combattants, candidat dit « apolitique » comme autrefois les Croix de feu).

L'affaire fut conclue le samedi 22, au cours d'une réunion au Palais-Bourbon, sous l'égide de M. Roger Duchet. Le représentant poujadiste, M. Gayrard, se déclara partisan de la candidature d'union et ajouta : « Des formules comme celles-ci doivent se multiplier. » A cette réunion assistaient MM. Bernard Lafay, Jean-Paul David, Roger Frey, secrétaire général des Républicains sociaux.

MM. Pinay et Reynaud, chez les indépendants, sont très réticents. M. Edgar Faure aussi. Et le M.R.P. se tient à l'écart. Mais personne n'a osé présenter un candidat contre M. Alexis Thomas. Sauf les radicaux valoisiens qui présentent un ancien résistant, M. Philippe Dechartre, qui sera soutenu par M. Mendès France.

LACOSTE ET BIGEARD NE S'ENTENDENT PAS

● Samedi 22 février, à 5 heures, devant les locaux où s'imprime à Alger l'hebdomadaire des forces françaises « Le Bled », une foule d'Algérois s'était massée. Le général Salan, l'amiral Gelis, le général d'aviation Jouhaud et tous leurs adjoints sortaient du hall où avait lieu une grande exposition de la Marine nationale. Un cri parmi la foule : « Rendez-nous Bigeard ! »

L'affectation à Paris du colonel commandant le 3e Régiment de Parachutistes a eu un retentissement considérable chez tous les Français d'Algérie. Sur cette mutation, une rumeur circule : Bigeard ne s'entendait plus avec Lacoste. Le premier différend remonte à l'affaire Ben Mhidi. Un reportage ayant fait état de la désapprobation par Bigeard de l'ordre d'abattre l'ancien chef de la rébellion algérienne, prisonnier des paras, une très vive discussion s'était élevée entre le ministre de l'Algérie et le colonel des paras. Et ils ne se sont pas réconciliés.

Dernière déclaration de Bigeard à Alger : « Le temps travaille pour les rebelles algériens. »

(A.D.P.)

LE GÉNÉRAL BLANC
Pas de problème

UN TEST PARMI LES ELECTEURS

● Les réunions organisées par les Forums régionaux ont offert, ces derniers jours, une bonne occasion d'effectuer quelques sondages dans l'opinion publique après le vote de confiance sur Sakiet.

— A Orléans, M. de Félice, député radical du département, s'est vu violemment attaquer pour son vote favorable au gouvernement, après Sakiet. « J'ai longuement hésité, a-t-il répondu à ses censeurs. Devant le trouble de ma conscience, j'ai pensé que mon devoir consitait à ne pas provoquer la chute du gouvernement quoique les faits condamnent sa position. Au fond, j'ai peut-être eu tort... »

— A Besançon, le lendemain, un jeune étudiant a pris longuement la parole pour expliquer que les étiquettes des partis n'avaient plus de sens. Dans le Doubs, en effet, le député de droite — le marquis Roland de Moustier — a voté contre Sakiet, alors que le député socialiste — M. Jean Minjoz — l'a approuvé.

— A Strasbourg, le cas du député Joseph Klock a été longuement évoqué. Celui-ci fut en effet le seul des 7 députés M.R.P. du Bas-Rhin et des 75 députés M.R.P. de l'Assemblée à voter contre Sakiet. Une partie de l'assistance considérait que M. Klock aurait dû suivre la majorité de son groupe tout en essayant, à l'intérieur de celui-ci, de convaincre ses camarades. D'autres, au contraire, jugent que l'attitude de M. Klock portera vite ses fruits, que son courage consiste précisément à ne pas suivre aveuglément sa tête de liste M. Pflimlin, et qu'il avait eu raison de suivre l'opinion générale de ses électeurs.

« La guerre d'Algérie, c'est tous les jours un petit Oradour » répètent depuis des mois les rappelés alsaciens à leurs députés.

Or le procès où furent jugés et condamnés en 1952 les responsables d'Oradour parmi lesquels se trouvaient des Alsaciens enrôlés de force dans l'armée allemande, a laissé un terrible souvenir dans le département. Les Alsaciens ne supporteraient pas d'être accusés une seconde fois d'avoir participé à des entreprises criminelles.

— A Reims, le vote hostile au gouvernement du député radical Paul Anxionnaz fut salué d'applaudissements. On regretta simplement qu'en dehors des députés communistes, dans la Marne, Anxionnaz ait été seul à prendre cette position.

L'ARRONDISSEMENT EST MORT

● Beaucoup, parmi ceux qui se déclarent partisans du scrutin d'arrondissement, souhaitent le voir écarté. Un premier vote de procédure annonçait mardi, à l'Assemblée, une majorité de 7 voix en faveur de ce système électoral. M. Gaillard, sous la pression des socialistes et des radicaux, décidait en conseil de cabinet de laisser la liberté de vote à ses ministres : l'arrondissement était à coup sûr voté.

M. Antoine Pinay intervint alors auprès de ses amis modérés, et obtint le revirement de beaucoup d'entre eux, qui ne demandaient d'ailleurs qu'à se laisser convaincre. L'arrondissement fut repoussé par 34 voix de majorité. On ne parlera pas avant longtemps de réforme électorale.

LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT : ENCORE DES TRAITRES

● Les membres du Syndicat National de l'Enseignement d'Alger ont récemment proposé que la double culture, française et arabe, soit rendue obligatoire dans l'Algérie de la loi-cadre.

Ce fut un scandale. A la tête des opposants s'est signalé le Mouvement Universitaire pour le Maintien de la Souveraineté Française en Algérie. Ses membres, des professeurs de faculté, des agrégés, des humanistes, ont dénoncé en des termes violents la « trahison » de leurs collègues.

La motion adoptée condamne « ceux qui entendent contraindre nos enfants à perdre du temps à traduire les « Mille et Une Nuits » au lieu d'étudier Racine, Pascal et Bossuet ».

OU EST L'ARMEE FRANÇAISE ?

● Officiellement, le temps de service militaire est fixé, par la loi, à dix-huit mois.

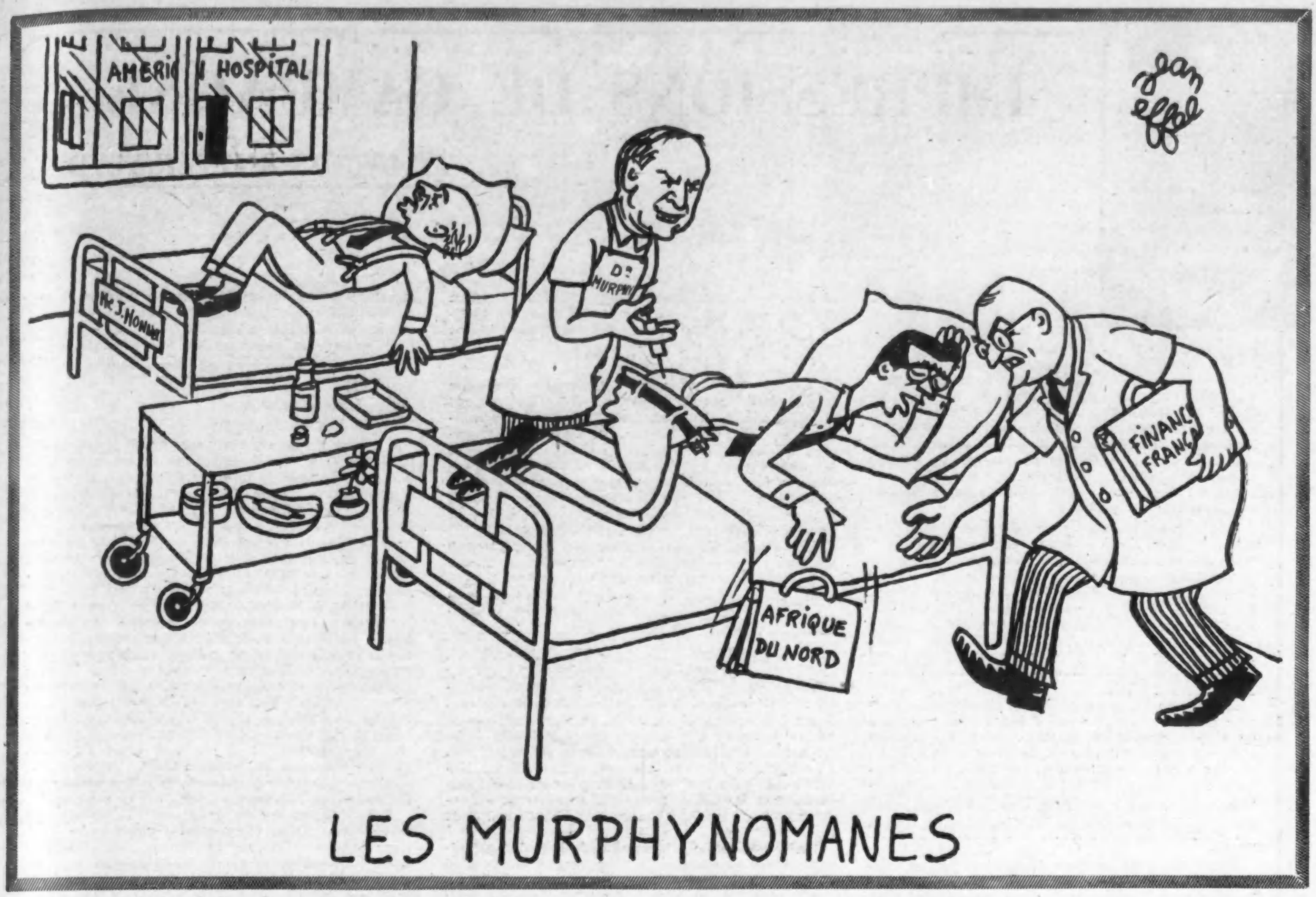
M. Guy Mollet, puis M. André Morice, ont pris l'engagement que les jeunes gens du contingent seraient libérés après vingt-quatre mois de service militaire effectif, à partir du 1er janvier de cette année.

M. Chaban-Delmas devra suspendre l'application du plan de libération annoncé par ses prédécesseurs et, d'ici la fin de l'année, les recrues du contingent seront sans doute tenues de nouveau à vingt-six ou vingt-huit mois de service militaire actif.

L'aggravation de la situation militaire en Algérie oblige M. Chaban-Delmas à trouver 50.000 fantassins de plus pour les envoyer en renforts.

Mais l'armée de terre est déjà à peu près réduite aux effectifs d'entretien et de surveillance en métropole et en Allemagne. Le ministre de la Défense nationale a donc dû décider, samedi, de transformer en fantassins pour l'Algérie 10.000 hommes de l'armée de l'air.

Répartition de l'armée de terre



(*Suite de la page* 3)

est décidé à obtenir de la France un compromis avec Bourguiba et une négociation avec les nationalistes algériens.

Le président du Conseil a eu, un instant, au lendemain de Sakiet, la velléité de lutter contre sa droite parlementaire. Il a abandonné cette idée en vingt-quatre heures.

Lundi, en face de M. Robert Murphy, il aurait voulu essayer d'infléchir la position américaine, de faire revivre une petite flamme de « solidarité atlantique ».

Il a trouvé, en face de lui, un homme très courtois et très compréhensif, mais parfaitement informé et inflexible. L'agent américain qui, envers et contre tout, sut mettre en place, pendant deux ans, en Afrique du Nord, le réseau qui accueillit l'armée de débarquement du général Eisenhower en 1942 ; puis qui, bravant de Gaulle, fit venir l'amiral Darlan à Alger ; cet homme entêté s'est fixé, cette fois, une mission : sauver Bourguiba et mettre fin, si possible, à la guerre d'Algérie.

M. Félix Gaillard discuta à peine. Et M. Murphy ne répondit pas. Ils savaient, l'un et l'autre, qu'il n'y avait plus grand-chose à dire. Ce qu'il fallait dire avait été dit par un autre, et deux jours avant même l'arrivée de M. Murphy, beaucoup trop habile pour faire ces commissions-là.

C'est M. Jean Monnet qui fut reçu à l'Hôtel Matignon à deux reprises, avant que les « bons offices » ne commencent officiellement, pour remettre au président du Conseil un message discret et précis de Washington : si la France ne trouve pas une solution avec Bourguiba, les subventions en dollars que M. Monnet a obtenues le mois dernier pourront être remises en question.

Il est bien tard

C'est tout. M. Félix Gaillard a compris, sans qu'il fût besoin d'insister. La poursuite de la guerre d'Algérie, plus la suspension de l'aide en dollars, cela voudrait dire un choc économique brutal en France : réduction massive de la production, chômage et restrictions. M. Gaillard le sait, M. Pflimlin le sait. MM. Paul Reynaud, Pleven, Robert Schuman, Edgar Faure le savent. Et, pour cette raison parmi d'autres, ils voudraient tous maintenant, à tout prix, éviter le heurt avec l'Amérique et trouver une solution négociée au conflit algérien. Mais ils savent aussi qu'ils n'y peuvent sans doute plus rien. Ils se sont tus quand ils pouvaient encore, en parlant, éclairer l'opinion, redresser la situation parlementaire, conjurer la vague d'exaspération qui déferle aujourd'hui. Aujourd'hui, il est bien tard.

« *Nous sommes isolés. Le monde entier nous tourne le dos* », dit amèrement M. Paul Reynaud.

Le monde entier, ce ne serait rien encore. La France est abandonnée par la France.

Quand M. Bourguiba s'est adressé au président du Conseil français, il n'a trouvé qu'un émissaire des généraux d'Algérie ; quand M. Robert Murphy rencontre M. Félix Gaillard, il n'a en face de lui qu'un porte-parole des autorités d'Alger. Sans coup d'Etat, sans rupture de la légalité, par un processus de dégradation progressive et de petits abandons accumulés, le pouvoir a cessé d'être à Paris : il est à Alger.

La guerre continuera.

FOIRE
internationale
de
BORDEAUX
15 AU 30 JUIN
★
GRANDE SEMAINE
DE LA
MACHINE AGRICOLE
DU 22 AU 30 JUIN

AFRIQUE DU NORD

Des ambassadeurs aux généraux

● ***Notre envoyé spécial Jean Daniel était cette semaine à Tunis, où arrivait M. Murphy, puis à Alger, où l'on prépare la « zone interdite ». Voici son câble.***

TUNIS fait illusion avec ses nuées de mendiants qui assaillent l'étranger à la sortie des hôtels, ses promeneurs nonchalants qui profitent d'un printemps précoce et déjà presque chaud, le grouillement coloré et joyeux de ses foules. Mais à quelques kilomètres, une véritable mobilisation est visible qui fait tout craindre.

La situation est explosive. En particulier en ce qui concerne l'interdiction faite aux militaires de circuler. Si l'on en oublie les causes un moment, il faut bien voir que cette interdiction est humiliante. Je me suis approché maintes fois des enclos grillagés où sont parqués les soldats français en uniforme. C'est un spectacle pénible. Il faut beaucoup de sang-froid aux chefs de l'armée française de Tunisie pour calmer l'impatience de troupes qui savent que, du fait de leur armement et de leur nombre, elles triompheraient en un instant de toute résistance. Il n'est pas concevable que cette situation puisse durer sans incident. Chacun le sait et chacun, hélas ! spécule aussi sur ce risque.

Eviter le pire

Cependant, et on ne le soulignera jamais assez, *on a évité Meknès*. Oui, l'évacuation de 550 Français est démoralisante et arbitraire ; les conditions d'évacuation des consuls sont aussi inélégantes que stupides. On peut regretter que de nombreuses et hautes personnalités tunisiennes ne puissent plus dominer leur passion. *Mais on a évité Meknès* et cela est énorme. Les Français de Tunisie ont leur point de vue à ce sujet.

Le Monde de vendredi dernier titrait sur quatre colonnes en première page : « *L'expulsion de plusieurs de nos consuls ne renforcera pas le dossier des Tunisiens.* » Pour avoir accueilli ces consuls à leur retour à Tunis et tenir de leur bouche les détails de leur évacuation, je suis bien de cet avis. Mais on est bien obligé, aussi, de constater que cette expulsion renforce — par un moyen regrettable, mais relativement peu sanguinaire — le dossier de Bourguiba auprès d'une opinion publique qui pouvait être entraînée à d'autres écarts et qu'il a reprise en main — au moins pour le moment. Il ne pouvait la reprendre que par la mobilisation et l'intransigeance.

Le tout est de savoir jusqu'où il compte aller.

La décision de Bourguiba

« *Ou bien les Français accepteront de parler de l'Algérie, ou bien il n'y aura pas de bons offices.* » Cette phrase, les collaborateurs de M. Bourguiba l'ont prononcée un peu partout avant l'arrivée à Tunis de Robert Murphy, délégué des U.S.A., chargé des bons offices. En vingt-quatre heures, elle a parcouru tout le pays. Les Tunisiens en sont fiers. Ils respirent : l'affaire de Sakiet menaçait de tourner court. « *Pourvu que Bourguiba tienne* », déclarent des policiers tunisiens qui contrôlent les voitures aux barrages et qui acceptent encore la conversation avec l'étranger.

C'est un fait nouveau. Jamais, ces

(*Suite en page* 7)

GENTLEY
TAILLEUR
NOUVELLE COLLECTION
TISSUS ANGLAIS
COMPLETS
sur mesures
46.000 f.
20, AV. FRANKLIN-ROOSEVELT
ELY. 46-58

FORUM

IMPRESSIONS DE CAMPAGNE

par FRANÇOIS MITTERRAND

FRANÇOIS MITTERRAND

Dimanche, le 2 mars, les électeurs de la Nièvre votent dans une nouvelle élection législative partielle. M. François Mitterrand, qui fait campagne dans tout le département depuis deux semaines, nous envoie, de Nevers, ses impressions.

LE ton monte. MM. Poujade, Soustelle et Duclos ont harangué les Nivernais. MM. Mollet, Duchet et Pinay viendront cette semaine pour le même office. J'ai pour ma part accompagné le candidat de l'U.D.S.R., le docteur Louis Dubois, tout le long de son itinéraire. En quinze jours, nous avons tenu près de quarante réunions, généralement dans les chefs-lieux de canton ou dans les bourgs ruraux de quelque importance.

Quelles impressions retire-t-on de cette rencontre quotidienne avec les électeurs ?

Il y a généralement moins de monde aux réunions publiques qu'en 1956. Notre élection partielle n'est assortie d'aucune propagande à l'échelon national. Les journaux de Paris, alléchés par la polémique de Marseille, ont négligé la Nièvre. La radio se tait. Les affiches, les circulaires, les tracts suppléent comme ils peuvent à cette carence. Pourtant l'élection nivernaise est la première depuis deux ans qui soit franchement et clairement politique.

La retraite du combattant, le pécule du prisonnier de guerre, le sort des vieux, les importations de viande, l'indemnité parlementaire, la suppression des zones de salaires, le scrutin d'arrondissement agitent évidemment certains contradicteurs ; mais le problème, le seul et constant problème qui domine les débats est celui que pose la guerre d'Algérie. Telle est l'impression dominante.

D'abord, ce fut autour de Sakiet que se cristallisa l'opération. « Que pensez-vous de ce bombardement ? » Rares sont les auditeurs qui l'approuvent. Nombreux sont ceux qui le condamnent et s'en inquiètent. Tous comprennent la réaction des militaires que harcèlent les provocations tunisiennes ; peu d'entre eux admettent l'ampleur des représailles.

LE nom de Bourguiba provoque l'agacement, sinon l'irritation. Ses discours ont créé un climat chaud et froid. Leur violence indigne, leur souplesse fatigue. Toutefois, ces vingt-cinq avions qui ont frappé un village symbolisent désormais pour la majorité la faiblesse et l'incohérence du pouvoir civil, qui apparaît comme débordé à la fois par les conséquences directes d'un acte échappé sans doute à son contrôle, et par la désinvolture du haut commandement.

Les « bons offices » américains n'ont surpris personne. On fait habituellement remarquer que plus nous nous enfonçons dans la guerre et plus nous en étendrons le champ, plus les risques sont grands de voir nos alliés intervenir en dernière et ramasser les profits.

CEPENDANT, Sakiet n'est qu'une manière parmi d'autres d'aborder l'affaire algérienne. De celle-ci, dans deux réunions seulement, il ne fut pas question. Mais presque toujours il ne fut question que de cela. Aussi je laisse maintenant à mon journal local le soin de traiter des abattements de zone, du contrôle fiscal ou des débouchés pour l'élevage. Je suis amené, ainsi que le docteur Dubois, à consacrer toutes mes réponses aux perspectives qu'offre à la France le conflit algérien.

On se préoccupe évidemment du sort de nos soldats, mais on s'interroge plus encore sur l'utilité et les buts de leur action.

S'il s'agit de maintenir l'Algérie dans l'ensemble français on n'y voit que des avantages. S'il s'agit de préserver ou de garantir un état social, économique et politique dont aucun des électeurs qui m'ont contredit n'assume la défense, personne n'y consent. La politique gouvernementale apparaît sous cet aspect et ne suscite que méfiance ou colère.

Que font les candidats ?

LE communiste prend parti pour l'indépendance. Le socialiste s'enferme avec prudence et obstination dans le triptyque « cessez-le-feu, élections, négociation », frappé d'amnésie à l'égard de M. Lacoste. L'U.D.S.R. rappelle que l'emploi de la force n'a de sens que si les buts politiques de la France sont en même temps définis. Le républicain-social et l'indépendant répètent les refrains de MM. Le Pen et Soustelle. Le poujadiste demeure étranger au débat.

L'arrivée à Nevers des leaders de choc a durci les propos. Les amis de M. Soustelle se distinguent par leur âpreté. Ils vilipendent les « traîtres » et la « cinquième colonne ». Ils vouent à la Haute Cour « Monsieur Mendès » (dont le nom s'arrête pour eux au trait d'union). Ils me représentent comme un dangereux et pernicieux démolisseur de l'Empire colonial. Ils suent la haine. Les correspondants de M. Duchet éprouvent quelque mécontentement à se voir ainsi dépassés. Malgré beaucoup de bonne volonté, ils n'arrivent pas cependant à rejoindre le gros des insulteurs. Ils ne savent comment ramer dans ce courant.

Autant qu'on puisse le prévoir, il semble que cette consultation électorale si directement axée sur l'Algérie (et accessoirement sur l'Afrique noire) marquera le recul des partisans des slogans officiels. Il ne me paraît pas douteux en tout cas que c'est l'Algérie désormais qui déterminera les votes.

J.-M. DOMENACH

RETOUR A « MEIN KAMPF »

par J.-M. DOMENACH

« POUR beaucoup, monsieur Mendès France, vous cristallisez sur votre personnage, au point de vue patriotique, et physiquement... »

Cette phrase que Le Pen osa, lors de la triste séance du 11 février à l'Assemblée nationale, et qui ne lui valut pas le moindre rappel à l'ordre, cette phrase témoigne de la déchéance d'une partie de l'opinion française. Car elle n'est pas isolée. Lors du même débat, une autre phrase, qui, elle, a été omise au compte rendu, était lancée par un chef de la droite à l'adresse d'un député qui n'a pas le teint assez clair : « Il ferait bien de se faire passer à la pierre ponce, celui-là ! »

On est toujours étonné de la vulgarité à laquelle se laissent aller en public des gens qui mettent leurs enfants à l'école libre pour leur éviter de mauvaises fréquentations.

Dans la même semaine, une bande d'Action française envahissait une réunion du Centre Catholique des Intellectuels consacrée au Père de Foucauld et frappait au visage Robert Barrat et Louis Massignon.

Le 21 février, des commandos de « Jeune Nation », armés de gourdins cloutés et appuyés par la police, assommaient des étudiants et des étudiantes, dont plusieurs originaires des territoires de l'Union française.

L'argument physique a toujours été la revanche de l'imbécile : celui qui est incapable de répondre à un raisonnement se rabat sur la forme d'un nez ou la couleur d'une peau ; celui qui ne veut pas penser, frappe. Depuis que la riche philosophie réactionnaire du XIX^e^ siècle a été remplacée par les ratiocinations maurrassiennes et les pauvretés fumeuses de « Mein Kampf », l'extrême-droite a eu constamment recours à l'injure raciste, à la matraque et à la menace de mort.

CE n'était en France, jusqu'à ces derniers temps, que les soubresauts de sectes discréditées par la collaboration avec l'occupant. Mais les microbes recommencent à proliférer dans un Etat affaibli. Et cela devient tout autre chose que les excès insignifiants de quelques muscadins : les racistes français, privés de perspectives depuis la défaite de Hitler, ont opéré la jonction avec les racistes d'Algérie.

Un système de terreur s'établit, qui relie les petites brutes du Quartier Latin aux tortionnaires de la Villa Sesini, les matraquages de Paris au matraquage de Sakiet : c'est la même intention de représailles physiques, la même volonté folle de détruire, au lieu de discuter, la même exaspération contre le faible qui résiste.

Le paradoxe, le scandale est que nos nationalistes se déchaînent contre une situation qu'ils ont fabriquée eux-mêmes, de leur mépris, de leur sottise. Les injures de la séance du 11 février rappelaient une autre séance, en 1947, pendant laquelle des députés de la droite criaient « bicot ! » à Ferhat Abbas, qui prenait la parole à la tribune de l'Assemblée. Ce jour-là, Ferhat Abbas comprit qu'il ne pourrait jamais être Français.

POUR un patriote, la grande tristesse de cette guerre d'Algérie est que des millions d'Algériens ne veuillent pas être Français. Mais on leur avait déjà refusé la France.

Qui ? Au premier plan, ceux qui hurlent aujourd'hui à la trahison de « l'Algérie française », toute une part de notre opinion contaminée par des académiciens racistes et des journalistes xénophobes. C'est leur échec qu'ils poursuivent dans le visage haï de l'Autre, qu'ils insultent et voudraient anéantir. Ainsi, une fois de plus, la France paye les notes de frais du prétendu nationalisme français.

La hantise de l'étranger, de la tare qui va corrompre la race, est une réaction maladive, symptôme et cause à la fois de l'affaiblissement français.

Déjà, il y a soixante ans, les antidreyfusards menaient campagne contre l'immigration d'ouvriers étrangers, qui aurait renforcé pourtant l'économie d'un peuple sans natalité. Leurs descendants, toujours au nom de la grandeur de la France, sont en train de nous faire perdre la chance historique de former une communauté pluri-nationale.

Une feuille comme « Carrefour » reproche à un parlementaire français de n'être pas né en France, alors que la plupart des maîtres de la physique et de la mathématique américaines ne sont pas nés aux Etats-Unis. Ne voit-on pas que les deux plus grands pays du monde fondent leur puissance sur l'intégration d'éléments raciaux et nationaux divers ? Mais la France devient incapable d'assimiler, précisément parce que ceux qui prêchent l'assimilation l'empêchent en même temps par leur égoïsme et leur orgueil de race supérieure.

NOUS avons eu des occasions, ces dernières années, de découvrir que le racisme n'est pas une spécialité nationale : il atteint aussi la France, il atteint même des peuples décolonisés, qui, pourtant, en ont éprouvé le poids. Mais il reste latent ou se déclare selon l'ambiance, et les conditions françaises lui sont devenues favorables.

Le gouvernement Mollet a aiguillé l'opinion vers un univers d'illusion, où elle a trouvé son confort quelques mois. Or, le temps approche où il faudra sortir de l'illusion, ou bien les autres nous en expulseront.

Il se prépare un choc terrible avec la réalité, et ce sera probablement la grande crise de la France. Alors l'humiliation poussera les Français à haïr les autres, tous les autres, à devenir cette nation qui frappe en aveugle, comme à Sakiet, à s'installer enfin dans la France seule, la petite France que, de Maurras à Guy Mollet, le nationalisme français façonne méthodiquement.

Un seul moyen d'échapper à cette rétraction spirituelle et physique, à ce gâtisme de la France dont les vulgarités racistes et les violences corporelles sont le sinistre prodrome : inclure la négociation en Algérie dans un vaste projet de ressaisissement, inviter les représentants de tous les peuples colonisés par la France à débattre des intérêts communs et à former une libre association d'égaux, rappeler que le génie français n'est pas d'exclure l'étranger et de mépriser le faible, mais d'appeler, d'être un passage vers l'universel.

On peut toujours choisir entre des méthodes politiques. Mais on ne choisit pas contre sa tradition, contre sa vocation : on est fidèle, ou on déserte, et l'on devient alors une petite chose qui n'a de nom dans aucune histoire.

(*Suite de la page 5*)

dernières années, le peuple tunisien n'a douté que son président « tiendrait ». Aujourd'hui, il l'attend à l'épreuve. L'offense a été trop spectaculaire, Bourguiba s'en est trop servi, il en a trop entretenu le souvenir, pour qu'il soit question d'un compromis.

Le chef de l'Etat tunisien n'est pas mécontent de cette pression, désormais populaire. Mais il a failli l'être. Les responsables du Néo-Destour, de la centrale syndicale et des mouvements de jeunesse lui ont fait craindre un « dépassement ». Les Algériens ont ouvertement exprimé leur hostilité lorsque Bourguiba ayant accepté les bons offices des Anglo-Américains, M. Murphy crut devoir aligner la définition de ces bons offices sur celle que venait de donner M. Pineau : rétablir le dialogue franco-tunisien. Une opposition naissait en Tunisie qui se solidarisait complètement avec le F.L.N.

M. Bourguiba s'est enfermé pendant trois jours, pendant lesquels il fit procéder à des sondages auprès des Anglais et des Américains. Vendredi dernier, il décida d'encourager lui-même l'opposition qui se transformait ainsi en simple avant-garde. Et pour bien montrer qu'on entend aller jusqu'au bout, M. Bourguiba a fait revenir du Caire une délégation de l'état-major du F.L.N. avec laquelle il voulait prendre contact avant de s'entretenir avec M. Robert Murphy.

L'opinion des Alliés

L'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis pense que la Tunisie est à deux doigts de passer dans le camp neutraliste et que Bourguiba est en danger, même si l'opposition actuelle est en partie inspirée par lui.

Sur l'affaire de Sakiet, les Anglais comme les Américains sont très réservés : ils estiment que la France ne pouvait pas ne pas réagir devant l'importance de l'aide tunisienne, mais qu'avec le bombardement du village frontière, elle a elle-même provoqué une internationalisation de fait. En tout cas, Sakiet a délivré les deux ambassadeurs de la discrétion qu'ils s'imposaient avec une courtoisie remarquée. Et ils disent se féliciter de cette délivrance dans la mesure où ils pensaient que la guerre d'Algérie faisait perdre l'Afrique du Nord à l'Occident. Tel est le climat que M. Murphy a trouvé à Tunis.

L'ombre de Nasser

Les revendications proprement tunisiennes sont au nombre de deux. D'abord l'évacuation de l'armée française, ensuite une transformation radicale du statut de Bizerte. Bourguiba a mis tout son prestige dans ces revendications. Ce n'est pas au moment où les fédérations syro-égyptienne et jordano-irakienne viennent de gonfler le mythe du panarabisme que le chef de la Tunisie arabe consentira à faiblir. Un ministre tunisien qui aurait préféré la solidité des études économiques à sa mission actuelle m'a déclaré avec tristesse :

« *Une passion arabe habite maintenant les cœurs des jeunes Tunisiens qui affichaient pour les désordres du Moyen-Orient une sorte de mépris distingué. Nous voulions constituer ce phénomène nouveau : des Arabes constructeurs. Notre petit pays allait se mettre au travail. Le président avait compris l'importance d'une planification. Mais on dirait que la France s'ingénie à nous pousser dans le sens de nos défauts.* »

LE PRÉSIDENT BOURGUIBA (A.P.)
« Parlons de l'Algérie ! »...

(Intercontinentale)
L'AMBASSADEUR MALCOLM (GRANDE-BRETAGNE)
...« Doucement »

Sur Bizerte, on engagera l'épreuve de force comme à Suez. D'où Nasser a-t-il tiré son rayonnement international, sinon de Suez ? Et à Bizerte, la partie semble aux Tunisiens plus facile encore, car la France y est seule. Les Etats-Unis et l'Angleterre seront au moins neutres ; avec la Tunisie, il y aura le reste du monde. C'est une thèse que Bourguiba entend développer souvent par ses collaborateurs, mais il est encore loin d'y souscrire. Tout ce qui n'est pas « le monde libre » lui donne le vertige : il est hanté par le spectre du communisme dévastateur. Alors il se sert de cette thèse pour inquiéter les Anglo-Saxons et pour leur dire qu'il ne pourrait faire accepter par son peuple un accord sur Bizerte avec l'O.T.A.N. qu'à la condition que soit examiné le problème algérien.

« *Donnez-moi les moyens de vaincre le neutralisme chez moi,* dit M. Bourguiba à M. Murphy, *et vous ne pouvez le faire qu'en contraignant la France à faire la paix en Algérie.* »

La décision d'Alger

A cette situation, quelle réponse entend faire la France ?

Puisque personne ne prend plus au sérieux ce qui vient du gouvernement de Paris, je me suis rendu dans la seule ville française où les choses se décident, où la politique soit un peu cohérente — je veux dire Alger. Il est bien évident que c'est encore d'Alger que viendront des décisions qui seront ensuite entérinées ou « couvertes » par Paris.

M. Chaban-Delmas y traitait avec M. Lacoste et l'état-major français des questions de la « zone interdite ». On sait que la solution trouvée pour pilonner l'importante « base de l'Est » F.L.N., sans provoquer des incidents de frontière et des différends internationaux, est de proclamer zone interdite la partie du territoire algérien comprise entre la ligne de barbelés électrifiés (qui s'est révélée complètement inopérante) et la frontière tunisienne. Depuis plusieurs mois, ce projet était à l'étude par la dixième région militaire (Alger).

La technique de la zone interdite consiste à évacuer tous les civils et, en principe, à les « reclasser ».

Un fâcheux précédent

Depuis un an, l'Igame de Constantine, le préfet Papon, s'oppose à ce projet. Selon lui, cela revient purement et simplement à l'abandon d'un territoire important. Selon lui encore, l'évacuation des civils est quasi impossible.

Il y a d'autres objections faites, celles-là par des militaires qui se souviennent d'un fâcheux précédent. C'est en juillet dernier, en effet, que fut décidée la création d'une zone interdite, dans le secteur de la presqu'île de Collo, qui va de Djijelli à Philippeville et comprend les localités de El Milia et El Arrouch — fameuses du fait des engagements meurtriers qui y ont eu lieu. L'évacuation des civils n'a pas réussi, malgré la méthode dite du « paradis ». Elle consiste à tracer une ligne de démarcation et à créer en deçà de cette ligne des assemblées de paysans privilégiés sur tous les plans. Pendant plusieurs jours, on prend un soin extrême de tous ceux qui ont accepté de se réfugier derrière la ligne tracée. On s'inquiète de leurs besoins, on les soigne, on les ravitaille, on les loge, on les recase autant qu'il est possible. Bref, en deçà de cette ligne, c'est le « paradis », mais au-delà c'est « l'enfer », car on prévient tous les paysans que l'on détruira tout ce qui se trouve dans la zone qu'on veut évacuer. En dépit de cette méthode donc, la moitié des civils, craintifs, ou ignorants, ou hostiles, refusa d'évacuer la presqu'île de Collo. On ne put avoir raison, malgré la politique de la terre brûlée, des 1.500 fellagha mêlés à la population restante. Davantage : au bout de quelques mois, la presqu'île de Collo est devenue l'une des bases principales d'implantation du F.L.N. Le général Sauvagnac, commandant la 25ᵉ division aéroportée, qui s'occupa de l'opération, a sur ce point un avis très net. On dit très couramment :

« *Une zone interdite, c'est une petite république algérienne.* »

Courir des risques

En ce qui concerne la région frontalière, le malheur veut en plus que ce soit une des plus boisées et des plus montagneuses de l'Algérie, c'est-à-dire qu'il est pratiquement impossible de la réduire par bombardement. Enfin, les critiques du projet de zone interdite font remarquer que le F.L.N. ne sera pas — comme à Collo — adossé à la mer, mais à la Tunisie, que dans ces conditions l'implantation sera beaucoup plus solide, les formations de bandes beaucoup plus importantes, et que nous allons assister aux premières grandes batailles rangées de la guerre d'Algérie.

Il s'agit donc plutôt d'une réponse diplomatique que vraiment militaire à la situation. L'état-major français entreprend une opération importante à laquelle il ne semble pas croire beaucoup et qui comporte des risques graves. Mais cette opération, il la mènera jusqu'au bout, comme tout ce qui est décidé à Alger...

JEAN DANIEL.

POLICE

L'engrenage de la violence

● ***Les policiers sont devenus les cibles du terrorisme en métropole. Et les étudiants le gibier de la police.***

LES policiers sont nerveux : en cinq mois (17 septembre-21 février), deux des leurs ont été tués, et huit blessés par des terroristes nord-africains, en France.

Cette tension se manifeste de plusieurs manières :

● A la porte des commissariats de police, les agents de garde arment leur mitraillette quand ils voient approcher, après minuit, un passant au visage brun.

● Devant la salle des Horticulteurs,

CROISIÈRES AÉRIENNES
MEXIQUE
PAR SUPERCONSTELLATION
AIR-FRANCE
Départ individuels tous les vendredis
Départs en groupes
PAQUES, le 28 mars
GRANDES VACANCES, le 12 juillet
Fr. : 428.000

CROISIÈRES MARITIMES
Voyages d'été
AMERIQUE DU SUD
ANTILLES
AMERIQUE CENTRALE
MEXIQUE - ETATS-UNIS
CANADA - ETATS-UNIS

Renseignements et prospectus :
Transocean Travel Service
Nouvelle adresse :
15, RUE BOISSY-D'ANGLAS, PARIS
Tél. : ANJou 46-75

UNE ECONOMIE DE 50 à 70 %
sur descentes de lit
et coupons tissus d'ameublement
et bien d'autres affaires que vous pourrez réaliser en allant à TEXTILAM
3, rue Richelieu (à 20 m. du Théâtre Français)

Le moral de l'armée d'Algérie

Depuis plusieurs semaines, nous recevons chaque jour des lettres de soldats, sous-officiers et officiers de l'armée d'Algérie décrivant leur situation matérielle déplorable, surtout depuis de récentes mesures d'économies.

Devant une telle situation, le gouvernement vient d'être amené à modifier ses prévisions : 40.000 hommes de renfort devront être envoyés en Algérie et certaines indemnités seront rétablies à partir de la semaine prochaine.

Mais ces mesures partielles apparaîtront très insuffisantes. Il suffit, pour en juger, de lire la lettre d'un de nos correspondants, sous-lieutenant dans une unité opérationnelle du Constantinois, qui fait le point d'une manière détaillée.

S.P. XXXXX

A M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER,
L'Express
91, CHAMPS-ELYSÉES, PARIS-8e

MONSIEUR,

Nous voudrions attirer votre attention et celle de vos lecteurs sur un fait qui paraît ignoré en métropole et qui, pour nous, ici, est essentiel : la situation matérielle de nos hommes.

Vous étiez combattant vous-même en Algérie récemment encore et vous devez connaître certains aspects de cette situation. Mais elle s'est aggravée considérablement depuis et le moral de nos troupes s'en ressent. Les familles le savent sans doute. Mais elles n'ont pas le moyen de se faire entendre. A la demande de plusieurs de mes camarades, je vous envoie donc des informations succinctes, et nous vous serions reconnaissants si vous pouviez essayer de les faire connaître. Voici notre situation :

1) Nos soldes

Le prêt d'un soldat de 2e classe jusqu'au 1er mai 1957 était composé de :

1) PRÊT DE BASE : 480 fr. par quinzaine.

2) PRIME DE BIVOUAC : Toutes les fois que l'unité passait la nuit à l'extérieur, chaque homme recevait une prime. Dans une unité opérationnelle, pour un mois, vingt nuits au moins sont passées à l'extérieur.

3) PRIME DE MAINTIEN DE L'ORDRE ou prime de risque.

4) PRIME D'A.D.L. Chaque soldat, une fois passé le cap des dix-huit mois de service, était considéré comme maintenu pour les derniers six mois. Il touchait une solde d'A.D.L., c'est-à-dire au-delà de la durée légale.

Depuis le mois de mai dernier, la prime de maintien de l'ordre a été la première supprimée. Le gouvernement considérant l'Algérie comme officiellement pacifiée, il n'y avait aucune raison pour que les soldats touchent une prime de risque.

Puis la prime de bivouac a été supprimée. L'Algérie étant pacifiée, personne ne devrait plus coucher dehors. Or, si dans une unité statique le pourcentage des nuits passées dehors est pratiquement nul, dans une unité opérationnelle, comme la nôtre, il est toujours de 80 à 90 %, selon les saisons.

Puis, tout récemment, la prime d'A.D.L. fut supprimée également, aussi bien pour les hommes de troupe que pour les cadres de réserve : passé dix-huit mois de service, le prêt reste le même.

CONCLUSION : La solde de nos hommes de troupe est passée de 8.000 francs à 960 francs par mois.

Or la bière coûte 60 francs, le paquet de cigarettes 30 francs.

Avec 960 francs par mois qu'il touche maintenant, le soldat ne se sent pas bien riche, d'autant plus que dans toutes nos unités on trouve soit des soutiens de famille, soit des orphelins qui ne reçoivent aucun soutien de leur famille, sans parler des mariés, pères d'un enfant et parfois de deux.

Cette question de solde influe énormément sur le moral de la troupe, car faire ces économies-là sur les unités de combattants nous paraît à tous une grande injustice.

2) Tenues de combat

La tenue de combat pour les troupes opérationnelles est le treillis kaki, avec brodequins pour la mauvaise saison. Tout ce qui touche aux sous-vêtements est correct, mais les brodequins soulèvent un problème :

1) Pourquoi les unités opérationnelles ne sont-elles pas dotées de rangers, chaussures qui tout en maintenant bien le pied, sont plus souples et plus pratiques pour les grandes opérations dans des terrains difficiles ? Dans nos unités, deux militaires sur dix seulement ont pu en avoir.

2) Bien souvent, nos brodequins sont eux-mêmes en mauvais état et ils ne peuvent pas être remplacés dans les magasins des compagnies. Un exemple : dans mon unité, un de mes hommes n'a pu sortir pendant quinze jours, car il n'y avait aucun brodequin pour lui.

3) Les pataugas (chaussures de brousse). Peut-être qu'en été les unités en seront équipées. Pour l'instant, le pourcentage de chaussures de brousse est infime. Or, si ces chaussures ne protègent pas très bien de l'humidité, elles sont les seules qui soient adaptées au terrain sur lequel nous devons combattre : terrain montagneux et extrêmement boisé.

4) Les treillis : réglementairement, chaque homme doit avoir deux treillis neufs. Or il est très rare que cela soit réalisé. Pour la majorité des cas, nos treillis sont très vieux et portent des pièces aux endroits fragiles : genoux, coudes, postérieur. Dans ce terrain boisé, un tel treillis, au bout de deux sorties, se déchire et il est très fréquent de voir nos hommes avec les fesses à l'air ou les jambes dénudées. Pour l'échange, deux cas se présentent : s'il y a des treillis en magasin, ils sont tous en mauvais état et reprisés ; deux jours après l'échange, le soldat est toujours aussi mal vêtu. Bien souvent, il n'y en a pas au magasin et le soldat reste avec son treillis déchiré de partout.

Résultat : lorsque par hasard on tue un fellagha, c'est à celui de nous qui se précipitera le plus vite pour lui enlever ses pataugas (car ils en ont presque toujours) et son treillis qui est le plus souvent d'une qualité meilleure que les nôtres. Le fellagha est mieux équipé que nous : battle dress, pantalon solide et imperméable, chaussures de brousse, casquette, gants. Personnellement, je porte maintenant un pantalon de combat solide que j'ai eu la chance de prendre sur un cadavre fellagha.

Pourtant les magasins des régiments ou les stocks de l'Intendance regorgent de vêtements neufs. Il ne devrait pas être question de laisser un seul de nos soldats avec les fesses dehors.

3) Notre matériel

Je ne parle uniquement que des unités motorisées. Chaque compagnie motorisée a comme véhicules organiques :

- 8 half-tracks ;
- 3 G.M.C. ;
- 1 6×6 Dodge ;
- 2 Jeeps.

Jamais nos compagnies ne peuvent sortir avec tous leurs véhicules et pour deux raisons :

1) Les véhicules sont extrêmement vieux. Beaucoup de ceux que nous avons sont en Algérie depuis le débarquement de 1943. Ils devraient tous être à la réforme : mais on nous oblige à les garder et à essayer de les utiliser.

2) Comme ils sortent jour et nuit, les chauffeurs n'ont pas le temps matériel de les entretenir comme il le faudrait. Aussi, sur huit de nos half-tracks, il y en a toujours au moins quatre en panne. Conséquence grave : quand la compagnie sort, chaque véhicule half-track est bourré de 15 à 20 hommes, alors que normalement, pour les règles de sécurité, il ne devrait en transporter que 8 à 10 maximum. Je me sens responsable de ce qui peut arriver avec une telle surcharge.

4) Les effectifs

C'est le point le plus important.

Réglementairement, la section type A.F.N., étudiée à Saint-Maixent, prévoit 31 hommes et la compagnie comporte quatre sections, plus un groupe d'appui mortier.

Or nos sections actuelles, en opérations, sont de 20 ou 22 — au grand maximum. Et bien souvent nous sortons en patrouilles avec des sections de 12 ou 15, ce qui réduit automatiquement l'armement semi-lourd (fusil-mitrailleur), les possibilités de tactique et surtout le minimum de sécurité.

Il faut, bien sûr, considérer le pourcentage de malades (relativement faible) ou de permissionnaires. Mais surtout, tous les deux mois un contingent est libéré et la relève est toujours inférieure. Pour le contingent 55 2/C, ma compagnie a libéré 45 hommes et elle a reçu en échange 20 nouveaux, et, bien souvent, pour ces « renforts », nous recevons des « inaptes opérationnels » (interdiction de marche, etc.) dont nous ne savons que faire dans nos compagnies qui sont tout le temps en opérations.

La relève des cadres pose également un problème : lorsqu'un de nos officiers ou un sous-officier s'en va, bien souvent je constate qu'il n'est pas remplacé. C'est ainsi qu'une de nos compagnies, qui doit être commandée par un capitaine opérationnel, a dû être commandée en opérations par un *aspirant* n'ayant pas trois mois d'Algérie.

Et, même dans ces conditions lamentables, la relève ne s'effectue pas assez rapidement : il est très fréquent de rencontrer des hommes ayant fait tout leur temps en Algérie ou des sous-officiers et officiers ayant déjà trente mois et plus, alors qu'ils devraient être relevés au bout d'un an. Or, le régime de vie qui nous est imposé est extrêmement dur et fatigant et le rendement s'en ressent, de même que le moral.

Par exemple, le 11 novembre dernier, plusieurs unités ont défilé dans la ville proche de nos cantonnements, et notre bataillon en faisait partie. Nous sommes rentrés d'une opération de plusieurs semaines le 10 novembre au soir. Nous avons dû défiler le 11 au matin ; et dès le 12, nous étions renvoyés aussitôt en opérations. Le manque d'effectifs nous oblige souvent à cette précipitation et à un éreintement de nos hommes.

CONCLUSION : Soldes insuffisantes, habillement hors d'état, véhicules à la réforme, mauvaise répartition des effectifs, fatigue et lassitude, autant de causes qui ne nous donnent pas un bon moral, surtout lorsque nous savons qu'en France on ne pense pas à nous et que les économies officielles sont faites sur notre dos.

S/LIEUTENANT M.
Constantinois.

→

vendredi soir, ils apportent une aide efficace aux quatre-vingts manifestants d'extrême droite qui, armés de gourdins, s'attaquent aux étudiants qui viennent d'assister à un meeting organisé par l'Union de la Gauche socialiste.

● Dans un commissariat, vendredi encore, ils passent à tabac des jeunes gens arrêtés après une bagarre au restaurant universitaire de la rue Mabillon.

Un témoin surpris

Ce dernier incident a pour témoin un journaliste suisse qui le relate ainsi :

« *Vendredi dernier, j'ai vu aux abords de Saint-Germain-des-Prés un grand nombre d'étudiants qui manifestaient en réclamant la paix en Algérie... Les agents sont intervenus, et j'ai vu des jeunes gens traînés par terre, frappés à coups de poing et à coups de talon... Au commissariat, tous les « arrêtés » furent emprisonnés dans une sorte de cage à oiseaux... L'un des jeunes gens fut extrait de la cage, il s'ensuivit alors une des scènes les plus sinistres que j'aie jamais vues... De quarante à cinquante agents couvrirent le jeune homme de coups de poing et de talon...* »

Un syndicaliste étudiant, plus habitué que ce journaliste étranger aux bagarres qui opposent étudiants et agents, au quartier Latin, commente sans émotion :

« *On ne peut s'empêcher de voir là un curieux parti pris. Mais la police est évidemment sur les dents du fait des attentats récents.* »

La moitié des effectifs de la police, selon le ministre de l'Intérieur, M. Bourgès-Maunoury, est actuellement engagée dans la lutte contre le terrorisme.

A Paris, on a créé il y a un an et demi une « brigade des agressions et violences ». Elle comprenait d'abord un seul commissaire et une soixantaine d'inspecteurs chargés de s'occuper des « affaires nord-africaines ». Peu après, elle comptait trois commissaires et cent inspecteurs. Actuellement, il y a à la « B.A.V. » cinq commissaires et cent vingt inspecteurs, qui, la semaine prochaine, seront cent cinquante.

Un bouc émissaire

Les huit brigades territoriales (40 inspecteurs chacune) s'occupent également de nombreuses affaires où sont impliqués des Nord-Africains. Depuis qu'à leur tour ils servent de cible, les 19.000 gardiens de la paix parisiens sont, par la force des choses, tenus de s'intéresser, eux aussi, au terrorisme.

Les risques accrus qu'ils courent et le volume de leur salaire (37.000 fr. par mois pour un gardien de la paix débutant) ne vont pas aider à résoudre la crise d'effectifs dont M. Roche, directeur général de la police municipale, parlait encore il y a quelques jours. Trente-cinq à quarante gardiens quittent le service tous les mois. On n'en recrute qu'une demi-douzaine.

Mais avec ses 19.000 gardiens, ses 1.500 inspecteurs, ses 115 commissaires et ses 165 commissaires adjoints, Paris demeurera encore longtemps l'une des villes où l'on compte, relativement, le plus grand nombre de gardiens de l'ordre.

Devant les difficultés toujours croissantes, on a choisi comme d'habitude la solution la plus facile : un bouc émissaire a été désigné. Il s'agit de M. Lantaume, directeur des Renseignements généraux — il fut le premier commissaire de police de Paris à être arrêté sous l'occupation — à qui l'on reprocherait de ne pas avoir mené avec assez de vigueur la lutte antiterroriste. Il serait remplacé, à la tête des Renseignements généraux, par M. Perez y Jorba, sous-directeur de la P. J.

VIENT DE PARAITRE
Jacques RABEMANANJARA
LES BOUTRIERS DE L'AURORE
(tragédie malgache)
600 francs
Richard ANDRIAMANJATO
LE TSINY ET LE TODY DANS LA PENSÉE MALGACHE
(Deux concepts de la philosophie malgache)
400 francs
Aux Editions PRESENCE AFRICAINE, 17, rue de Chaligny, PARIS (12e) - DOR. 38-37
C. C. P. Paris 59-36-25

FINANCES

Le premier rendez-vous

● *Cette semaine, le gouvernement français doit remettre son premier bilan de gestion trimestriel demandé par les Américains, aux termes des accords Monnet.*

LE gouvernement doit soumettre cette semaine au Parlement le premier des trois rapports qu'il s'est engagé à établir cette année sur l'exécution du budget 1958. Mais les véritables destinataires du document ne sont pas les députés et les sénateurs ; dans ce cas, il s'agirait d'ailleurs d'une simple formalité. Les lecteurs les plus attentifs de ce premier bilan de l'année en cours seront les prêteurs américains, qui ont fait de la présentation trimestrielle de comptes en ordre et en équilibre la condition du versement des dollars promis à M. Jean Monnet.

L'affaire est donc sérieuse. Or après avoir pris divers engagements formels envers l'Amérique (« *Pas de dépenses au-delà des 5.300 milliards prévus, pas d'inflation au-delà des 600 milliards d'impasse décidés* ») et envers le Parlement et les contribuables français (« *Pas d'impôts nouveaux* »), M. Pierre Pflimlin aborde avec inquiétude ce premier rendez-vous. Huit semaines ont suffi, en effet, pour que les verrous de sûreté placés par le ministre des Finances aux portes des ministères « dépensiers » aient sauté l'un après l'autre et pour constater ce que les techniciens appellent, d'un mot pour une fois parfaitement clair, des « dépassements » de crédits.

Il manquera 100 milliards

Il y a, bien sûr, la S.N.C.F. qui se trouve à l'étroit dans les limites qui lui ont été assignées, les anciens combattants qui réclament une augmentation des retraites, les chefs d'entreprises de la région parisienne qui exigent l'abrogation de « l'impôt du métro » de 600 francs par salarié et par mois qu'ils payent pour combler le déficit des transports en commun, les paysans qui s'inquiètent...

En tout, une trentaine de milliards qu'il faudra sans doute lâcher d'ici décembre. Du moins jusqu'à présent, le ministre a-t-il pu tenir tête à ces revendications dont la liste — fonctionnaires, Sahara, exportateurs, etc. — ira en s'allongeant de mois en mois.

Mais il y a plus grave : l'armée. Contre la réduction massive des crédits militaires (200 milliards environ) pratiquée sur le papier pour 1958, la Défense nationale a d'abord protesté avec véhémence, puis a paru se résigner. Le repli était stratégique et destiné à permettre la mise en œuvre d'une nouvelle tactique : la force d'inertie.

Les données du problème sont simples : en ramenant de vingt-sept à vingt-quatre mois la durée réelle du service militaire (officiellement fixée à dix-huit mois), le nombre d'hommes sous les drapeaux devait être diminué de 150.000, les effectifs passent de 1.120.000 à 970.000. D'où les économies prévues. Mais cela, c'était la théorie. Dans la pratique, les libérations sont souvent différées, les dérogations sont nombreuses, il est fait droit aux requêtes des généraux commandant en Afrique du Nord qui affirment « ne pas pouvoir s'en tirer » si on ne leur laisse pas des effectifs suffisants.

Conclusion : pour les mois de janvier et février, les dépenses militaires dépasseront d'une douzaine de milliards les crédits budgétaires disponibles. A ce rythme, le déficit serait de 70 milliards pour l'année. Et comme il n'y a aucune raison pour que les généraux puissent modérer leurs exigences et pour que les missions de l'armée s'allègent dans les mois à venir, c'est une centaine de milliards — au moins — qu'il faudra trouver en 1958 au-delà des 1.250 milliards de crédits militaires votés.

(Agip)

M. PIERRE PFLIMLIN
Pas d'impôts...

(Agip)

M. CHABAN-DELMAS
...pas de crédits

De nouvelles économies sont à peu près introuvables dans un budget déjà comprimé à l'extrême. L'inflation, même discrète, est impossible à pratiquer sous l'œil scrutateur des prêteurs américains. Restaient les impôts nouveaux, en dépit des engagements pris devant le pays et de la fureur qu'une demande de cette nature provoquerait au Parlement. Mais M. Pflimlin vient de déclarer : « *Tant que je serai ministre des Finances, je n'accepterai pas de solliciter un nouvel effort fiscal.* » Attitude qui aura tôt ou tard pour effet de transférer le risque de rupture de la majorité et de crise du Parlement — où l'incident devrait normalement se produire — au sein du gouvernement.

En attendant, M. Pflimlin s'efforce de gagner du temps et de passer au moins le cap de son premier rendez-vous avec le Parlement. Il a tenté sans grand succès jusqu'ici, semble-t-il, de convaincre son collègue de la Défense nationale, M. Chaban-Delmas, de la nécessité de s'en tenir strictement aux limites fixées en économisant sur les dépenses de matériel ce qu'il dépense en plus sur les effectifs. Il fait préparer des « projets d'économies civiles supplémentaires ». Il rogne, ajourne, échenille ici et là, reportant à l'été des dépenses prévues pour le second trimestre. En deux mois, les « dépassements » n'atteignent évidemment pas encore des proportions considérables... On avisera plus tard. En espérant que — plus tard — la guerre d'Algérie sera terminée. Ou qu'il y aura un autre gouvernement.

P. V.-P.

AFRIQUE NOIRE

La confiance des chefs africains

● *M. Houphouet-Boigny est pressé de démissionner du gouvernement. L'Afrique française est entraînée dans le flot algérien.*

UN fossé s'est creusé la semaine dernière entre l'ensemble des élus africains réunis en conférence à Paris et la majorité gouvernementale. Il ne s'agit pas des revendications politiques de l'Afrique noire : des solutions existent pour satisfaire dans un cadre fédéraliste la volontée d'autonomie des populations noires et le maintien d'une authentique présence française.

C'est la politique nord-africaine de la France qui est en cause. Cette fois les positions sont nettes. Avant de se séparer la conférence a observé une minute de silence à la mémoire des victimes de Sakiet-Sidi-Youssef. Et les représentants de l'Afrique ont demandé au gouvernement de « *tout mettre en œuvre pour faire cesser immédiatement la guerre d'Algérie...* »

Les dogues noirs

En un mot les partis africains demandent à la France de choisir une politique unique : on ne peut pas en même temps « coopérer » en Afrique noire et se battre en Afrique du Nord. Car de jour en jour le conflit algérien s'est mis à peser sur l'opinion publique des masses noires. C'est M. Moktar Ould Daddah, vice-président du Conseil de Mauritanie, qui a déclaré le 15 février :

> « *Nous vivons un drame de conscience... La politique actuelle met la France dans une position morale et diplomatique très difficile et surtout très pénible pour tous les membres de la communauté franco-africaine. La guerre d'Algérie ne sera pas gagnée par les armes... Notre maintien dans la communauté franco-africaine serait rendu plus facile si la guerre d'Algérie trouvait une solution acceptable par les nationalistes...* »

Il y a plusieurs années déjà le poète Léopold Sedar Senghor, leader de la Convention africaine, écrivait :

> « *Seigneur, pardonne à la France qui dit bien la voie droite et chemine par des sentiers obliques...*
>
> « *Qui ouvre des voies triomphales aux héros et traite ses Sénégalais en mercenaires, faisant d'eux les dogues noirs de l'Empire...* »

Un précédent indochinois

Aujourd'hui c'est encore l'utilisation des troupes noires dans le conflit algérien que réprouvent les représentants des territoires africains, rappelant que les « officiers » algériens ont fait leurs armes en Indochine, comme caporaux ou sergents avant d'encadrer la rébellion. Le F.L.N., du reste, a compris le parti qu'il pouvait tirer pour sa propagande d'une telle situation : il se posait dès le congrès de la Soummam en champion de la libération de tout le continent africain et en appelait à la solidarité des colonisés.

→

VERCORS
SUR CE RIVAGE...
récit
...il est, sur ce rivage, une race flétrie.
Casimir Delavigne
vient de paraître aux
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

CANADA ★ USA
Services Réguliers
LE HAVRE - QUÉBEC - MONTRÉAL
S/S HOMERIC (26.000 T.)
24 Avril - 13 Mai - 1er et 18 Juin
5 et 23 Juillet
LE HAVRE - HALIFAX - NEW-YORK
M/S ITALIA (21.000 T.)
12 Mars - 3 et 27 Mai
6 Avril pour Québec
CANNES - HALIFAX
NEW-YORK
S/S Q. FREDERICA
(22.000 T.)
2 et 30 Avril - 27 Mai - 23 Juin
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
TRANSPORTS ET VOYAGES
8, RUE AUBER - PARIS-9e - Tél. OPE. 96-66
TÉLÉGRAMME : HOMELINES
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES
HOME LINES

Les étudiants et les syndicats répondaient les premiers. Une motion de l'U.G.T.A.N. déclarait il y a six mois :

« Affirmant sa position anticolonialiste et anti-impérialiste, l'Union Générale des Travailleurs Noirs condamne toutes les guerres impérialistes et demande que l'Algérie accède à son indépendance... »

Cette position rencontrait un écho certain au congrès de Bamako où le M.N.A. messaliste était représenté par MM. Ahmed Bekkat et Abdallah Filali, assassinés depuis par le F.L.N. Mais la présence de M. Houphouet-Boigny, président du R.D.A., au gouvernement français, mettait les congressistes dans une situation délicate. On adopta un compromis :

« Le congrès, optant pour l'appartenance à un grand ensemble franco-africain, estime que tout ce qui peut affecter cet ensemble est préjudiciable à chacune de ses parties. Il lance un pressant appel au gouvernement français pour traiter avec les représentants authentiques du peuple algérien pour mettre fin à cette lutte fratricide... »

En se prolongeant, la guerre met M. Houphouet-Boigny dans une position de plus en plus difficile : ses amis multiplient les pressions pour qu'il démissionne. Et s'il ne le fait pas il sera rapidement dépassé par les leaders politiques moins « compromis ». Après avoir détruit l'espoir d'une communauté franco-maghrébine, c'est l'Afrique que le conflit algérien entraîne aujourd'hui en dehors des voies françaises.

CLAUDE KRIEF.

MAROC

Une nouvelle alliance

● ***L'armée française et l'armée espagnole coopèrent aux confins sahariens d'une manière qui inquiète vivement les Marocains.***

RENTRANT mercredi dernier d'un voyage dans le Sud-Marocain, M. Ahmed Balafrej, ministre des Affaires étrangères du gouvernement chérifien, a fait état de

« la collaboration des armées française et espagnole à Ifni et dans les territoires sahariens ».

Il fournit une caution officielle aux accusations que portent chaque jour la presse et la radio marocaines.

Depuis quinze jours de violents combats ont repris dans la zone d'Ifni. La garnison espagnole — forte de dix mille hommes depuis l'arrivée de renforts expédiés de Madrid — est passée à l'attaque. Parachutages, bombardements, opérations terrestres : les « irréguliers » marocains subissaient coup sur coup de sanglants revers qui émouvaient l'opinion publique et suscitaient la réaction des autorités chérifiennes.

Un démenti

Mais pouvait-on parler, comme le fait le journal « Al Istiqlal », de « collusion franco-espagnole » ? M. Parodi, ambassadeur français à Rabat, publiait de son côté un communiqué formel :

« Aucun élément quelconque des forces armées françaises n'a participé et ne participera à aucune opération militaire concernant le territoire d'Ifni ou aucune parcelle du territoire marocain. »

Toute la question est pourtant de s'entendre sur le « territoire marocain ». Pour les sujets de l'empire chérifien il s'agit du « Grand Maroc », revendiqué par Allal el Fassi, c'est-à-dire du Sahara espagnol, du Rio de Oro, de la Mauritanie et d'une partie du Soudan. Mais pour la France, comme pour l'Espagne, il s'agit du Maroc « actuel », accru de la « zone sud » que Madrid acceptait, il y a quelques mois, de restituer aux autorités chérifiennes.

Il ne fait aucun doute qu'au-delà de ces limites la « coopération » franco-espagnole joue aujourd'hui à plein. Les officiers français et espagnols se tiennent au courant de leurs observations aériennes et terrestres. Ils exécutaient enfin cette semaine un plan de « ratissage » concerté sur de vastes étendues. C'est ce qu'a dénoncé Allal el Fassi dans l'hebdomadaire qu'il a créé, « Sahara marocain ».

« Il y a un complot contre la souveraineté et l'unification du Maroc. La France cherche à pousser l'Espagne à déclarer la guerre au Maroc, comme elle l'a fait avec l'Angleterre en Egypte. »

Rien ne permet de penser que telles soient les intentions de M. Pineau : tout se passe à l'échelon des états-majors locaux, non à celui du gouvernement. Mais c'est justement cela qui inquiète les officiels marocains.

Au moment du déclenchement des opérations d'Ifni, il y a trois mois, le général Burgund voulait apporter un soutien actif aux forces espagnoles. Paris, consulté, s'y opposa alors.

(Service cartographique de « L'Express »)

LE MAROC ET SES « LIMITES ADMINISTRATIVES »
Allal el Fassi rêve d'un « Grand Maroc » (notre carte, en haut à gauche)

Mais les risques demeurent. Quatre armées convergent sur le Sud-Marocain : les forces espagnoles, les forces d'Algérie, les forces d'A.-O. F., l'armée royale marocaine. Et au milieu les plus turbulents : les irréguliers de l'Armée de Libération marocaine, voire parfois des rebelles algériens. Une nouvelle « poudrière » est en place.

chemin qu'a poursuivi Franco inspirera un jour les historiens. C'est grâce à lui et au proconsul Garcia Valino que l'Armée de Libération marocaine vit le jour dans ce qui était le Maroc espagnol. L'un et l'autre berçaient le rêve de mener une grande politique arabe et de dominer le Maghreb. Mais l'indépendance que Paris accordait à Mohamed V peu après son retour d'exil détruisait ces espoirs. Rabat réclamait Ifni, la petite concession du sud d'Agadir, les « presides », Ceuta et Melilla. Parallèlement, les « irréguliers marocains » pénétraient au Rio de Oro et au Sahara espagnol, comme du reste en Mauritanie française.

Franco, réaliste, changea de politique : les militaires et les tenants de l'empire lui interdisaient de céder davantage aux Marocains. Une date marqua ce tournant : la rencontre, le 26 août dernier, à Saint-Sébastien, de M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et de M. Castiella, ministre des Affaires étrangères espagnol. Les deux hommes décidèrent de coordonner l'action de leurs pays contre les irréguliers marocains grâce à un échange intensif d'informations, d'envisager la participation économique de l'Espagne à la mise en valeur du Sahara, de ne plus se prêter enfin au jeu de la diplomatie marocaine qui les faisait tour à tour « monter au cocotier » en les opposant.

Et depuis ce moment les relations entre les états-majors de Dakar, où commande en chef le général Burgund, et de Villa-Cisneros, quartier général espagnol, sont excellentes. Of-

SAS célèbre
LE PREMIER ANNIVERSAIRE
DU RACCOURCI POLAIRE

Sous le signe de la réussite totale, SAS, véritable pionnier des liaisons transpolaires, entre dans la deuxième année d'exploitation de la seule ligne commerciale qui relie l'Europe et le Japon en survolant le Pôle Nord géographique.

UN CADEAU D'ANNIVERSAIRE...

...est offert par la Cie SAS à ses passagers, pour commémorer le grand événement du 24 Février 1957 : le nouveau service d'accueil " Tokyo Gateway ".

Le " Tokyo Gateway ", comme le service d'accueil " Wonderful Copenhagen", est appelé à rendre d'inappréciables services à des milliers de passagers SAS qui, désormais, tant à Copenhague qu'à Tokyo, seront accueillis par un personnel sélectionné et attentif à prévenir leurs moindres désirs.

LES DOUGLAS DC-7C
EN EXTRÊME-ORIENT

Les cinq services hebdomadaires SAS, pour Tokyo, assurés à raison de deux par la Route Polaire et trois via les Indes, le sont à présent avec des Douglas DC-7C.
En les empruntant, vous connaîtrez confort et rapidité dans l'ambiance scandinave faite d'attentions toutes personnelles.

SAS SCANDINAVIAN AIRLINES SYSTEM

SAS montre le chemin !

PARIS - 30, Boulevard des Capucines - RIC. 53-63
NICE - 7, Avenue Gustave-V - Téléphone : 899.44
et toutes Agences de Voyages

G.E.R.M. vous propose une de ses chaises importées de Suède : bouleau naturel : 5.070 francs
Galerie d'exposition :
82, boulevard Soult - PARIS-12e - DOR. 58-45
Métro Porte de Vincennes - Parking assuré

BONS OFFICES

Jusqu'où ira M. Murphy ?

● ***Washington est décidé à en finir avec le « gâchis nord-africain ». Voici l'analyse de la situation par le meilleur journaliste diplomatique anglais, James Cameron, qui nous câble de Londres :***

L'HISTOIRE jugera sans doute qu'avec l'incident de Sakiet, les dirigeants français ont perdu la guerre d'Algérie. En introduisant dans ce triste et déroutant conflit un élément d'horreur parfaitement simple et compréhensible, le raid sur Sakiet a rendu inévitable ce que la France voulait éviter à tout prix : l'internationalisation du problème algérien. La porte est maintenant ouverte à l'Amérique.

La crise tunisienne est passée par les étapes normales qui suivent tout accident violent. Premier stade : état de choc, torpeur et immobilité. Deuxième stade : inflammation et forte fièvre. Troisième étape : arrivée simultanée du docteur et de l'avocat, que le malade voudrait bien ne pas voir, mais qu'il ne peut renvoyer.

Les deux derniers sont déjà à pied d'œuvre. Ce sont M. Robert Murphy, sous-secrétaire adjoint au Département d'Etat américain, spécialiste des premiers secours diplomatiques, et M. Harold Beeley, chargé des questions nord-africaines au Foreign Office britannique. La main dans la main, se jetant mutuellement des regards de côté, ils apportent les instruments politiques qui permettront de réduire la fracture militaire. Et comme tous les médecins du monde, ils ont dans leur petite sacoche noire non seulement la potion calmante, mais aussi la facture.

L'occasion est trop belle

Avant d'entrer dans l'arène, M. Murphy est allé consulter le ministre des Affaires étrangères britannique, M. Selwyn Lloyd. C'était une visite de pure courtoisie : l'Amérique, on peut en être sûr, a l'intention de mener l'affaire comme elle l'entend. Pour Washington, l'occasion est trop belle de prendre pied en Afrique du Nord dans le rôle de l'oncle bienveillant et de mettre fin une fois pour toutes au gâchis nord-africain.

« Ah ! Ah !... Comment vont nos pauvres malades aujourd'hui ? »

Les ministres français ont annoncé que dans les négociations qui allaient s'ouvrir, il ne saurait en aucun cas être question de l'Algérie et de Bizerte. Il n'est pas besoin d'être devin pour prévoir que cette position sera contestée par M. Murphy dans les cinq minutes qui suivront l'ouverture de la première conférence.

Voici les arguments de M. Murphy. Il parlera avec fermeté du défi que la France a lancé à l'opinion libérale du monde entier en ajoutant à l'horreur d'une guerre, le choc supplémentaire d'une agression contre un pays ami. Il admettra que l'aide apportée au F.L.N. à la frontière tunisienne constitue une provocation, mais il fera remarquer que la proposition d'un contrôle de la frontière par l'O.N.U., faite par M. Bourguiba, avait été repoussée par la France. Il ajoutera que l'aide accordée par la Tunisie au F.L.N. reste très inférieure à celle que la France a donnée à Israël en 1956. Il fera valoir que M. Bourguiba a été jusqu'à présent le seul dirigeant nationaliste africain bien disposé à l'égard de l'Occident et que la Tunisie, bien que ne faisant pas partie de l'O.T.A.N., a été considérablement aidée par l'Amérique. Il serait également surprenant que M. Murphy ne fasse pas une première et directe allusion au fait que la France a accepté un nouveau prêt de 650 millions de dollars des Etats-Unis moins d'une semaine avant Sakiet et que le Congrès américain pourrait être rapidement las de poursuivre cette subvention...

Doucement au début

Le gouvernement de Washington, qui sent venu le « moment de vérité » en Afrique du Nord, suit M. Murphy de très près. Il n'oublie pas les investissements considérables qu'il a effectués dans ses bases du Maroc. Or, ce qui vient d'arriver en Tunisie pourrait se produire là-bas. Les Américains — traditionnellement, sinon toujours intelligemment anticolonialistes — se souviennent aussi avec une certaine gêne que c'est grâce à leurs efforts que la France n'a pas été condamnée par l'O.N.U. au cours du dernier débat sur l'Algérie.

Tout cela conduit les Américains à une interprétation très particulière des « bons offices ». Il ne fait aucun doute que M. Murphy exercera une très forte pression pour la remise de Bizerte à l'O.T.A.N. Si une discussion était acceptée sur ce premier point, il en soulèverait un second : celui de la révision de la convention franco-tunisienne de 1956. De là à envisager une révision de l'attitude occidentale à l'égard de la guerre d'Algérie, il n'y aurait qu'un pas qui serait vite franchi, que cela plaise ou non aux ministres français.

Mais une opinion politique française dont l'aile droite nationaliste serait ouvertement défiée, par l'Amérique ou par quiconque, risquerait de se buter et de réagir dangereusement. C'est pourquoi les pressions de M. Murphy seront, *au début*, très douces.

JAMES CAMERON.

ARGENTINE

Arturo Frondizi Docteur-Président

● ***Les Argentins viennent de porter au pouvoir un intellectuel de 49 ans aux idées révolutionnaires. Son programme : réussir ce que Peron a manqué.***

UNE révolution a chassé l'autre. Après Peron qui renversa les oligarchies ; après les généraux qui renversèrent Peron, il y a deux ans et demi, le peuple argentin, dans une explosion d'enthousiasme spontané, a désigné dimanche dernier, pour la présidence de la République et du gouvernement, un intellectuel austère et rigoureux, Arturo Frondizi, dont les écrits et les discours ressemblent étrangement, par leur sécheresse passionnée, à ceux de Marx et de Lénine.

En Europe, Frondizi, avocat de 49 ans, passe pour un démagogue néo-péroniste. Pour ses admirateurs et disciples sud-américains, ce « radical intransigeant » a l'envergure d'un Nehru. L'étiquette radicale lui convient à merveille, et sans doute l'a-t-il choisie en souvenir de Marx : *« Etre radical, c'est prendre les choses à la racine »*.

Ce « radicalisme » fait la grande différence entre « le Docteur » (comme les Argentins appellent Frondizi) et un tribun populaire comme Peron. Si Frondizi a néanmoins recueilli la moitié environ des anciennes voix péronistes, c'est que le péronisme, contrairement à ce qui a été dit depuis deux ans, n'était pas une dictature fasciste : ce fut, à ses débuts, une authentique révolution populaire qui brisa la domination de l'aristocratie terrienne, des capitaux anglo-saxons et des monopoles privés pour faire passer le pouvoir aux mains des syndicats.

Toutefois, le « justicialisme » de Peron n'avait ni principes ni doctrine

(*Suite en page* 13) →

LA MAISON Y. ROUE
EST ACQUEREUR DE
BRILLANTS - SAPHIRS
RUBIS - EMERAUDES
61, boulevard Malesherbes, Paris (St-Augustin)

Bijoux au coffre ?
Une meilleure offre
CHEZ **E. OXEDA**
334 rue Saint-Honoré, PARIS-1er
OPERA : 45-48 - RICHELIEU : 81-80

Utilisateurs de Mazout

Les **Ets Rollet**, fabricants du « Diablotin », le ramoneur chimique des cheminées, ont mis au point un nouveau produit : c'est le **Diablotin-Mazout**, liquide à mélanger au mazout. Le produit agissant par catalyse, ramone progressivement, sans dérangement, sans danger, et économise 10 à 12 % du combustible. Droguistes.

DIAGNOSTIC DES CORRESPONDANTS A PARIS

Tous les correspondants à Paris des journaux du monde entier ont eu le même travail à faire cette semaine. Répondre à la question posée par leur rédacteur en chef : « Où va la France ? » Parmi ces centaines de réponses, nous avons choisi, comme échantillons, celles de quatre journaux réputés pour leur modération et leurs dispositions favorables — jusqu'à ce mois-ci — aux thèses françaises sur l'Algérie. Que ces jugements soient publiés à l'étranger est regrettable. Qu'ils soient connus en France est indispensable. Voici le diagnostic de l' « Economist », du « New York Times », de l' «Observer » et de « Life ».

L'ARMÉE EST-ELLE UN FRANKENSTEIN ?

« ECONOMIST » (Angleterre)

LE souci des réactions de l'armée, manifesté par des ministres responsables auxquels de simples exécutants ont forcé la main, est un nouvel aveu de faiblesse de la Quatrième République. Les parlementaires eux-mêmes l'ont ressenti comme un avertissement et beaucoup de gens commencent à se demander si l'armée — ou du moins son corps d'officiers — joue en Algérie le rôle d'un serviteur de l'Etat ou d'un Frankenstein.

Après dix-sept ans de combats continus, les troupes d'élite françaises comptent maintenant parmi les meilleures du monde. Elles estiment l'avoir prouvé à Port-Saïd, aux côtés d'un corps expéditionnaire anglais un peu « rouillé ». Mais la plus belle heure du plus beau corps de l'armée, celui des parachutistes, a été la résistance désespérée à Dien-Bien-Phu, c'est-à-dire la plus grave défaite française depuis 1940. Ayant le sentiment d'avoir été trahie, l'armée a naturellement cherché des boucs émissaires.

Elle en a trouvé un : Paris.

Paris, avec ses politiciens qui jouent à la crise, qui ont mal utilisé l'armée en Indochine, qui se sont montrés incapables d'empêcher le pourrissement de la situation en Tunisie, au Maroc, en Algérie, et qui — même lorsqu'ils sont des « durs » comme M. Lacoste — parlent de « dernier quart d'heure » alors que les militaires savent bien combien de temps il leur faudra.

Paris, avec ses intellectuels, qui prêchent le « défaitisme », qui ont préparé l'abandon du Tonkin et qui moralisent aujourd'hui à propos des tortures. Pour beaucoup d'officiers, les intellectuels sont purement et simplement des traîtres...

La volonté manque

Personne ne pense qu'un coup d'Etat des généraux ou même des colonels soit en vue — bien que l'essence même d'une conspiration soit d'être secrète. Mais qu'arriverait-il si une « braderie » de l'Algérie venait enflammer l'amertume des militaires ? Les troubles pourraient gagner rapidement la métropole. Il y a en France 70.000 anciens parachutistes, dont certains se sont déjà groupés dans des organisations d'extrême-droite. Quant aux simples « rappelés », beaucoup d'entre eux, y compris des communistes, sont revenus d'Algérie avec de forts préjugés racistes.

La crainte de voir l'armée devenir l'arbitre d'une crise est une des nombreuses raisons qui rendent improbable un effort de la Quatrième République pour sortir de l'impasse dans laquelle elle s'est engagée en Algérie...

La détermination d'un gouvernement républicain pourrait sans doute sauver encore la France d'une décadence « sud-américaine ». Mais c'est précisément cette volonté qui fait défaut. Et le gouvernement, par son incapacité à commander, mine le moral de l'armée beaucoup plus insidieusement qu'il ne l'eût fait en sanctionnant les responsables de Sakiet.

UN TOUR DE FORCE ACROBATIQUE

« NEW YORK TIMES » (U.S.A.)

BEAUCOUP de Français réfléchis prient le ciel pour que leur gouvernement mette fin à la coûteuse guerre d'Algérie, encourage la création d'une fédération algéro-tuniso-marocaine et adopte une nouvelle politique d'association étroite comparable à celle de l'Angleterre avec l'Inde. Mais cette partie de l'opinion n'a pas d'expression politique cohérente.

La France est gouvernée par un régime qui ne peut, de par sa nature même, prendre des décisions audacieuses...

Le résultat, c'est que le pouvoir est virtuellement paralysé et que les « proconsuls » ont le champ libre. L'un après l'autre, qu'il s'agisse d'individus ou de départements administratifs, ces proconsuls mettent la nation devant des faits accomplis. Leurs actions brutales — interception de l'avion transportant les dirigeants algériens ou bombardement de Sakiet — sont ensuite « couvertes » à contrecœur par Paris.

LES AMÉRICAINS EN AFRIQUE
vus par le « N. Y. Herald Tribune »

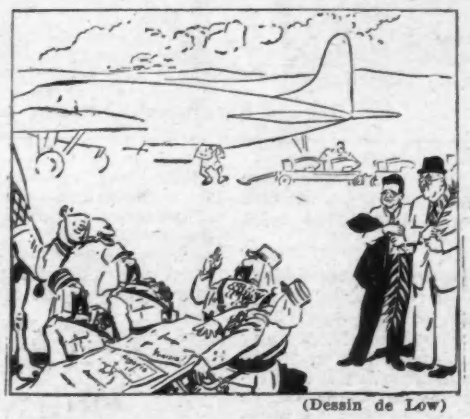
(Dessin de Schœmaker)

Une sacrée promenade

Gouverner, dans ces conditions, est un tour de force acrobatique. Le gouvernement est incapable de pratiquer les opérations chirurgicales qui s'imposent et le peuple français doit accepter avec tristesse et amertume les conséquences désastreuses d'actions trop tardives.

La paralysie gouvernementale actuelle risque d'avoir les conséquences suivantes : remplacement des régimes profrançais en Tunisie et au Maroc par des régimes violemment antifrançais ; désastre militaire en Algérie ; graves convulsions politiques en France ; enfin, rejet des responsabilités sur les « alliés » et en particulier sur les Etats-Unis.

LES GÉNÉRAUX D'ALGÉRIE
vus par le « Manchester Guardian »



(Dessin de Low)

« Messieurs, nous n'abandonnerons jamais l'Empire aux politiciens!! »

(Copyright Mondial Press)

LES « GROUPES DE CHOC » SONT PRÊTS

« OBSERVER » (Angleterre)

LES observateurs, à Paris, commencent à se demander si le « vide gouvernemental » ne pourrait pas être comblé par les éléments les plus résolus et les plus autoritaires de l'armée.

Déjà, au cours des dernières semaines, ce sont les chefs militaires, et non civils, qui ont pris les décisions. On sait maintenant que c'est le haut-commandement militaire qui a décidé le raid sur Sakiet et que si le ministre de la Défense a été mis dans le secret, cette faveur n'a pas été étendue au premier ministre ni au ministre des Affaires étrangères.

Ce furent également les chefs militaires qui empêchèrent le gouvernement de se tirer d'affaire en désavouant le commandement local — comme M. Pineau l'eût certainement souhaité.

En privé, les hauts fonctionnaires et les hommes politiques admettent qu'ils sont retenus dans leur désir d'apaiser les Tunisiens ou de négocier avec les rebelles par la crainte de provoquer une réaction de l'armée.

L'armée n'est pas politiquement homogène, mais les craintes qu'elle inspire ne sont pas sans fondement. La plupart des officiers de carrière nourrissent une hostilité non dissimulée pour un régime qui les a abaissés socialement et leur a confié des missions sans espoir en Indochine et en Afrique du Nord.

Les sympathies de la police

Qui plus est, leur mépris pour les hommes politiques est maintenant partagé par l'immense majorité de leurs compatriotes.

Les éléments nationalistes de l'armée sont soutenus par plusieurs organisations d'anciens combattants, généreusement subventionnées, dont les troupes de choc sont constituées par d'anciens parachutistes.

Ceux-ci sont fiers de leur « esprit de corps », par lequel ils se distinguent de la plupart des jeunes Français, qui répugnent à l'action collective.

Quant à la police, il suffit de comparer la tendresse avec laquelle elle a escorté dernièrement les 10.000 anciens combattants qui manifestaient pour une augmentation de leurs pensions, et la brutalité dont elle fait preuve pour disperser les meetings anticolonialistes (même lorsqu'ils sont organisés par les intellectuels les plus inoffensifs dans les salles les plus petites) pour savoir de quel côté vont ses sympathies.

En contact permanent avec le sous-prolétariat algérien immigré, la police parisienne a perdu six hommes au cours des dernières semaines, tués par des membres de la résistance algérienne. Elle semble animée maintenant d'une violente haine raciale pour des individus qu'elle considère indistinctement comme des terroristes en puissance et qu'elle traite en conséquence.

Ce ne serait certainement pas elle qui s'opposerait à une action de rue si une partie de l'armée et des anciens combattants décidait de « sauver » l'Algérie et d'empêcher les hommes politiques libéraux d'aboutir à un accord avec les nationalistes arabes.

UN RISQUE QU'IL FAUT COURIR

« LIFE » (U.S.A.)

Le 30 septembre dernier, la grande revue américaine « Life » — qui reflète généralement les vues de M. Dulles — publiait, à propos du débat au Parlement sur la loi-cadre, un éditorial sur la France et l'Algérie :

LE moment est venu pour les Etats-Unis de prendre une position plus nette sur l'Algérie. Et ce moment est venu parce que le gouvernement français a enfin présenté une proposition que tous les hommes raisonnables, amis de la France *et* de l'autonomie arabe, peuvent défendre en toute bonne conscience. (...) Le plan français montre qu'il y a encore en France certains dirigeants qui font preuve de responsabilité — de plus de responsabilité, même, que les rebelles qui ont rejeté cavalièrement ce plan. Nous félicitons le gouvernement français pour cette tentative honnête et intelligente.

Cette semaine, voici ce qu'écrit l'éditorialiste de « Life » :

Le massacre de Sakiet a réalisé ce que les Français cherchaient à éviter par-dessus tout : l'internationalisation irrévocable de la guerre d'Algérie. (...) Les Etats-Unis ne peuvent plus éviter d'intervenir ouvertement dans le conflit nord-africain ; en fait, ils doivent agir rapidement et efficacement pour empêcher le gâchis actuel de devenir plus sanglant et plus désespéré encore.

Le plus grand espoir de l'Occident en Afrique du Nord, c'est le président Bourguiba. (...) Il est vital pour nous de l'aider pendant que nous le pouvons encore. Il incarne la seule solution raisonnable du dilemme nord-africain.

Notre alliance avec la France au sein de l'O.T.A.N. rend sans doute difficile notre intervention en Afrique du Nord. Mais il y a là un risque que nous devons courir.

Tous les jeudis

TRIBUNE DU PEUPLE

Hebdomadaire du Parti d'Union de la Gauche Socialiste (U.G.S.)

est en vente dans les kiosques et gares de Paris

Le numéro : 30 francs

TRIBUNE DU PEUPLE
54, boulevard Garibaldi - PARIS (XVe)

(*Suite de la page 11*)

économique ; il s'est enlisé dans l'empirisme, le bureaucratisme et la corruption. Pour Frondizi, qui mène depuis près de trente ans des recherches d'économie et de droit (Oppenheimer, il y a cinq ans, l'invita à Princeton), il s'agit de réussir ce que Peron a raté, et de le réussir *« dans la liberté, et le respect de la personne humaine, sans lesquels la politique anti-impérialiste n'est que désordre, misère et dictature. »*

Frondizi est le treizière des quatorze enfants d'un immigrant calabrais qui commença comme manœuvre et finit comme ingénieur civil. A 22 ans, à peine licencié en droit, il plaide pour 196 « communistes » arrêtés par la « section spéciale de répression » du dictateur Urriburu, de sinistre mémoire. Il obtient leur acquittement mais, désormais « marqué », est lui-même arrêté peu après.

A 30 ans, rendu célèbre par ses écrits, Frondizi organise des cours du soir pour les ouvriers et se met en devoir de réorganiser le parti radical : ce juriste a découvert l'importance déterminante des facteurs économiques et y voit (bien qu'il évite prudemment toute référence à Marx) le levier de toute action efficace :

« La révolution que notre parti produit dans la conscience politique du pays, dit-il, *il faut la produire maintenant dans la conscience économique et sociale. »*

En 1955, il précipite la chute de Peron en accusant le régime de vouloir octroyer des concessions pétrolières et des bases militaires aux Etats-Unis. Frondizi vient justement de publier ses deux livres-programme (*Pétrole et Politique* et *La Lutte anti-impérialiste*) de tendance socialiste-révolutionnaire. Voici quelques points de son programme :

- Redistribution immédiate des terres qui seront mises au service de ceux qui la travaillent et de la société. Création de coopératives de production et de pools de machines agricoles.
- Nationalisation des monopoles, dont la gestion sera confiée à des régies nationales, provinciales ou communales autonomes, avec participation des usagers, des techniciens et des ouvriers. (Même en Yougoslavie, la démocratisation économique n'en est pas encore là.)
- Plans et programmes économiques, *« démocratiquement conçus et exécutés, afin de libérer le pays de sa dépendance de l'étranger et de l'influence impérialiste. »*
- Solidarité révolutionnaire avec les autres pays latino-américains, fondus en une unité sans hégémonie.

« Quand on sait ce que l'on veut, écrit-il, *l'heure de l'action est venue. C'est notre heure. L'heure des peuples opprimés, à des degrés divers, par l'impérialisme au dehors et par les oligarchies au-dedans.*

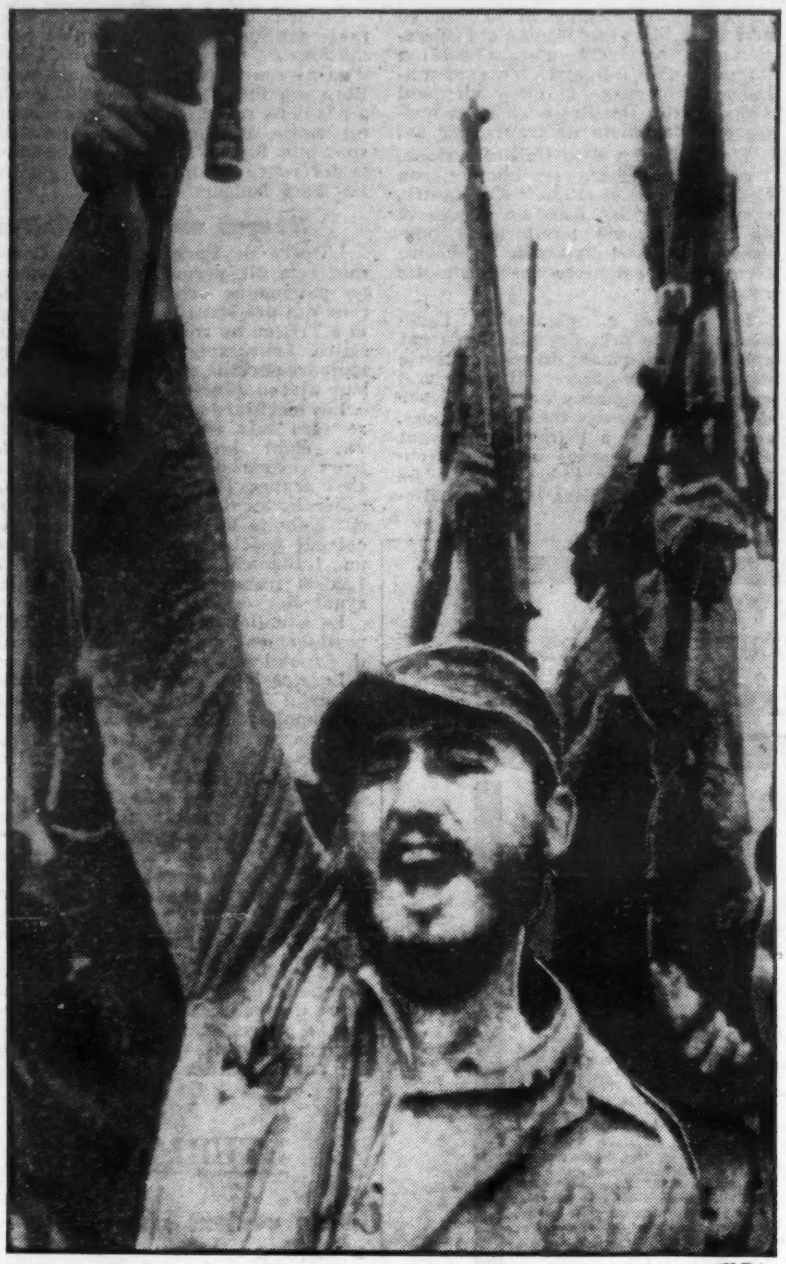
« Nous ne devons aliéner notre conscience et notre destin à aucune des puissances mondiales. Notre premier devoir est de nous concentrer sur les problèmes angoissants de nos propres peuples qui manquent de pain, de liberté et de culture par la faute de ces mêmes puissances mondiales. »

La leçon de Tito

Le premier geste de Frondizi, après son élection, a été d'affirmer que le sous-sol argentin resterait propriété nationale. Quant à ses autres promesses, il est assez intransigeant pour préférer la chute aux reniements. Avant son investiture, Frondizi passera sans doute à Paris, Londres et Bonn. Depuis un mois, une mission économique argentine négocie à Moscou l'octroi d'un prêt. Cette négociation a déjà fait fléchir Washington, qui n'offrait jusqu'ici que des capitaux privés, mais non des prêts d'Etat.

La faiblesse est une force, dans ce monde divisé, quand elle va de pair avec l'orgueil et l'audace. Cette leçon, que Tito fut le premier à donner, le Docteur-Président argentin semble résolu à l'appliquer.

MICHEL BOSQUET.



(U.P.)

FIDEL CASTRO, DANS LE MAQUIS
Des chances d'arriver ; mais après ?

CUBA

Fidel Castro à la « une »

● *En enlevant Juan Manuel Fangio, les rebelles cubains ont atteint leur but : attirer l'attention du monde sur la dictature du général Batista.*

A chaque coin de rue, autour du palais présidentiel de La Havane, une voiture blindée est prête à l'action. Sur les immeubles avoisinants, protégées par des sacs de sable, des mitrailleuses lourdes sont en batterie. Mêlés à la foule, des agents de la Sûreté empêchent tout attroupement.

Tous les soirs, des attentats à la bombe éventrent une banque, un hôtel, une usine, un pont, une centrale électrique. Tous les soirs, des jeunes gens, souvent des enfants, sont arrêtés sans preuves, torturés, mutilés, pendus à un réverbère, en pleine rue.

Il y a un an exactement que la terreur est devenue générale. Mais ce que vingt et un étudiants, partis pour abattre le tyran, et dont les cadavres jonchèrent les marches du palais, ne purent obtenir en mars dernier, l'enlèvement pour quelques heures d'un coureur automobiliste — le champion du monde Juan Manuel Fangio — kidnappé dimanche dernier à l'hôtel Lincoln, a fini par l'obtenir : la « une » des journaux du monde entier pour Fidel Castro, avocat de 35 ans, chef des rebelles.

Avant d'enlever Fangio pour attirer l'attention mondiale sur les malheurs de son peuple, Fidel Castro s'était déjà distingué par plusieurs hauts faits. En 1947, il participa à une expédition contre Leonidas Trujillo, tyran de la République Dominicaine.

En 1952, on le retrouve à La Havane, où il se présente aux élections générales cubaines. Mais Batista revient de huit années d'exil, annule les élections et prend le pouvoir — pour la seconde fois. La première fois, le sous-officier Batista, fils d'ouvrier, avait organisé une révolte des soldats contre le corps des officiers. La révolte avait fait boule de neige ; en dépit de la présence d'un croiseur américain dans le port de La Havane, le sergent Batista avait été porté au pouvoir. C'était alors un homme de gauche. Vingt ans plus tard, allié à une famille aristocratique, le général Batista est un dictateur fasciste.

Les rebelles paient comptant

En 1953, après un assaut manqué, le 26 juillet, contre la caserne de Santiago, Castro se réfugie au Mexique, soutire de l'argent à d'autres exilés et monte un corps expéditionnaire. En novembre 1956, il a 82 hommes sous ses ordres. Dans la province cubaine d'Oriente, il fait courir le bruit qu'il débarquera le 30 novembre, et appelle la population à la révolte. La révolte a lieu le jour fixé.

Mais Castro n'a pas débarqué. Retardé par une tempête, il n'arrivera que deux jours plus tard. Quand il débarque dans un marécage, 70 de ses hommes sont tués par l'aviation. Les insurgés d'Oriente ont déjà déposé les armes et ont été arrêtés, torturés, exécutés par centaines.

Et pourtant, les douze hommes de Castro qui réussirent alors à rejoindre le maquis sont devenus aujourd'hui une force de mille combattants.

Castro organise des écoles et des dispensaires dans les localités qu'il occupe et où l'on n'a jamais vu ni médecin ni instituteur.

La nuit, jamais au même endroit, ses camions viennent réquisitionner des vivres ; les rebelles paient comptant.

Le jour, l'aviation bombarde sans discrimination, avec des appareils livrés par les Etats-Unis.

Les Américains, qui contrôlent les deux tiers des plantations de sucre cubaines et la quasi-totalité du commerce et de l'industrie, protestent auprès du gouvernement contre la sauvagerie de la répression. Réponse d'un porte-parole cubain :

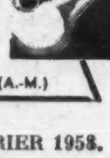
« Si les Français peuvent employer des armes américaines pour tuer des Algériens, les Cubains peuvent bien les employer pour maintenir l'ordre. »

Les ouvriers ne bougent pas

Pendant combien de temps encore ? Et par quoi cet « ordre » sera-t-il remplacé ? C'est l'inconnue. La rébellion cubaine est le fait d'une jeunesse révoltée (et trois des six millions de Cubains ont moins de trente ans), elle est soutenue par la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Mais du côté des ouvriers (500.000 chômeurs, un million de journaliers ne travaillant que quatre mois par an) rien ne bouge encore : c'est que Batista contrôle les syndicats, c'est que les salaires n'ont jamais été aussi élevés et que la législation sociale cubaine est l'une des plus avancées d'Amérique latine.

M. B.

NE SOYEZ PLUS SOURD



Améliorez votre audition, même très déficiente, avec les Micro-Tympans "WEIMER" SANS PILE NI FIL. Éliminent les bourdonnements. Notice illustrée gratuite et attestations
ROUFFET et Cie, serv. VE
3, rue Galliéni - MENTON (A.-M.)

LA GUÉRISON DE LA TIMIDITÉ

On parle beaucoup d'une récente découverte qui permettrait de guérir radicalement la timidité.

D'après B. T. Borg, la timidité ne serait pas une maladie morale, mais une maladie physique.

« Prenez, dit-il, un timide. Empêchez-le de trembler, de rougir, de perdre son attitude naturelle pour prendre une attitude ridicule. Montrez-lui comment il peut éviter ces manifestations physiques de son émotion et vous l'aurez guéri de son mal. Jamais plus il ne se troublera, ni pour passer un examen, ni pour déclarer son amour à une jeune fille, ni même s'il doit un jour parler en public. Mon seul mérite est d'avoir découvert le moyen qui permet à chacun, instantanément et sans effort, de maîtriser ses réflexes. »

Il semble bien, en effet, que B. T. Borg a trouvé le remède définitif de la timidité. J'ai révélé sa Méthode à plusieurs de mes amis. L'un d'eux, un avocat, était sur le point de renoncer à sa carrière, tant il se sentait bouleversé chaque fois qu'il devait prendre la parole ; un prêtre, malgré sa vaste intelligence, ne pouvait se décider à monter en chaire ; ils furent tous deux médusés par les résultats qu'ils obtinrent. Un étudiant, qui avait échoué plusieurs fois à l'oral du baccalauréat, étonna ses professeurs à la dernière session en passant son examen avec un brio étourdissant. Un employé, qui osait à peine regarder son directeur, se sentit soudain l'audace de lui soumettre une idée intéressante et vit doubler ses appointements. Un représentant, qui hésitait cinq bonnes minutes devant la porte de ses clients avant d'entrer, est devenu un vendeur plein de cran et irrésistible.

Sans doute désirez-vous acquérir, vous aussi, cette maîtrise de vous-même, cette audace de bon aloi qui sont si précieuses pour gagner les dures batailles de la vie. Je ne peux pas, dans ce court article, vous exposer en détail la Méthode Borg, mais j'ai décidé son auteur à la diffuser auprès de nos lecteurs. Priez donc B. T. Borg de vous envoyer son intéressant ouvrage « Les Lois éternelles du Succès ». Il vous l'adressera gratuitement. Voici son adresse : B. T. Borg, chez Aubanel, 7, place Saint-Pierre, Avignon. Ecrivez-lui tout de suite, avant que l'édition de propagande soit épuisée.

E. DE CASTRO.

Communiqué.

GRÈVES

Peut-on danser en pantoufles ?

LES amateurs de musique et de danse ont appris, samedi dernier, par un communiqué du ministère de l'Education nationale, qu' « *à la suite de nombreux arrêts et refus de travail* », le personnel des théâtres lyriques nationaux, « *en rupture abusive de contrat* », était licencié et les représentations de l'Opéra et de l'Opéra-Comique suspendues « *jusqu'à nouvel ordre* ».

Ainsi s'achevait, provisoirement, un conflit qui, depuis octobre, opposait à l'administration, à propos des salaires, les machinistes des deux théâtres, ainsi que les danseurs de l'Opéra. De multiples « grèves-surprises » avaient concrétisé ce mécontentement.

Le contribuable français est en droit de se demander comment on a pu en arriver là, alors que l'Opéra et l'Opéra-Comique reçoivent une subvention annuelle d'un milliard cinq cent millions de francs, à quoi viennent s'ajouter des recettes évaluées à quatre cents millions de francs par an.

L'exploitation d'un théâtre lyrique, avec son orchestre, ses chœurs, son ballet, ses solistes et chefs d'orchestre, sans compter les frais de décors et de costumes, est terriblement onéreuse. Nulle part au monde un théâtre lyrique ne peut vivre de ses simples recettes.

En France, en particulier, l'augmentation du prix des places n'a pas suivi l'accroissement du coût de la vie depuis l'avant-guerre. Il est vrai qu'avec une organisation plus efficace du travail, bien des théâtres lyriques, en province et à l'étranger, arrivent à « boucler » grâce à des subventions inférieures à celle de « La Réunion des Théâtres lyriques nationaux ».

Un seul exemple : avec cent quarante millions de subvention et cent millions de recettes, l'Opéra de Lyon, d'un niveau artistique excellent, équilibre son budget. Evidemment, il n'y a pas deux salles à Lyon, le personnel est moins nombreux et les salaires sont plus bas qu'à Paris ; néanmoins, la différence apparaît démesurée entre les deux budgets.

Heures supplémentaires

L'Opéra de Paris et l'Opéra-Comique, cela dit, permettent de défendre un patrimoine artistique, que même ceux qui préfèrent le cinéma à *Pelléas* et à *Tristan* ne voudraient voir disparaître. Leurs spectacles ne sont pas toujours parfaits, mais sont d'un excellent niveau général.

Les machinistes (253 francs l'heure) se sont mis en grève, leurs salaires étant inférieurs à ceux de leurs camarades du secteur privé (303 francs l'heure). A la surprise générale, les danseurs de l'Opéra leur ont emboîté le pas. Les danseurs reçoivent pourtant, à partir de 18 ans, un traitement allant de 60.000 à 120.000 francs par mois (les étoiles ayant des contrats spéciaux).

La situation qui est la leur en fait, pratiquement, sinon théoriquement, de fonctionnaires.

Leur régime de congé et de retraite est celui des fonctionnaires ; les heures supplémentaires leur sont payées; leur renvoi prématuré n'est provoqué que pour des raisons graves de travail ou de discipline.

En admettant que les salaires des danseurs ne correspondent pas entièrement à leurs mérites, leur sort, à la veille de la grève, n'était cependant pas moins heureux que celui des membres des compagnies privées (Roland Petit, Maurice Béjart, Janine Charrat), en chômage la moitié de l'année.

Le public, compréhensif aux revendications des machinistes, aura toujours quelque peine à imaginer, fût-il le plus sourcilleux sur la défense des droits syndicaux, que l'on puisse danser en pantoufles.

ÉTUDIANTS

Ils ne veulent plus attendre

LE Congrès des étudiants en lettres qui s'est tenu à Aix-en-Provence la semaine dernière, a décidé de demander la création d'un « Centre de formation et d'information des étudiants se destinant à exercer en Tunisie ou au Maroc ».

La création de ce centre, qui « dépannera » ces deux pays en étendant l'influence culturelle de la France, semble devoir être financée par le ministère des Affaires étrangères.

Mais en attendant que les autorités fassent droit à cette revendication, les étudiants en lettres ont décidé de créer le « centre de formation » et de commencer à le faire fonctionner.

Ce n'est pas la première fois que les étudiants remédient ainsi à la carence des pouvoirs publics : la Maison des Lettres a créé ainsi, il y a plus d'un an, un « centre de formation sociale ».

La Sorbonne, uniquement préoccupée par la formation de professeurs de lettres en nombre suffisant, a totalement négligé de s'occuper des sciences humaines : il y a un professeur de sociologie pour vingt professeurs de philosophie classique. Or, ces techniciens en sciences humaines sont le complément indispensable des techniciens scientifiques dans une économie en pleine expansion.

SCIENCES

La pomme de Newton entamée

LES physiciens français commencent à se demander si la pomme de Newton a eu raison de tomber sur l'auguste nez du célèbre dormeur. En effet, les travaux d'un scientifique français, le professeur Maurice Allais, ancien élève de Polytechnique, major de la promotion 31, risquent de remettre en question les lois de la pesanteur telles qu'elles sont universellement admises pour le moment.

De quoi s'agit-il ? La pesanteur n'est qu'un aspect de l'attraction que deux corps exercent l'un sur l'autre. Grâce à elle, on explique la rotation des planètes autour du Soleil, celle de la Lune autour de la Terre.

Le physicien Foucault avait mis en évidence la rotation de la Terre en utilisant un pendule, suspendu au dôme du Panthéon, dont le plan d'oscillation, progressivement dévié (1), effectuait un tour complet en 36 heures. L'étude de la rotation de ce plan était effectuée au moyen d'un tas de sable disposé circulairement autour de l'axe et entamé un peu plus, à chaque oscillation, par l'extrémité du pendule.

Cette expérience peu précise a donc été refaite un très grand nombre de fois (200.000) par le professeur Allais avec un matériel plus perfectionné; toutes les erreurs dues au frottement sont éliminées par un ingénieux système de bille et d'étrier (pendule périconique).

Et ce pendule a manifesté, à la grande surprise des expérimentateurs, une certaine indépendance vis-à-vis des prévisions des calculateurs. N'a-t-il pas, à certains moments, occupé des positions perpendiculaires à celles qu'il aurait dû prendre ! Phénomène plus troublant encore, au moment de l'éclipse de Soleil du 30 juin 1954, le plan d'oscillation a brutalement réagi à la disparition totale du Soleil, en s'écartant brusquement de sa position.

Il pourrait donc y avoir là une force, encore inconnue, qui est liée aux forces traditionnelles de gravitation.

Est-elle susceptible d'être utilisée ? L'avenir le dira. Mais il est possible que les physiciens soient amenés, une fois dépouillés les résultats des expériences du professeur Allais, à ajouter des termes correctifs aux lois de la gravitation.

(1) Cette rotation du plan d'oscillation est liée à la rotation de la Terre par ce que les mathématiciens nomment l'accélération de Coriolis.

ATTENTION !
LES 27, 28 FÉVRIER, 1er MARS
Derniers jours des Soldes annuels de NICOLL

La Tradition Anglaise du Vêtement
Maison de confiance fondée en 1820
29, RUE TRONCHET
Vêtements de haute qualité
NOUS DISPOSONS ENCORE

PARDESSUS raglans ou manches montées, en belle draperie anglaise ou française, rich. doublés, fins de séries, garantie NICOLL....... **18.877**
PARDESSUS marine et gris uni tissu lama ou reversible, fantaisie anglaise, forme mode, garantie NICOLL....... **21.582**
PARDESSUS 7/8e en très belles draperies françaises et d'importation, lama, arraché, etc... gris et beige. Coupe spéciale et façon NICOLL. Depuis **25.892**
PARDESSUS ville et sport, en très belle diagonale gris foncé, peigne pure laine, tissus anglais et français premier ordre, faits dans nos ateliers NICOLL.... **27.886**
PARDESSUS de très grand luxe, dans les plus beaux articles anglais, reversibles ou cashemeer Crombie. Coupe et façon NICOLL **à 50 % de leur valeur.**
Très beaux **VESTONS** sport en shetland pure laine, beige et gris, NICOLL.... **9.833**
Une série exceptionnelle de **VESTONS** en Tweed anglais, garantis d'origine. Coupe, façon et fournitures NICOLL .. **13.766**
CULOTTES de cheval en bedford cover, coloris : beige, roux, feuille-morte, toutes tailles, depuis **9.887**
COSTUMES cheviote pure laine, tous coloris mode, garantis NICOLL. Depuis....... **16.827**
COSTUMES de ville, en très beau peigné pure laine, coloris classique, demi-classique et mode, façon NICOLL.......... **19.766**
COSTUMES en très beau peigne, serge et flanelle anglaise, façon LUXE NICOLL ... **21.692**
COSTUMES de ville, très habillés, peigne couvert, serge grise et marine, coloris classiques et discrets Coupe et façon NICOLL................ **24.582**
COSTUMES en très belle cheviote française et anglaise, façon NICOLL, garantie. **27.587**
COSTUMES de très haute qualité établis dans les plus beaux peignés, français et anglais, garantis d'origine Coupe et façon ateliers NICOLL **à 30 % de leur valeur.**
PANTALONS en flanelle pure laine et flanelle d'importation anglaise garantie......... **4.888**
PANTALONS en serge couverte et flanelle, granité et cover, coloris anthracite et gris moyen, faits dans nos ateliers.... **6.888**
Très beaux **PANTALONS** en flanelle anglaise importation " Made in England for NICOLL ", établis dans nos ateliers, coupe, façon NICOLL, à 30 % de leur valeur **8.900** et **7.998**

Malgré les restrictions presque totales d'importations, malgré la hausse des draperies anglaises et la taxe de 20 %, NICOLL met tout son stock de vêtements en tissus de qualité importés d'Angleterre à la disposition de ses très fidèles clients.

AUTO-COAT mode en magnifique draperie de qualité. Coupe, finition NICOLL. Hommes et jeunes gens. Toutes tailles. Depuis **15.857**
3/4 Sport Style NICOLL. Exclusif. Coupe spéciale NICOLL Allure anglaise incomparable Tissus anglais uni et reversible. 50 % de leur valeur. Depuis . **21.582**
MANTEAUX loden français pure laine, coloris gris, beige, marron, façon et coupe NICOLL **17.827**
RAGLANS loden en tissu importé d'Autriche, livrés avec vignette de garantie Façon super-confort NICOLL **19.787**
MANTEAUX demi-saison en draperie pure laine et **LODEN** de très haute classe, uni et fantaisie d'importation. Coupe et façon NICOLL **21.787**
MANTEAUX GABARDINE pure laine, unis ou reversibles, forme mode et classique, et garantie NICOLL **19.788**
IMPERMÉABLES popeline, drill, tweed, entièrement doublés, unis et réversibles, rigoureusement garantis Depuis .. **11.837**
DOUBLURES AMOVIBLES en véritable Lama, livrées avec vignette de garantie **3.988**
PANTALONS dame lainage coloris mode.............. **3.980**

RÉALISATION TOTALE DU RAYON " GARÇONNET "
uniquement composé d'articles de qualité, coupe tailleur :
VESTONS Harris Tweed véritable, 7 à 16 ans, **9.473** et **5.887**
PANTALONS flanelle lourde, gris foncé, 3 à 15 ans depuis **4.283**
DUFFLE-COAT, fillettes et garçonnets du 4 au 18 ans, en magnifique lama gris foncé, ou Camel Hair, doublé fourrure anglaise, soldés avec 50 % de rabais Depuis **6.866**
PARDESSUS lama et genre poil-de-chameau, du 7 au 17 ans.................... **9.888**
MANTEAUX tailleur-couturier lama ou genre poil-de-chameau, provenant de nos collections, avec garantie NICOLL, Val réelle **45.000** Soldés.................. **25.582**
MANTEAUX dame en très beau loden d'importation et lama, forme sport ou voyage, vendus avec rabais d'environ **50 % 13.986** et **19.776**
PLAIDS anglais véritable avec garantie d'origine pure laine d'écosse coloris exclusifs depuis.................. **3.988**

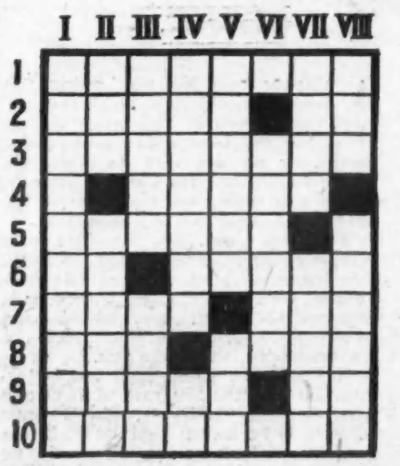
UN LOT TRÈS IMPORTANT DE COUPONS de tissus de 1 à 3 m provenant de nos ateliers homme et dame, sacrifiés **depuis, le m** **987**

TOUS NOS VÊTEMENTS HOMME : PARDESSUS, COSTUMES, PANTALONS, VESTONS, ÉTABLIS SUIVANT UNE FORMULE AMÉRICAINE (TOUTES TAILLES ET CONFORMATIONS) EXISTENT DU 76 AU 120 DE CEINTURE ET DANS TOUTES LES LONGUEURS : COURTS, MOYENS, LONGS, EXTRA-LONGS

Tout notre stock, inventorié, a été entièrement dévalué et les Experts ont marqué les nouveaux prix au crayon bleu

Magasin ouvert tous les jours de 9 h 30 à 19 h, sans interruption, même le lundi

Mots croisés n° 124



HORIZONTALEMENT : 1. Serait, malgré son nom, peu efficace contre le mistral. — 2. Tire sa source. Diphtongue qui imite vaguement le cri du chien. — 3. Opération qui se fait, de préférence, dans un tournant. — 4. Gueules parfois. — 5. Vraiment sur mesure. — 6. Ne précède pas l'actif. Petit engourdi. — 7. Moins énergique que la magnésie. Répété avant un impératif nuptial. — 8. Préfixe pour démocrates. Circule dans différents pays américains. — 9. Simonin préfère dire le grisbi. Prénom pour le temps. — 10 Epithète plus laudative pour la Vedette que pour la vedette.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	B	A	R	A	B	B	A	S
2	O	N	I	R	O	■	G	C
3	U	D	O	M	E	T	R	E
4	L	R	■	A	R	I	E	L
5	G	E	N	T	■	S	E	L
6	A	■	E	U	D	O	R	E
7	N	A	T	R	O	N	■	M
8	I	N	T	E	R	N	E	E
9	N	I	E	■	M	E	I	N
10	E	S	S	U	I	E	N	T

Solution du n° 123

VERTICALEMENT : I. Indument prolongée, peut mener à un conseil redoutable. — II. Partie d'un feu. Son port est très apprécié des hommes. — III. Luit sans être reluisante. Fin, quand il est animal. — IV. Loin d'être intellectuelle. Jamais pour la poste aérienne. — V. Nullement telle que Robespierre ou Caton. Marque le progrès. — VI. Brûlé par reconnaissance. — VII. Se conte, se chante, s'attend. Miracle d'une nappe. — VIII. Peut servir à faire un barrage. Loin de l'épanouissement.

MODE

Entre la tête et les jambes

LES trente magazines français (contre seize aux Etats-Unis) spécialisés dans le « féminin » ont augmenté cette semaine leur vente de 20 à 30 %, parce qu'ils présentent leur « numéro de collections ».

Depuis le 28 janvier, un bataillon de cover-girls, le plus souvent importées d'Amérique deux fois par an pour la circonstance, travaille jour et nuit, à raison de 5 à 8.000 francs de l'heure. (Chez un couturier, un mannequin ne gagne que 60.000 francs par mois environ.)

Même à ce prix, la cover-girl, produit de première nécessité pour toute l'industrie de la mode, est un animal précieux et rare, qu'il faut prendre par la douceur.

D'autant plus rare cette saison que si, entre tête et jambes, tout peut se camoufler, y compris un bébé, il faut une tête de collégienne pour supporter le style petite fille et des jambes assez spirituelles pour être montrées jusqu'aux genoux.

Cette saison, c'est une jeune Française, Nicole de Lamargé (voir « la tête ») qui a repris le flambeau de Bettina dans le rôle de la petite fille (y compris les taches de rousseur). Elle est photographiée quatorze fois dans *Elle*, dix-sept fois dans *Le Jardin des Modes*, etc.

Et c'est une étonnante Américaine, Diane Jones (voir « les jambes », qui montre de l'esprit jusqu'au bout des orteils.

Pour apprendre ce qui se passe entre la tête et les jambes, suivez Madame Express en pages 29, 30 et 31.

TÉLÉVISION

L'audience d'un grand quotidien

LE nombre de téléviseurs en service vient de dépasser le cap des 700.000 pour la France entière. A trois auditeurs en moyenne pour chaque poste, cela fait plus de 2 millions de Français qui sont « abonnés » à la télévision. La T.V. atteint ainsi l'audience des quatre ou cinq quotidiens à très grand tirage. Et son influence est encore plus grande, en raison de la « force de persuasion » de l'image.

L'analyse des chiffres par département révèle un phénomène : les quatre cinquièmes des téléviseurs existants sont répartis dans quatre régions industrielles : Paris, Seine et Seine-et-Oise : 320.000 postes ; Nord et Pas-de-Calais : 175.000 ; Bouches-du-Rhône : 40.000 ; Rhône : 25.000. Au total : 560.000 récepteurs sur 700.000.

Moins de 100.000 appareils ont été vendus dans les régions rurales. Dans certains départements, les chiffres de téléviseurs déclarés sont ridiculement bas : dans le Lot, un seul poste ; le Tarn-et-Garonne, 5 ; la Lozère, 8 ; le Lot-et-Garonne, 10 ; dans la Vienne et la Haute-Vienne, moins de 100.

Deux causes principales à cette réticence des ruraux pour la télévision :

● La netteté des images est encore loin de la perfection dans les villages situés à plusieurs dizaines de kilomètres des stations-relais.

● Les programmes sont trop « parisiens » ; quelques émissions dont se délectent les citadins sont incomprises à la campagne. Les problèmes agricoles ne sont pas traités à la télévision depuis deux ans, le spécialiste de l'agriculture, Roger Louis, ayant dû interrompre ses émissions faute de crédits...

(Dambier.)

NICOLE DE LAMARGÉ
La tête

(Dambier.)

DIANE JONES
Les jambes

VITE

● Au cours du congrès de l'Association américaine des fabricants de produits pharmaceutiques, le docteur Kline a déclaré que certains « tranquillisants » permettront dans un avenir proche :

> 1) *De recréer en détail dans la mémoire d'un sujet éveillé, le souvenir qu'il désire;* 2) *de développer une faculté d'ultra-perception analogue à la télépathie;* 3) *de limiter à quatre ou cinq heures le temps de sommeil nécessaire à l'homme sans qu'il ressente aucune fatigue.*

● Une station de télévision de Los Angeles va introduire en Amérique la publicité invisible. Ces messages enregistrés par le subconscient, mais trop rapides pour être « vus » consciemment, seront d'une nature inoffensive : « *Conduisez avec prudence* », « *allez à l'église* », etc. Une publicité inaudible — le son à très basse intensité frôlerait l'oreille comme l'image la rétine — serait également à l'étude.

● Sous le titre « Comment se débrouiller dans le secteur allié », un bulletin publié par le Quartier général américain à l'usage du personnel stationné à Paris donne les conseils suivants à la rubrique « Nourriture » : « *Vous pouvez sans beaucoup de risques manger dans des restaurants européens, sous réserve des précautions suivantes :* a) *Choisir un restaurant propre et sûr ;* b) *commander la viande* bien cuite ; c) *ne manger que des légumes cuits et jamais de salades crues ;* d) *éviter de consommer des produits laitiers : lait, crème, glaces, beurre et yoghourts ;* e) *ne jamais boire d'eau.* »

● La firme américaine « Sylvania Electric Products » vient de présenter le premier modèle de télévision à écran plat, le « Sylvatron ». Sur un récepteur central de dimensions très réduites, on pourra brancher plusieurs écrans plats indépendants, tout comme on branche plusieurs haut-parleurs sur un même tourne-disques ou une même radio. Il n'y aura pas de limite à la taille de ces écrans qu'on pourra accrocher au mur comme un tableau lumineux et animé. On pense dans les milieux commerciaux de la télévision américaine que l'écran mural pourrait être dans le domaine public avant cinq ans, et peut-être dès 1960.

● Un savant américain, Fred L. Whipple, a demandé à un Centre de recherches californien la copie d'un de ses articles, dont il avait besoin pour ses travaux. Réponse :

> « *Il a été classé* « *Top Secret* ». *Vous n'offrez pas une garantie de sécurité assez grande pour que nous vous autorisions à le lire !* »

LUNETTES
HUCA-LUMOSOL
HUGUENIN Frères & Cie
MOREZ-DU-JURA

Philippe JULLIAN
LE CIRQUE du PÈRE LACHAISE
Quelle horreur et quel talent, quel génie même du macabre !
J. MISTLER (L'Aurore)
Le trait fuligineux de Philippe Jullian, son pointillisme aigu, son art de saisir le réel et de le recréer selon ses amplifications les plus saugrenues et les plus grotesques font ici merveille.
M. M. (Figaro Littéraire)
le Vol. 350 F
Collection Libelles FASQUELLE

Mouilleur 492
POUR TOUTES ÉTIQUETTES GOMMÉES
● Mouillage rationnel
● Rapidité de pose
La Maison du Papier Gommé
Société à Responsabilité Limitée au Capital de 25.000.000 Frs
L. CHAPPELLIER & A. GRAND
78, RUE DE WATTIGNIES - PARIS - DID. 93-55

UN ALLEMAND RÉVÈLE COMMENT FUT

27 février 1933, 21 h. 30. Le Reichstag, siège du Parlement à Berlin, est en flammes. Devant des dizaines de milliers de curieux, Hitler, Goering et Goebbels multiplient les déclarations : l'incendie a été allumé par les communistes. L'un des leurs, le Hollandais Van der Lubbe, a été pris en flagrant délit.

Hitler n'est alors que chancelier du Reich ; son parti est minoritaire au Parlement. Mais l'incendie du Reichstag et la vague de terreur qu'il déclenche porteront les nazis au pouvoir.

Qui a organisé cet incendie ? Et qui l'a allumé ? C'est ce que révèle pour la première fois le récit de Harry Schulze Wilde, « La prise du pouvoir. - Rapport sur la technique du coup d'Etat national-socialiste », publié par la Frankfurter Hefte.

En voici l'essentiel :

30 JANVIER 1933. Des cohortes de S.A., comme un immense serpent de feu, défilent aux flambeaux à travers les rues de Berlin.

De la fenêtre de la chancellerie, Hitler, le bras levé, salue ses Chemises Brunes.

Il vient d'être nommé chancelier du Reich. Mais pourra-t-il garder le pouvoir ? Sa position est plutôt faible : aux 248 députés qui le soutiennent, 221 députés de gauche et 115 députés du centre font face. La puissance de la social-démocratie et des communistes est intacte. La gauche forme un bastion presque imprenable. Un coup d'Etat ? Il n'y faut pas songer : l'armée ne s'y prêterait pas. Hitler a une seule ressource : obtenir la dissolution de la Chambre, puis organiser un plébiscite sur son programme.

« Quand vous tirez, c'est moi qui tue... »

31 janvier. De bonne heure le matin, le chancelier Hitler et le vice-chancelier von Papen se font annoncer chez le président du Reich, le maréchal Hindenburg. Hitler parle posément. Il s'agit de gagner la confiance du vieux maréchal, gardien de la Constitution de Weimar. Point par point, Hitler développe son programme : reconstruire, moderniser, donner du travail aux chômeurs. Seulement, voilà : pour mener ce programme à bien, Hitler a besoin des pleins pouvoirs.

Hindenburg paraît compréhensif. Puis il se rembrunit :

« *Le Parlement*, dit Hitler, *ne votera pas les pleins pouvoirs. Le programme ne pourra être exécuté que par un recours au peuple. C'est pourquoi*, conclut Hitler, *je me permets de solliciter très respectueusement un décret de dissolution de M. le Président.* »

Hindenburg interroge von Papen du regard. Son homme de confiance lui fait un signe de tête imperceptible. Si von Papen est d'accord, se dit Hindenburg, la droite classique doit être d'accord aussi.

Quelques minutes plus tard, Hitler quitte la présidence, jubilant : il a dans sa poche le décret de dissolution du 7e Reichstag. Les élections sont fixées pour le 5 mars. Il faut les gagner à tout prix.

Gagner les élections, c'est du ressort de Goebbels. Et Goebbels sait parfaitement qu'un scrutin régulier ne permettra pas de vaincre le bloc compact de la gauche. Même de larges couches de la bourgeoisie sont hostiles à la dictature. Que faire ? Il faut trouver, créer au besoin un prétexte convaincant pour suspendre la Constitution ; il faut que d'ici le 5 mars se produise un événement qui insuffle à la bourgeoisie une sainte terreur du bolchevisme.

En date du 31 janvier, Goebbels note dans son journal intime :

« *Une tentative de révolution bolcheviste doit avoir lieu* », après quoi l'état d'exception sera promulgué et des décrets d'urgence appliqués.

La tâche de Goebbels n'est pas facile : les communistes et les socialistes, il le sait par ses informateurs, ne bougeront pas. Ils ont pour consigne : « *Pas de provocation* ».

Nommé ministre de l'Intérieur de Prusse, Goering place ses hommes à la tête de la police, puis harangue les forces de l'ordre réorganisées :

« *Je couvrirai tous ceux qui feront usage de leurs armes à feu contre les membres d'organisations hostiles à l'Etat.* »

« *Enfoncez-vous bien ça dans la tête : quand vous tirez, c'est moi qui tire. Quand il y a un mort, c'est moi qui l'ai tué.* »

Mises à sac, interdictions et saisies arbitraires s'abattent sur les journaux de gauche.

Mais, en dépit des provocations policières, les organisations de gauche ne bougent pas.

A Berlin, parmi les innombrables hommes de confiance qui gagnent leur vie en rassemblant des informations plus ou moins exactes, se trouve un certain Paul Waschinski. Il a vingt-cinq ans. Sa profession : chômeur. Il travaille principalement pour le chef de la S.A. berlinoise, le comte Helldorf. Accessoirement, il transmet des informations à un « voyant » qui est devenu la coqueluche de Berlin : Erik Jan Hanussen. Hanussen se réclame d'une famille aristocratique danoise. Son vrai nom est Herrschel Steinschneider, originaire de Prossnitz, Bohême. Hanussen, qui a naguère employé Waschinski comme « médium », est le confident, le conseiller et le financier de la plupart des hauts dignitaires nazis. Celui qui lui doit le plus d'argent est le comte Helldorf, chef des S.A. de Berlin.

(Keystone)

MARINUS VAN DER LUBBE
« *Dût-il brûler vif dans les flammes de la révolution...* »

Un attentat à grand spectacle

C'est à Helldorf que Goebbels s'adresse au début de février pour trouver un « terroriste communiste ».

« *J'ai peut-être l'homme qu'il vous faut* », répond Helldorf, et il désigne Waschinski.

Mais Goebbels, après une brève entrevue, rejette ce candidat : ni assez sûr ni assez crédule.

En sortant de chez Goebbels, Waschinski se demande : Pourquoi cette convocation ? Pourquoi lui demande-t-on constamment de trouver des « terroristes communistes » ? Pourquoi a-t-on l'air déçu quand il revient bredouille ? Et pourquoi Helldorf dresse-t-il des listes de communistes, de juifs et de catholiques ? Waschinski flaire qu'un « attentat » est projeté. Il en parle à Hanussen.

Hanussen se montre enthousiaste. Voilà une occasion de prouver son génie politique.

« *Un attentat*, dit-il, *fort bien ; mais un attentat à grand spectacle, avec des milliers de témoins. Un incendie, par exemple ; à l'hôtel de ville, ou, mieux encore, au Reichstag.* »

L'idée est transmise à Goebbels qui s'en empare aussitôt. L'incendie du Reichstag : une riche idée. Personne ne soupçonnera les nationaux-socialistes, puisqu'ils contrôlent le gouvernement. Les centaines de milliers de personnes qui verront les flam[mes sur] les bandes d'actualités seront horrifiées.

Le 12 février, Goebbels ordonne à Helldorf [d'ins]pecter l'édifice.

Le Reichstag est sous la garde d'un gro[upe de] S.A., commandé par Karl Ernst, un subordo[nné de] Helldorf.

Feignant de s'inquiéter de la sécurité de M. [le pré]sident de la Chambre, Helldorf visite tout l[e bâti]ment, y compris le jardin. Là, dans une anne[xe, ils] trouvent les installations de chauffage. Helld[orf et] Ernst s'engagent dans le labyrinthe souterra[in qui,] traversant la rue Friedrich-Ebert, relie la s[alle de] chauffe au Reichstag. Ils se perdent dans d'i[nnom]blables embranchements et culs-de-sac, il le[ur faut] une heure avant de retrouver la sortie.

Le principal couloir du souterrain est re[lié par] un puits d'aération à la loge du concierge. [Le] veilleur de nuit Adermann entend des pas, e[nviron] huit jours avant l'incendie. Il inspecte les entr[ées,] ne trouve rien de suspect. Il inscrit néanmo[ins un] avertissement dans son livre de rapports. L[e chef] de la conciergerie, Scranowitz, transmet à G[...] les observations d'Adermann. Inquiet, il pl[ace en] outre des fils et de petits morceaux de bois a[ux en]trées du souterrain. Le lendemain, les fils sont [...]rés, les morceaux de bois déplacés. Les vi[siteurs] invisibles reviennent les nuits suivantes. La ve[ille de] l'incendie seulement, le dispositif de Scra[nowitz] reste intact.

Lors de sa seconde inspection déjà, Ernst [s'est fait] accompagner par une dizaine de bagarreurs [éprou]vés. Ils appartiennent à un groupe connu sous [l'abré]viation « Z.b.V. » — « pour affectation spécia[le ». Il] s'agit d'entraîner ces gaillards, afin qu'ils ne s[e per]dent pas dans les couloirs durant la nuit d[e ...]

Le liquide incendiaire dont ils se serviront e[st vite] trouvé. C'est Ernst qui le choisit : un méla[nge de] benzène, de phosphore et de sangayol ; [...] sage, ce mélange s'enflamme spontanément a[près un] temps plus ou moins long. L'année précéden[te,] ce mélange avait fait ses preuves. La S.A. l[e je]tait sur les placards publicitaires adverses sa[ns que] les incendiaires fussent jamais attrapés.

Le « terroriste » est trouvé

Le 25 février, tout est prêt : chaque memb[re du] groupe « Z.b.V. » sait ce qu'il a à faire ; le m[élange] incendiaire a été dosé et essayé : il s'enflamm[e au] bout de vingt minutes. La direction de la S[.A. a] reçu de la direction de la police les mand[ats d'ar]restation ; la S.A. a été nommée « police auxi[liaire »] et habilitée à arrêter, perquisitionner, voire [faire] feu. Seul le « terroriste communiste » reste [encore] à trouver.

Il se présentera au dernier moment, co[mme à] point nommé.

Son nom : Marinus Van der Lubbe, vingt-[...] ans.

Fils d'un colporteur, il a été confié par s[a mère] mourante à une demi-sœur qui l'a fait éleve[r reli]gieusement. Il a songé à devenir prêtre. On [en fit] un garçon de courses jusqu'à ce qu'il obtie[nne de] sa sœur le droit de faire son apprentissage de [maçon].

Herculéen, boxeur redoutable, excellent [...] il reçoit un jour de la chaux vive dans les yeu[x :] des éclaboussures de mortier.

A moitié aveugle, il doit abandonner son [métier,] mais sa fougue n'est pas brisée pour autant. I[l va se] consacrer à la lutte révolutionnaire. A dix-neu[f ans,] il avait déjà adhéré aux jeunesses communis[tes. Il] a démissionné, puis il est revenu. Enfin, il a [...] chez les « Rade Kommunisten » ou « comm[unistes des] conseils » de Rotterdam.

Ce groupuscule installé aux Pays-Bas se r[éclame] non du marxisme mais de l'anarchisme. Son [...] « l'action directe » : destruction des mairies, d[es pa]lais, des prisons, des casernes et autres « fort[eresses] du capitalisme ». Les « Rade Kommunisten » [sont] antiparlementaires ; ils combattent les soci[al-dé]mocrates aussi bien que les communistes. Leu[r chef] est l'ancien matelot Sierach, l'un des organis[ateurs] de la mutinerie du croiseur néerlandais « [Zeven] Provincen ».

Marinus a vagabondé à travers l'Europe [...] lorsque, en 1932, il est atteint de tubercul[ose des] yeux. En quittant l'hôpital pendant une ré[mission] de sa maladie, Marinus savait qu'il allait per[dre la] vue, irrémédiablement.

De l'hôpital, Marinus se rend directement ch[ez son] ami Sierach. C'est le jour même où Hitler est n[ommé] chancelier. La plupart des journaux prédise[nt des] troubles révolutionnaires : il est inconcevabl[e que] le puissant mouvement ouvrier allemand a[ccepte] sans réagir un gouvernement Hitler.

Le moment historique de l' « action direc[te » est] venu, prophétise Sierach ; la destruction de[s « for]teresses de la bourgeoisie » allemande va décle[ncher] immanquablement le soulèvement des pro[létaires] d'Allemagne.

Séance tenante, Marinus Van der Lubbe dé[cide de] se rendre en Allemagne, « *dût-il brûler vif d[ans les] flammes de la révolution* ». Le 17 février, il a[rrive] à l'asile de nuit de Glindow, près de Berlin.

NCENDIÉ LE REICHSTAG

e ses hauts faits et ses aventures. Il s'y lie
n homme vêtu d'un manteau noir et de bottes
: Paul Waschinski, qui cherche des « agita-
communistes ».
chinski informe Helldorf, Helldorf informe
els. Goebbels ordonne : « *Ne lâchez Van der*
sous aucun prétexte. » Mais Van der Lubbe
e déçu : les ouvriers se détournent de lui. Le
rier, n'ayant réussi à gagner aucun prolétaire
projets d' « action directe », Van der Lubbe
entrer en Hollande. Il le dit à Waschinski.
inski se moque de lui. Il raconte à Van der
qu'un soulèvement est imminent, qu'un groupe
niste donnera prochainement « *le signal de*
olte ». Si Van der Lubbe en a envie, il peut par-
à l'action, mais il devra au préalable donner
euves de son courage.

Avec les allume-feu,

sûr ! »

der Lubbe achète aussitôt plusieurs paquets
ne-feu ; il en jette dans une baraque, dans la
de l'hôtel de ville, sur le toit du palais im-

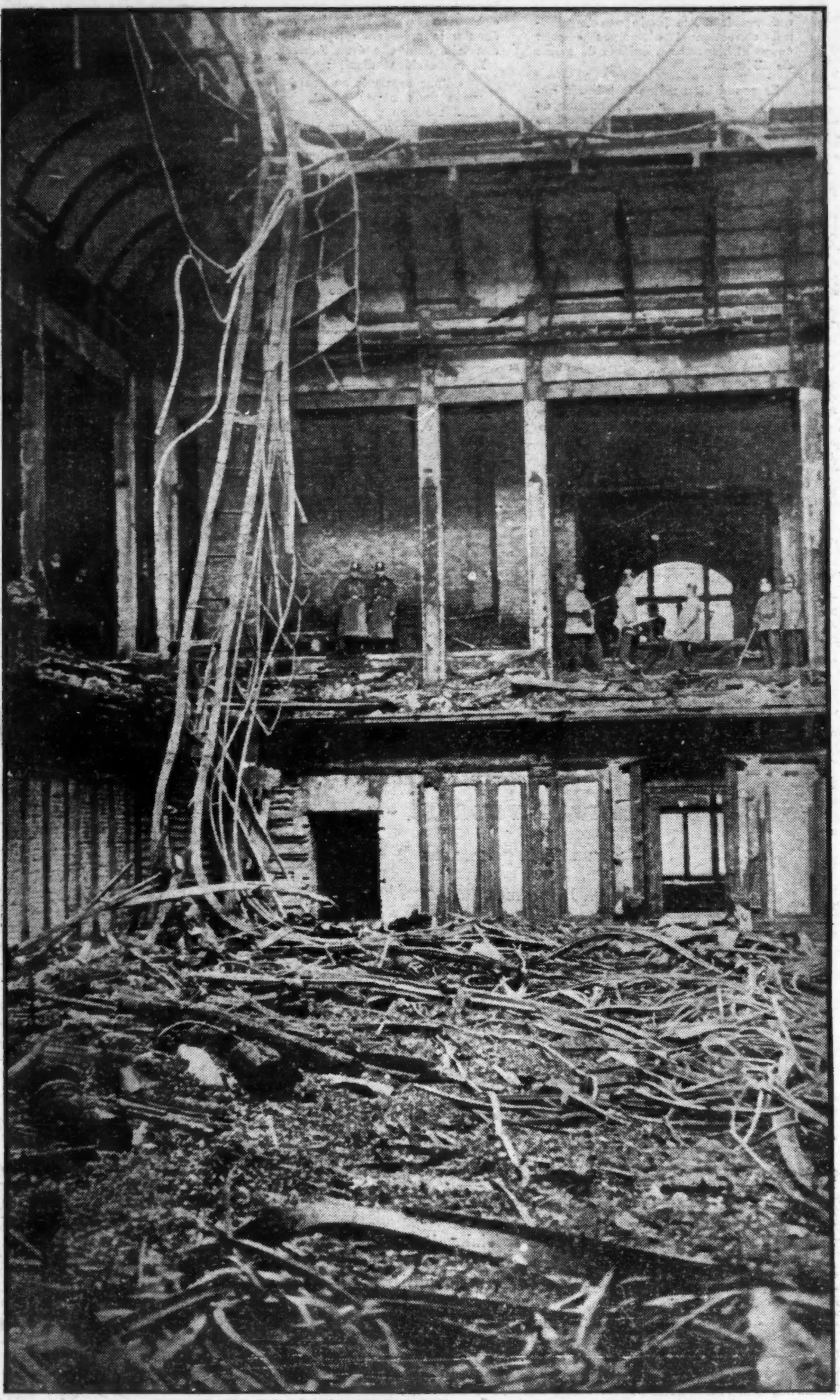
dimanche 26 février, Waschinski raconte à
er Lubbe que le groupe d'action communiste
enthousiasmé par ses actions ; Van der Lubbe
vité à participer, le lendemain, à une entre-
de grande envergure.
di 27 février. Waschinski est convoqué de
heure chez le comte Helldorf qui précise le
d'entreprise dont il s'agit : ce jour-là, à
ures précises, Van der Lubbe doit se glisser
e Reichstag afin d'y allumer un incendie.
« *Au Reichstag ? Un incendie ?* » bégaie
inski abasourdi.
dorf est catégorique : l'acte de Van der Lubbe
artie d'une action de grande envergure. Wa-
i n'a pas à en savoir plus. Sa seule tâche est
rsuader le Hollandais de se glisser dans le
stag, puis d'avertir la police.
« *Par où faut-il entrer dans le Reichstag ?* »
de Waschinski. Helldorf indique le grand es-
d'où l'on peut sans peine atteindre les fenê-
u restaurant.
« *Le plus important, c'est qu'il y entre à*
vingt et une heure précises », répète Helldorf
a troisième fois.
« *Mais avec quoi allumera-t-il un incendie ?* »
de Waschinski.
« *Avec les allume-feu, bien sûr !* hurle Hell-
dorf. *Fais ce que je te dis. C'est un ordre !* »
chinski va retrouver Van der Lubbe et lui ra-
une longue histoire. Le groupe d'action com-
te, dit-il, va se réunir au Reichstag, à 21 heu-
l'incendie donnera au prolétariat allemand le
attendu pour monter sur les barricades et
r Hitler. Leur mission accomplie, les membres
oupe d'action se rendront dans les quartiers
rs de Berlin pour prendre la tête du soulè-
t.
der Lubbe trouve tout cela très naturel. Il
n à perdre. Il est prêt.
lundi 27 au soir, le groupe « Z.b.V. » se ras-
e, vers 20 heures, à la gare de la Friedrich-
. Le liquide incendiaire est déjà entreposé au
dans des bouteilles. Le groupe s'est procuré
s du jardin ; il pourra donc éviter la loge du
rge.

moins de

q minutes

dix membres du groupe « Z.b.V. » traversent
in en silence ; la neige étouffe le bruit de leurs
Ernst en tête, ils se glissent dans la salle de
e. Ils ont quinze minutes d'avance. Il leur
ttendre que tous les députés aient quitté le
nt et que le veilleur de nuit ait accompli sa

h. 40. Ceux qui n'ont pas de semelles en caout-
enlèvent leurs chaussures. Ernst donne le
du départ. Les hommes ont pour consigne
mmer tous ceux qu'ils rencontreraient.
passent la loge du veilleur sans être vus, mon-
uatre à quatre l'escalier qui conduit à la salle
ances. Quand le dernier homme est entré, Ernst
la porte et allume son flambeau. Les hommes
nt le long des travées en vidant leurs bouteilles.
r faut cinq minutes à peine. Rassemblement
de la porte. Retraite.
groupe se retrouve dans le jardin quand Ernst
que qu'un de ses hommes a oublié sa veste
le couloir souterrain. Il n'est pas question
r la chercher : l'incendie va éclater d'un ins-
l'autre, le Hollandais est sans doute déjà entré
l'édifice et la police avertie. Ernst décide de
nir Goering. A aucun prix, la veste ne doit
ouvée par un non-initié. Goering la fera récu-
par un de ses hommes dès son arrivée sur les



LE REICHSTAG EN FLAMMES
Pour faire peur aux bourgeois

(Keystone)

Pendant que le groupe « Z.b.V. » se retire le long des berges de la Sprée et que les hommes jettent leurs bouteilles vides dans la rivière, Van der Lubbe et Waschinski attendent devant le grand escalier du Reichstag.

« *Vas-y !* » souffle Waschinski.

Il est 21 h. 05. Le Hollandais continue à jeter des regards inquiets à la ronde : où sont donc les autres membres du groupe communiste ?

« *Ils sont déjà dans l'immeuble,* dit Waschinski. *Ils sont entrés de l'autre côté.* »

Dix minutes plus tard, Van der Lubbe, haletant, court le long des couloirs du Reichstag en flammes. Le chef de la conciergerie, Scranowitz, et le veilleur de nuit Poechel l'arrêtent : Van der Lubbe est pris en flagrant délit. Il sera exécuté.

Mardi 28 février. Les dirigeants des partis de gauche sont en prison, leurs journaux interdits ; la terreur règne. La presse de droite, intimidée, suit le mouvement.

Le 5 mars, 44 % des électeurs se prononceront pour Hitler. Sur la voie de la violence et de l'arbitraire, seul le premier pas coûte. Il avait été franchi le 27 février 1933.

(*Copyright « L'Express » et « Frankfurter Hefte ».*)

EN JUSTICE

UNE FEMME QUI A FAIT SON POSSIBLE

LA foule s'écoulait en murmurant. Trois ans de prison, ce n'était vraiment pas cher pour le « monstre », pour la « mégère » Simone Imbault qui venait d'être jugée par le tribunal correctionnel d'Etampes « pour coups et blessures à enfants de moins de 15 ans ».

Et quand bien même le tribunal aurait infligé les cinq ans, maximum de la peine, la foule aurait eu la même réaction et le même murmure.

Pourtant, pendant une heure, on venait de la voir, Simone Imbault, en chair et en os, devant ses juges. Il n'y avait rien de particulier dans son physique. Elle aurait tout aussi bien pu se trouver dans la foule et gronder avec elle contre une autre femme accusée des mêmes faits. Dans ce public hostile, il y avait des femmes au front court, aux lèvres serrées, au menton dur, dont on aurait pu dire qu'elles avaient « la tête de l'emploi ».

La question n'était pas là. Simone Imbault avait à jouer son rôle de « bourreau d'enfants ». Elle avait à écouter le président qui lui rappelait des faits dont elle était l'auteur.

Et le président disait :

> « Vous avez pris en nourrice chez vous deux bébés et au bout de huit mois on a retrouvé l'un attaché sur son vase dans les cabinets avec des sillons sanglants et purulents aux poignets et dans un état de maigreur squelettique. L'autre gisait sur un lit au milieu de ses excréments, avec des ecchymoses aux jambes, incapable de faire un mouvement. »

A chacun de ces mots précis et cruels, la foule réagissait, horrifiée, affolée. Mais n'était-ce pas ce qu'elle était venue entendre, ce qu'elle voulait entendre ?

Il était question encore d'une ceinture rouge avec laquelle les petits étaient frappés. Le président parlait également des propres enfants de Simone Imbault, deux garçons de 13 et 7 ans qui, en l'absence de leur mère, gagnant sa vie à faire des ménages, se chargeaient de la discipline à appliquer aux deux nourrissons.

Et la femme se tenait devant les juges sans paraître comprendre. Elle avait des répliques idiotes qu'elle croyait bonnes.

> « J'ai fait mon possible », **disait-elle. Ou encore :** « Les traces de coups ? Je vous le dis, c'est en jouant sous les chaises qu'ils se cognaient. »

Elle parlait de sa gêne, des mensualités que les parents ne payaient pas. Sincèrement, elle pensait ainsi se justifier, ne réalisant pas l'horreur qu'elle inspirait.

Cependant, la question qui domine tout procès, qui s'impose aux juges plus soucieux de prévenir que de punir, n'était pas posée. Pour quelle raison, Simone Imbault avait-elle été cette marâtre ? Quel sentiment l'animait et pourquoi ?

Le procureur, dans son réquisitoire, a dit :

> « Elle doit nous trouver tous un peu extraordinaires de lui reprocher ce que nous lui reprochons. Car pour elle, au fond, c'était chose normale après tant de pratique. »

Il doit y avoir du vrai dans cette réflexion.

Mais on ne tient pas tellement à réfléchir dans les affaires de ce genre.

Pour le public-roi, c'est sûrement le président qui avait raison quand il se laissait aller à dire à Simone Imbault :

> « Il faudrait qu'on puisse vous infliger le même traitement que vous avez infligé. »

J. M. THEOLLEYRE.

"Brummell"

une élégance traditionnelle
adaptée
à vos goûts,
à vos occupations,
à votre budget.

2 FORMULES AU MÊME PRIX :

Pour les hommes pressés,
LE PRÊT A PORTER "Brummell" :
dans un choix permanent
de 5.000 costumes,
vous trouverez exactement le vôtre,
immédiatement prêt à porter
et à emporter.

Pour les plus difficiles,
LA MESURE "Brummell" :
400 conformations,
1.500 coupes de tissus,
des méthodes spéciales d'essayage
et de retouche, vous garantissent
la perfection en 4 jours.
A partir de : 17.500 le costume

"Brummell" au Printemps

L'HOMME DE LA SEMAINE

Fangio, le cagneux

JUAN FANGIO a été enlevé par les rebelles de La Havane. Plus que le nombre des arrestations et des morts, mieux que les proclamations des insurgés, cette nouvelle a attiré l'attention du monde sur la situation politique à Cuba.

C'est d'ailleurs pour cela, et pour cela seulement, que les partisans de Fidel Castro ont retenu prisonnier, pendant 24 heures, le champion du monde. Ils savaient que le nom du coureur automobile suffirait à donner un retentissement sans précédent à leurs revendications.

Et ils ont pris garde de ne pas le maltraiter avant de le relâcher. Cet homme de taille à peine moyenne, au front dégarni, au masque lourd qui, toujours paisible, bedonne agréablement et marche à pas pesants, sans grâce, peut-être parce qu'il a les jambes courtes et cagneuses, cet homme qui jamais ne s'énerve, jamais ne crie et qui parle rarement est l'idole de l'Amérique du Sud.

Un riche bourgeois

Les complets des meilleurs faiseurs n'arrivent pas à déguiser son allure paysanne. Riche bourgeois « installé », il possède deux garages, l'un à Buenos Aires, l'autre à Balcarce, sa ville natale ; le plus grand cinéma de Mar del Plata lui appartient et il est le représentant officiel de Mercédès-Benz pour l'Argentine.

Mais ce riche bourgeois de 47 ans est un fou. Au sommet de la gloire, il continue, parce qu'il est habité par un terrible démon, de risquer sa vie une vingtaine de fois l'an au volant des plus rapides bolides du monde. C'est peut-être parce qu'il a la chance des innocents ou de ces héros couverts de décorations qui reviennent des guerres sans en avoir rien vu. On aimerait le croire et la fable s'en mêlerait. On l'appellerait l'Archange du volant que protège le Dieu des courses. Malheureusement, il n'en est rien...

Fangio n'a pas de chance. Rien que des réflexes un tout petit peu plus rapides que les autres.

Une parmi cent

Voici comment Günther Molter (1) raconte l'une de ses courses. Une parmi cent autres :

« Le 16 janvier (c'était en 1955), dès les premières heures de la journée, la grande fête de l'autodrome de Buenos Aires a attiré la grande foule.

« Le départ est fixé à seize heures. Les appréhensions des hommes de Mercédès se confirment dès le matin. Le thermomètre indique 35° à l'ombre. Le béton des tribunes réverbère une chaleur accablante. La piste est terriblement ensoleillée : 55° au soleil... Pas le moindre coin de fraîcheur. Le pampero qui continue de souffler assèche l'atmosphère. Le degré d'humidité de l'air va rendre la course insupportable pour les coureurs.

« Fangio prend un départ foudroyant, suivi par Gonzalez, Ascari et Stirling Moss. Mais bientôt, il se laisse dépasser par Gonzalez et Ascari. Au troisième tour, la Mercédès de Kling, en franchissant un virage à plus de 180 kilomètres à l'heure, s'accroche et dérape. Kling perd le contrôle de son engin, qui sort de la piste, pulvérise une palissade et ne vient arrêter sa course folle qu'au bord de la dernière barrière de protection du public. La première Mercédès est éliminée !...

« Soudain Ascari perd le contrôle de sa Lancia dans un virage trop serré. Le bolide se lance sur le gazon et défonce une autre palissade. Ascari s'en tire indemne, mais c'est la seconde Lancia qui quitte la course, puisque Villoresi vient d'être également éliminé.

« Les techniciens de chez Lancia, en voulant améliorer la tenue de route de leur voiture, n'ont réussi qu'à la compromettre. Les fameux réservoirs latéraux deviennent gênants à partir d'une certaine vitesse. La position de ces réservoirs ne fait qu'accroître les forces centrifuges qui s'exercent sur la voiture et le moindre dérapage peut se transformer en accident.

« Il ne reste que Gonzalez devant Fangio. Sa voiture tient le coup. Mais lui ne résistera pas à la chaleur : il laisse le volant à Farina qui vient lui-même de céder sa voiture à Maglioli. Depuis son accident de Monza, c'est la première fois qu'on revoit Farina sur la piste. Aussi se lance-t-il à corps perdu dans la bagarre. Ses efforts soulèvent l'enthousiasme de la foule. Les brûlures graves que Farina a subies à Monza sont à peine cicatrisées. On lui a enveloppé la jambe gauche dans un matelas d'ouate qui doit le protéger de la chaleur et on lui a fait deux piqûres de morphine pour l'aider à supporter sa douleur.

Sa jambe grille

« Et Fangio ? Il mène devant Stirling Moss. L'enthousiasme des Argentins éclate. La chaleur, pendant ce temps, continue ses ravages. Stirling Moss, complètement épuisé, doit abandonner. Déjà à l'entraînement, il avait jugé impossible de courir trois heures dans une telle fournaise.

« Après une heure et demie de course, Hans Herrmann passe sa voiture à Kling ; il est à bout de forces et s'écroule dans le box de Mercédès. Fangio est toujours en tête d'un groupe de plus en plus réduit. La chaleur ne l'épargne pas. C'est à peine s'il supporte le souffle brûlant qui s'échappe du moteur et vient lui lécher les pieds. Sa jambe grille ! Il est même sur le point d'abandonner, mais il réussit à surmonter ce calvaire et continue la course en serrant les dents. La nouvelle de la lutte héroïque que livre Fangio contre la chaleur se répand comme une traînée de poudre à travers la ville. Quatre cent mille spectateurs suivent maintenant la ronde solitaire du champion argentin. La chaleur n'est pas seulement un véritable supplice. Elle joue aux pilotes des tours pendables. D'étranges mirages apparaissent dans l'air surchauffé. Les contours des objets deviennent flous. A 180 à l'heure dans un virage, l'image de la route se trouble et il faut de sacrés réflexes pour conserver la maîtrise de sa voiture.

« Fangio réalise le meilleur temps et maintient sa position. Derrière lui, le seul coureur qui n'a pas lâché le volant est l'Argentin Roberto Mieres, roulant sur Maserati. Mais il a un retard de cinq tours sur Fangio.

« Au bout de trois heures d'enfer, Juan-Manuel Fangio remporte le Grand Prix d'Argentine. Il lève les bras pour marquer son triomphe en franchissant la ligne d'arrivée.

« Fangio est noirci de la tête aux pieds par les vapeurs d'huile et les pulvérisations de caoutchouc. Sa chemise est trempée. Il est au bord de la syncope. Il gravit lentement les marches qui conduisent à la loge du président qui doit lui remettre le trophée du vainqueur.

« Le lendemain, Fangio, par acquit de conscience, se présente devant un médecin qui décèle en lui des troubles du cœur et, sur la jambe droite, des brûlures du second degré.

« Fangio se demande comment il a pu tenir...

« *Franchement*, raconte-t-il, *je n'en pouvais plus. L'effort qu'il fallait fournir était vraiment surhumain. C'est la résistance à toute épreuve de ma Mercédès qui m'a sauvé. J'avais imaginé une tactique avant la course. J'estimais que je n'avais aucun intérêt à relever dès le début le défi d'Ascari et de Gonzalez. Je crois qu'il m'aurait été facile de les rattraper. Mais la course étant longue et le risque trop grand, il était bien évident que tous ceux qui prenaient un départ trop rapide n'allaient pas tenir jusqu'au bout. Il fallait garder ses forces en réserve pour la dernière heure et limiter ses efforts au strict nécessaire. La suite de la course devait le confirmer. Vous ne pouvez pas savoir ce qu'a été cette course. J'étais assis dans un brasier. Le volant me brûlait les mains. Certaines parties de la carrosserie étaient chauffées à cent vingt degrés. Je n'ai pu reprendre mon souffle qu'à la mi-course. J'avais Gonzalez à mes trousses, mais j'étais à peu près certain que, malgré tout son courage, il ne tiendrait pas jusqu'à la fin. Il me restait, à moi, suffisamment de forces pour m'échapper, si cela était devenu nécessaire. Heureusement tout s'est bien passé. Quelle course ! Jamais... jamais je ne l'oublierai...* »

JUAN MANUEL FANGIO (Agip)
Pas de chance. Seulement des réflexes

Une Geste de mort

En vingt-cinq ans de courses, les uns après les autres, il a vu mourir ses camarades, ses amis, ses rivaux, ses frères et, entre tous, les meilleurs, les plus habiles, les plus téméraires comme les plus prudents. C'est d'une longue geste de mort et d'héroïsme que pourrait nous parler cet homme taciturne. Une geste dont les preux sont habillés de combinaisons de nylon et chevauchent d'étranges palefrois d'acier.

Il a vu « monter » les nouveaux, affamés de gloire, amoureux des femmes, de la vie et du risque sans lequel, croient-ils, tout cela ne vaut rien : les Stirling Moss, Peter Collins, Musso, Kling, Gonzalez, Hawthorn, etc. Il a tenu entre ses mains d'étrangleur, poussées au bout de bras énormes, les volants de tacots et de merveilles de mécanique. Il a été chef de file des écuries Ferrari, Maserati, Mercédès, Alfa-Roméo. A 47 ans, au volant de n'importe quelle voiture de grande marque, contre n'importe quels rivaux, il reste le numéro 1.

L'Argentine, où l'annonce de son enlèvement, puis de sa libération, a causé plus d'émotion que la chute de Peron ou le résultat des récentes élections, a fait de lui un dieu, mais un dieu familier qu'on appelle « El Chueco » (le cagneux) comme si on voulait par l'ironie du surnom tempérer et « humaniser » l'adoration qu'on lui porte.

A Buenos Aires, l'adresse de son appartement et le numéro de son téléphone sont tenus secrets. Il est question de lui élever une gigantesque statue, de donner son nom à une ville...

« Parce que j'aime ça »

Pourtant, il n'a pas de « biographie ». C'est que Juan-Manuel Fangio n'a ni maîtresses ni divorces sur les bras. Il n'a giflé personne dans une boîte de nuit, il n'a pas épousé d'actrice de cinéma. Il n'a ni colères, ni enthousiasmes, ni haines.

Des humeurs au moins ? Hé non ! Fait-il des « mots » ? Pas le moindre. Jette-t-il les sommes fabuleuses qu'il gagne par les fenêtres ou les amasse-t-il avaricieusement ? Il gère sagement son avoir.

Possède-t-il une demeure princière avec piscine et salons immenses où bâillent des lévriers ? Son père, à 72 ans, est en train de lui construire une « casa » qui ressemblera aux cent maisons qu'il se vante d'avoir construites au cours de sa vie de maçon levé avec l'aube et couché avec le soleil.

De quelle manière court-il ?

« *En freinant le plus tard possible et en accélérant le plus tôt possible* », répond-il.

Pourquoi court-il ? « *Parce que j'aime ça.* » Ses réponses découragent le lyrisme le plus tenté de sourdre. Elles sont plates.

Quel est donc le secret de ce petit homme chauve et gras qui, boudiné dans sa combinaison blanche, s'avance d'un pas tranquille vers un bolide à profil de requin ? On dit que lorsqu'il se carre dans l'étroit habitacle, coiffe son casque à mince visière et rabat ses lunettes, on dit que ses yeux bleus — après qu'il se soit signé furtivement — au premier mugissement du moteur deviennent d'une impitoyable dureté. Pourtant, dit son père : « *C'est un brave garçon.* »

(1) *Fangio*, par Günther Molter, à paraître en avril, aux Editions Gallimard (L'Air du Temps).

Collection Libelles

Qui voudrait détailler ce bijou y découvrirait des perles que Chamfort, Cocteau et Guitry eussent cultivées avec délice.
A. BOSQUET (Combat)

...M. G. Mourgue abonde en idées originales.
J. MARTEAU (Tribune de Genève)

le Vol. 350F

FASQUELLE

AU THÉATRE

THÉATRE EN LONG

par ROBERT KANTERS

ROMANCERO
de Jacques Deval à la Comédie des Champs-Elysées

LA DAME DE TRÈFLE
de Gabriel Arout au Théâtre du Gymnase

LES PIEDS AU MUR
de Jean Guitton au Palais-Royal

LA semaine commençait bien : lundi soir dans le salon d'une maison de passe très élégante, mardi dans la chambre d'une fille galante de bas étage. C'est le Palais-Royal, contre toute attente et contre toute tradition, qui a interrompu la série en nous offrant un vaudeville sans lit.

D'ailleurs n'en tirez point de conclusion hâtive : avec son « Romancero », M. Jacques Deval met au point une formule nouvelle où l'on couche les corps pour mieux élever les esprits. Il a eu l'idée, puisque le prêtre et la prostituée sont deux personnages qui font recette, de les réunir dans la même comédie, comme les cinémas qui annoncent deux grands films au même programme.

En 1920 donc, un prêtre basque, Miguel Ibarra, vicaire de la paroisse dont dépend le quartier réservé de Panama, se met dans la tête d'amener au confessionnal et au repentir sa payse Rolande Ustarritz. Elle l'injurie, le repousse, veut le renvoyer. Mais il s'incruste, paie pendant trois jours et trois nuits les heures de la fille au tarif normal pour n'avoir pas à déloger. Elle finit par lui jeter un défi : qu'il passe une nuit avec elle, peau contre peau, et s'il résiste à la tentation, elle se confessera et lui obéira. Et le rideau tombe au moment où le prêtre tombe la soutane.

Bien entendu, insensible à la douceur d'être dans les bras d'une personne du sexe qu'on n'a pas, le saint homme se relève — vainqueur. Mais il a scandalisé son évêque en même temps qu'il édifiait la pécheresse. On l'enferme dans un couvent, elle plaide pour lui, elle a la joie de le voir revenir au moment où elle boucle ses valises pour retourner au pays Basque. Et le rideau tombe cette fois au moment où récitant son confiteor, elle invoque saint Michel Archange en regardant dévotieusement le père Michel. C'est Marie-Madeleine galante.

Plus équivoque que scandaleux

M. Jacques Deval est un homme adroit et audacieux. Après tout, il est, avec Bertolt Brecht, le seul grand auteur européen que Kurt Weil ait jugé digne de sa collaboration et Mlle Nicole Courcel nous le rappelle en fredonnant avec quinze ans d'avance la chanson du « Roi d'Aquitaine ».

Quand M. Deval est adroit, il cuisine comme personne la comédie de boulevard, de « Mademoiselle » à « La Prétentaine ». Quand il est audacieux, il déroute son public en traitant des sujets insolites.

« Romancero », cela pouvait être bête et édifiant comme du Graham Greene (mais chez Graham Greene, le prêtre aurait fauté et cela aurait provoqué une grande explosion de grâces, des miracles, des apparitions et peut-être même la consécration du canal de Panama à la sainte Vierge). Malheureusement, quand il est audacieux, M. Deval est rarement adroit et sur un sujet équivoque plus encore que scandaleux, il me paraît avoir fait une comédie qui navigue petitement entre les eaux bénites et les eaux de bidet, trop immobile pendant la première partie, trop prévue dans la seconde. Mlle Nicole Courcel n'en a que plus de mérite de faire une très remarquable création et M. Michel Piccoli de s'en tirer au mieux.

Jeu de cartes, jeu de dames, jeu d'échecs, M. Arout, qui aime inventer des jeux, les brouille volontairement dans cette « Dame de Trèfle ». Un homme qui aime une femme honnête rencontre son sosie exact dans une maison de passe. Son sosie ? ou elle-même ? Il fait la navette pour procéder à d'impossibles vérifications, mais il n'arrivera pas à séparer par le milieu les deux moitiés de sa dame de cœur.

Dialogue précis, pièce intelligente et serrée, d'un déroulement un peu mécanique, fort bien jouée par Mme Lucienne Bogaert en maquerelle, Mme Madeleine Robinson dans le double rôle, et M. Michel Vitold qui arrive lui aussi par sa force, sa variété à se dédoubler. Avec la reprise récente du « Bal du lieutenant Helt », celle-ci montre que l'on peut faire confiance à M. Gabriel Arout : mais alors pourquoi des reprises, pourquoi ne pas jouer une pièce nouvelle ?

On en manque et ce n'est pas la dernière œuvre de M. Jean Guitton qui remplira le vide. C'est un vaudeville dont le ressort est l'amnésie réelle ou simulée, successive ou simultanée de deux époux, et tout roule autour d'une histoire de 4 millions perdus dans un taxi. Une bénigne loufoquerie ne compense guère la faiblesse du dessin et des situations ni l'absence du gras et gros comique qui a fait la gloire et la fortune du Palais-Royal-Jean-de-Létraz. On doit les meilleurs moments de la soirée à Mlle Jacqueline Gauthier et à un comique que l'on aimerait voir aussi ailleurs, M. Jean Jacques.

AU CINÉMA

DEUX VIEUX RENARDS D'AMÉRIQUE

par DENIS VINCENT

TÉMOIN A CHARGE
Un film de Billy Wilder (Normandie, Rex)

LA BLONDE ET LA ROUSSE
Un film de George Sidney (Ermitage, Max-Linder et Images)

COUSUS de fil blanc, les films de Billy Wilder ? Oui, mais cousus main. Le réalisateur de « Vacances Romaines » est l'un de ces vieux renards d'Europe Centrale qui ont saupoudré le cinéma américain de leur aimable cynisme.

Tous les trucs, il les connaît. Toutes les ficelles, il sait les tirer.

Aussi sera-t-on surpris que, dans « Témoin à charge » il semble ignorer une vieille loi dramatique selon laquelle le public doit être mis dans la confidence pour apprécier une situation, et non en être dupe.

Trois films en un

C'est que, en vérité, il a voulu traiter deux films en un. Le premier conte l'histoire d'un grand avocat d'assises, cardiaque, auquel Billy Wilder a donné la tête de Churchill et sa propre verve. Personnage relativement neuf à l'écran, joué par Charles Laughton comme on ne joue plus la comédie depuis cinquante ans, mais savoureux et bien observé dans son mélange de ruse, de cabotinage et de passion professionnelle.

Comment un tel avocat s'empare d'une cause perdue, la gagne et s'aperçoit qu'il a fait acquitter un assassin, voilà un film.

Comment l'accusé, jeune Anglais joli comme Tyrone Power, abuse des dames et des faiblesses qu'elles ont pour lui, et mystifie le fameux avocat, voilà un autre film.

Mais pour imbriquer ces deux actions, Billy Wilder use d'un procédé factice de narration entrecoupé de retours en arrière qui stérilise l'intérêt jusqu'à ce qu'une succession de coups de théâtre assénés en trente secondes sur la tête du spectateur le réveille.

La maladresse, lorsqu'elle se double de fraîcheur ou d'audace, est souvent sympathique. Ici, elle est offensante parce que chaque détail, chaque personnage épisodique est un monument de convention.

Au hasard de ce récit verbeux, une scène excellente : celle où Tyrone Power, soldat anglais qui fait de l'occupation dans l'Allemagne en ruine, échange avec Marlène Dietrich, chanteuse de beuglant, chacune de ses boîtes de conserve contre un baiser.

Un troisième film, celui-là. Le meilleur. Hélas, le plus bref.

Billy Wilder emprunte en outre à la plus vieille technique du champ et contre-champ pour traiter d'interminables dialogues. L'éclairage délicat du visage de Marlène Dietrich le contraint à paralyser sa caméra en plan fixe, soit.

Grâce à quoi elle n'a pas de rides. Mais c'est le film qui en a.

L'idole repêchée

Celles de Rita Hayworth sont plus cruellement mais plus judicieusement traitées par George Sidney dans « La Blonde et la Rousse », spectacle allègre et bariolé, spectacle nocturne éclairé au néon des enseignes lumineuses.

Elle est Rita Hayworth dans le rôle de Rita Hayworth, ancienne danseuse enrichie on devine bien comme, amoureuse fatiguée mais encore désirable et sachant comme personne dénuder sa peau de rousse d'un long gant blanc.

La voilà face à Frank Sinatra, interprétant une fois de plus le rôle de Frank Sinatra, l'homme dont la voix d'or s'est cassée, attaquée par la drogue, minée par le bourbon.

Féroce Hollywood, Habile Hollywood qui a repêché son idole brisée, et qui en fait maintenant, dans ce rôle de Pal Joey, un grand comédien sous les oripeaux de sa propre déchéance.

Un véritable séducteur, ce Pal Joey. Latin petit, étriqué, égoïste, désabusé, vulgaire, régnant, dans un pauvre cabaret, sur une troupe de girls folles de lui. Un qui sait comment on parle aux créatures du sexe. Pour l'ancienne belle cousue de dollars, c'est l'insulte, dont elle se délecte lorsque la voix d'or la profère en forme de lyrics.

Et, bien entendu, misogyne. Il les déteste toutes, ces encombrantes, sauf la prude Kim Novak, la blonde de l'affaire, petite bourgeoise réservée montée à la grand'ville.

Mais Pal Joey n'a pas de temps à perdre avec les pécores. L'important est que la riche rousse trébuche dans ses bras et avec elle ses beaux dollars superflus.

Scénario presque audacieux (Sinatra et Hayworth ne s'encombrent d'aucune licence de mariage) jusqu'à ce que l'inévitable arrive, et que la blondeur pauvre triomphe de la rousseur riche. Parce qu'il ne faut pas désespérer San Francisco.

La foule des Champs-Elysées, saturée de fausses « séries noires » françaises et qui plonge dans cet exotisme familier pour cinq cents francs, pour deux heures, pour oublier, n'est pas volée.

CENSURE

Atteinte aux bonnes mœurs ...ou au gouvernement

« A*PRES deux mois... enfin libéré par la censure...* », ce bandeau qui accompagne les affiches et les placards publicitaires d'un film par ailleurs médiocre, « La bonne tisane », et « *interdit aux moins de* 16 *ans* », a eu des résultats immédiats ; au cours de la première après-midi où le film a été projeté dans une salle des Champs-Elysées, 3.500 entrées ont été enregistrées. Autant que pour les super-productions à grandes vedettes lancées par une campagne publicitaire préparatoire.

La notion de « censure » exerce en effet un attrait assez vif sur le public. Il ne s'agissait ici que de quelques phrases jugées désobligeantes par le ministère de la Santé publique, à l'égard du personnel hospitalier. Mais le mot magique a opéré. Il opère, en France, toujours à tort.

La commission composée de vingt membres — dix représentant chacun un ministère, un représentant des familles, huit représentants de la profession et un représentant de la pensée française (?), M. Pierre Descaves, qui se fait lui-même représenter en séance par M. Etienne Grill — a vu cette année 588 films.

Coupures sans gravité

Elle n'en a interdit aucun. Elle a exigé des coupures sans gravité dans six films (dont « Dieu créa la femme ») et elle a interdit aux moins de 16 ans seize films étrangers et treize films français. Cette interdiction entraine généralement une baisse de recettes assez sensible (30 à 40 %), les salles de province qui changent de programme deux fois par semaine s'abstiennent de les projeter pendant le week-end. Or c'est entre le samedi et le dimanche que s'effectuent les plus grosses rentrées.

Elle vient de frapper — mesure assez singulière — « Pépé le Moko », film exploité librement depuis plus de vingt ans, et pour lequel une prolongation d'exploitation avait été demandée.

Quels sont les critères auxquels se réfèrent les censeurs ? « *Atteinte aux bonnes mœurs ou au salut public* ». L'interprétation est donc aussi large que variable.

L'autocensure

Beaucoup plus graves que les effets de la censure sont les effets de l'autocensure que s'infligent les producteurs.

Le prix de revient d'un film moyen, qui était en 1956 de 130 millions, est aujourd'hui de 157 millions.

Avant d'investir de tels capitaux, il est naturel qu'un producteur cherche l'assurance que son film sera librement exploité.

Faute de critère précis, il ne peut puiser cette assurance qu'en se gardant soigneusement d'effleurer tout sujet susceptible de déplaire aux représentants d'une commission de censure d'essence purement gouvernementale.

Sont donc tabous : le système en place, tous les vices fondamentaux de la société, le racisme, la prévarication, la politique, l'armée, la justice, la police.

André Cayatte a dû renoncer à tourner « L'Affaire Seznec ». Clouzot a enterré un admirable scénario sur l'Indochine et un film sur la Tunisie.

L'affaire Dreyfus a été tournée en Belgique par des Américains, etc. Personne n'a voulu engager des capitaux français dans ces entreprises « amicalement déconseillées » par le gouvernement du moment qui dispose d'ailleurs de moyens de pression efficaces : le refus d'autoriser les prises de vues dans ou devant tel ou tel bâtiment officiel, par exemple.

Le système américain

On peut discuter à l'infini de la nécessité d'appliquer une censure à un moyen d'expression qui atteint de si larges audiences. Mais si on admet le principe, il faut reconnaître que la méthode américaine est à la fois plus cohérente et moins stérilisante.

Une organisation privée a édifié un cadre précis auquel se soumettent, d'un commun accord, tous les producteurs. Les interdits sont d'ordre purement moral. Le crime doit être puni et l'adultère n'existe pas. Mais, hors ces concessions au puritanisme, tout réalisateur américain est libre d'exposer avec violence ce qu'il pense des problèmes nationaux et des vices

de la société. Alors qu'il n'est simplement pas imaginable en France de mettre en chantier des films tels que « Le Pont de la rivière Kwaï », « Un homme dans la foule », « Gentlemen's Agreement », « Le Grand Chantage », « Sur les docks » ou « Tant qu'il y aura des hommes ».

D'autant moins imaginable que tel film entrepris sous tel gouvernement sera terminé sous un autre et que les assurances, l'appui donné par tel ou tel ministre sera sans effet au moment opportun.

Le résultat est que, depuis 1951, la France n'a pas produit un seul film qui sorte du cadre du divertissement et que, en revanche, les mauvais garçons et les prostituées, qui ne risquent pas de mettre en cause les institutions en place, sont devenus les interprètes officiels de l'esprit français à l'étranger.

A cette autocensure s'ajoute le respect obligatoire des censures étrangères pour les films réalisés en coproduction.

« Les songes dans le tiroir », film de Castellani présenté à Venise avec une fin pessimiste, ne pourra être exploité en Italie qu'avec une autre fin, optimiste.

L'avenir du film européen est sombre si l'on songe que le marché commun du cinéma, qui va grouper les efforts financiers de plusieurs pays, groupera également les effets de diverses censures nationales.

RITA HAYWORTH — KIM NOVAK

Pour 500 francs et pour deux heures

VARIÉTÉS

La complainte du P3

JEAN YANNE qui chante actuellement à la « Fontaine des Quatre Saisons » a une devise. « *Il veut réconcilier le clergé et la classe ouvrière.* » Il est l'auteur de couplets résolument anticléricaux et irrésistiblement drôles qu'il interprète en s'accompagnant à l'harmonium.

Il a reçu, il y a quelques jours, une lettre de la S.A.C.E.M. (Société des auteurs et compositeurs de musique) ainsi conçue :

« *Monsieur, dans votre chanson* « La complainte du P3 » (1) (le P3 étant un ouvrier spécialisé), *les quatre premières mesures sont de Grieg, les quatre suivantes de Kurt Weil, les quatre suivantes sont de Gounod, et les quatre dernières sont dans le domaine public puisqu'elles sont extraites d'un cantique.* »

Or il y a plagiat lorsque quatre mesures au moins sont empruntées à une autre œuvre.

Jean Yanne a donc dûment examiné sa chanson note par note. Voici ses conclusions :

1° Les deux premières mesures de sa complainte sont les mêmes que les deux premières de la « Danse d'Anitra », de Grieg, deux, pas quatre. Il n'y a donc pas plagiat.

2° Il n'a pas réussi à trouver quatre mesures qui aient des sœurs jumelles dans « l'Opéra de quat'sous ».

3° Quant à Gounod, dont il avait, paraît-il, plagié l' « Ave Maria », son ami Jean Bertola lui a prouvé, partition en main, que Gounod lui-même avait complètement démarqué le premier prélude du « Clavecin bien tempéré » de Bach pour servir d'accompagnement à son « Ave Maria ».

Et Jean Yanne, rassuré, s'apprête à répondre à la S.A.C.E.M. qu'il est prêt à payer sa dîme aux nombreux héritiers de Gounod si ceux-ci à leur tour consentent à verser au domaine public la redevance exigible pour démarquage d'un compositeur, mon Dieu, assez connu : un certain Jean-Sébastien Bach.

(1) Le refrain commence par « Avec Maria... on a dansé la java ».

MUSIQUE

La semaine

● DIMANCHE dernier, le nom de Brahms figurait au programme des quatre associations symphoniques parisiennes. Au Conservatoire, sous la direction du chef roumain Constantin Silvestri, c'était la « Première Symphonie ». Les trois autres orchestres finissaient tous leurs séances avec la deuxième.

Les associations devraient essayer de réaliser un minimum d'entente entre elles, afin d'éviter ce genre de recoupements, qui leur sont préjudiciables autant qu'au public.

● Chez Lamoureux, Ferenc Fricsay a dirigé l' « Héroïque » de Beethoven, symphonie rabâchée s'il en fut. Mais il lui a donné une vie d'une intensité extraordinaire ; il a su clarifier sa complexe architecture ; il en a montré le caractère révolutionnaire, sur le plan de l'esprit comme sur celui de l'écriture musicale. Ce fut une grande leçon.

● L'Orchestre National de la Radio a joué la « Deuxième Symphonie » de Gustav Mahler, sous la direction de Carl Schuricht. L'œuvre dure une heure vingt-cinq minutes ; c'est un mélange irritant d'élans sublimes et d'insupportables trivialités. Né en 1860, mort en 1911, postromantique inégal et tourmenté, Mahler a démontré, par la plupart de ses œuvres, démesurées, excessives, que la musique devait absolument prendre une autre voie. Ce fut, de son vivant encore, celle de Schœnberg et de Debussy, qui réintroduisirent dans la musique la concentration et la pudeur. Ce concert est retransmis jeudi 27, à 20 h., sur France III.

● A Berlin, dix-sept rappels ont salué l'exécution de la symphonie « Turangalila » de Messiaen. A Paris, Walter Goehr a mis l' « Ascension », du même, au programme de son concert chez Pasdeloup. Mais à quand la « Turangalila » à Paris ?

ANTOINE GOLEA.

SCULPTURE

« L'école de la rue des Beaux-Arts »

LA sculpture, dont la vogue en Angleterre et dans quelques autres pays est aussi grande que celle de la peinture, est-elle en train de s'imposer à Paris ?

Une galerie de la rue des Beaux-Arts (1) organise une exposition d'une centaine de « petits formats » dus à un même nombre de sculpteurs appartenant à toutes les tendances « modernes ». Laurens, Giacometti ou Moore y voisinent avec leurs cadets : Penalba, Cesar ou Chavignier.

Fort intelligemment présenté, l'ensemble ne révèle pas seulement une bonne cinquantaine de talents trop peu connus. Il témoigne aussi d'une remarquable unité dans la diversité et l'on est presque tenté de considérer cette exposition comme la première manifestation d'une « Ecole de la rue des Beaux-Arts » qui marquerait la renaissance d'un art.

Noor-Zadé Brenner

C'est également sous le signe d'une telle renaissance que la foule des grands jours s'est retrouvée, vendredi dernier, à la Galerie Drouant (2), autour des statues de Noor-Zadé Brenner, pour la première fois exposées à Paris.

Elève de Despiau et de Zadkine, cette jeune femme doit peut-être à ses lointains ancêtres iraniens un sens tout particulier de la grâce et de la volupté qu'elle a le secret de communiquer aux formes élancées qui naissent de ses mains.

Elle peut « instantanéiser » le mouvement d'une femme ou d'un acrobate sans tomber dans l'anecdote ou le maniérisme. C'est là un tour de force qui permet d'ores et déjà de compter Noor-Zadé Brenner parmi les sculpteurs dont on parlera.

(1) Galerie Claude Bernard.

(2) 52, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

PEINTURE

Robert Tatin, un nouveau naïf

NAIFS ni plus ni moins que d'autres, de petits personnages racontent des histoires fantasques en s'or- →

Galerie DROUANT-DAVID
52, rue du Faubourg-Saint-Honoré
NOOR-ZADE BRENER
SCULPTURES
Jusqu'au 8 mars

PRO ARTE
8, rue de Miromesnil
HARBURGER

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau - LAB. 57-35
F. LÉGER
Dessins et gouaches 1909-1955

MARLÈNE GLASER — RAYMOND CORDIER
27, rue Guénégaud - 6e
présentent l'œuvre de
NICOLAS IONESCO
du 14 février au 14 mars

J. LE CHAPELIN, 71, Fg-St-Honoré. Bal. 77.33
BLASCO FERRER
Sculptures et dessins
Jusqu'au 13 mars

Galerie André WEIL
26, avenue Matignon
LANDVER
Du 1er au 14 mars

CALENDRIER DES GALERIES D'ARTS

GALERIE MAEGHT
BRAQUE, MATISSE, CHAGALL, KANDINSKY, MIRO, GIACOMETTI, CALDER, BAZAINE, TAL COAT, UBAC, PALAZUELO, CHILLIDA

Galerie J. BUCHER, 9 ter, bd Montparnasse, NICOLAS DE STAEL, Dessins.

Galerie ROR VOLMAR, 34, avenue Matignon (ELY. 47-74). CESAR BOLLETTI. Du 3 au 17 mars.

Galerie BERRI-LARDY et Cie, 4, rue des Beaux-Arts-6e, ODE. 52-19. MOULY, HILAIRE, BURTIN, VILLON, UTRILLO, MARCOUSSIS.

Galerie Gérard MOURGUE, 9, avenue de l'Opéra (OPE. 52-07). ARGOV, jusqu'au 14 mars.

Galerie TEDESCO
21, avenue de Friedland
Irène MARIE, du 28 février au 14 mars

→

donnant sur la toile suivant une composition capricieuse mais toujours équilibrée (1).

Robert Tatin, qui les a peints et mis en place, nous vient de la Mayenne, patrie d'Alfred Jarry et — semble-t-il — terre d'élection des « naïfs », puisqu'elle a vu naître le douanier Rousseau et, plus près de nous, Lefranc.

C'est entre ce dernier, qui représente le pôle « objectif » de la peinture naïve, et Caillaud, qui en représente le pôle « poétique », qu'il faut situer — en bonne place — Robert Tatin.

J.-F. C.

(1) Galerie A.G., 30, rue de l'Université.

U[T] B[N] U[P]

URSULINES, 10, r. Ursulines - ODE. 39-19
de IMRE FEHER (en v. o.)
UN AMOUR DU DIMANCHE
« ...Un film d'une sensibilité et d'une délicatesse exquises... »

AGRICULTEURS, 8, r.d'Athènes. Tri.96.48
TORO
Version originale - Commentaire français

STUDIO 43
43, Faubourg-Montmartre - PRO. 63-40
Pour la dernière fois en France, un film anglais de RENE CLAIR
v. o. FANTOME A VENDRE

LOUEZ VOS PLACES aux Agences LA MADELEINE
14, Bd DE LA MADELEINE - OPÉ. 97-93
34, Av. des Champs-Elysées - ELY. 78-62
14, Bd Beaumarchais - ROQ. 00-92
16, Avenue de l'Opéra - RIC. 56-65

CONCERTS

GAVEAU Samedi 1er mars 17 h. 30 (Kiesgen) — « DOMAINE MUSICAL » Paz - Matsudaira Varese - Boulez Dir. : Pierre BOULEZ

GAVEAU Vendredi 7 mars 21 heures (Kiesgen) — JEANNE HÉRICARD Weber, Wolf, Webern, Roussel, Honegger, Milhaud, Strawinsky

Cabarets Dancings

A LA ROMANCE Attract. sud-américaines — 11, rue Monsieur-le-Prince HELIO MOTTA

CLUB CH. ELYSEES Orch. Oscar CALLE et MAC KAC
T. l. j. thé dans. Soir. mercr., jeudi, vend., sam. dim.

Le Rêve 3, bd Poissonnière - Air conditionné 3 GRANDS ORCHESTRES

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO — UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE 21 h. DINER DANSANT 23 h. LA REVUE "PRESTIGE" de P. Louis-Guérin & Frédéy

L'EMBARRAS DU CHOIX

GALINA OULANOVA DANS « LA MORT DU CYGNE »
Le cinéma n'est ici que témoin

Les nouveaux spectacles.

THEATRE

ROMANCERO (*voir la critique de* Robert Kanters).

LES PIEDS AU MUR (*voir la critique de* Robert Kanters).

LA DAME DE TRÈFLE (*voir la critique de* Robert Kanters).

LE MAITRE DE SANTIAGO, d'Henry de Montherlant : noblement écrite, truffée d'anecdotes et de maximes qui invitent à la grandeur d'âme, un peu trop immobile d'une immobilité en quelque sorte pré-académique, la pièce de M. de Montherlant est tout à fait à sa place au Français où Voltaire a connu ses triomphes d'auteur dramatique avec des tragédies qui avaient les mêmes qualités et les mêmes défauts. M. Henri Rollan retrouve un de ses meilleurs rôles et l'approfondit, le fouille encore davantage. Mlle Renée Faure n'est pas encore tout à fait à l'aise. La soirée est complétée par une déplorable présentation du « Carrosse du Saint-Sacrement » avec M. Aimé Clariond qui charge et qui truque, et Mme Lise Delamare qui n'est pas du tout, mais du tout, à son affaire en Périchole. (*Comédie-Française, salle Richelieu.*)

CINEMA

TÉMOIN A CHARGE (*voir la critique de* Denis Vincent).

LA BLONDE ET LA ROUSSE (*voir la critique de* Denis Vincent).

LA BONNE TISANE : un coup de 6,35, un cataplasme, un truand, une infirmière. Hervé Bromberger pense donner à la série noire ses lettres de noblesse en adjoignant au hold-up un édifiant documentaire style « Hommes en blanc ».

Mélange de genres, comme les dix-huit plantes du Thé des Familles, cette bonne tisane n'a pas un goût très défini et le poivre dont on l'a saupoudrée est éventé depuis longtemps.

Quand enfin, aboutissement naturel d'un scénario mécanique, le truand moribond rencontrera l'infirmière, seul le fou-rire du public n'aura pas été prévu (*Marignan, Français*).

TRAIN D'ENFER : les motocyclistes de « L'Equipée sauvage » ont vieilli. Sous la direction du metteur en scène anglais Raben Endfield, ils conduisent maintenant des dix tonnes et se battent pour de l'argent. Western en camion, palpitant sur les routes étroites où l'on ne va jamais assez vite ; dénonciation d'un racket odieux dans ce garage où la vie d'un homme est un placement.

Mastodontes traités comme des Bugatti, le cœur se serre à chaque croisement. Camionneurs traités comme des forçats, l'angoisse dépasse le cadre du suspense. Sans être absolument original (il y a là-dedans du « Salaire de la peur » et du « Sur les quais »), « Train d'enfer » est un film habile (*Marbeuf, Cinémonde Opéra*).

BALLETS BOLCHOI : les Français qui furent privés des représentations des ballets Bolchoï à l'Opéra pour raison politique pourront, cette semaine, grâce à la passion des balletomanes anglais, trouver quelque dédommagement au cinéma Plaza.

Filmées pendant le spectacle à Covent Garden, les éblouissantes performances des danseurs russes constituent un instructif et séduisant document. La caméra qui réduit habituellement la danse classique à une froide exhibition linéaire est, cette fois, emportée par tant de fougue et tant de grâce.

Il faut voir cette « Nuit de Walpurgis » dont les figures sur fond noir de la troupe au complet ressemblent aux enfers de Jérôme Bosch. Il faut voir enfin, ne serait-ce qu'au cinéma, Galina Oulanova, fluide et palpitante, danser « La mort du cygne » ; Oulanova, au visage plus très jeune, à la taille plus très fine, mais translucide archétype de ballerine. Le cinéma n'est ici que témoin, machine neutre et sans personnalité, mais utile et fidèle.

VARIETES

CHIPOLATA 58 : Francis Blanche et Pierre Dac n'ont réservé à cette revue que les soubresauts d'une verve épuisée par deux brillantes revues à l'Amiral et leurs petites saucisses sont plutôt de grosses Francfort. Les sketches s'étirent en longueur, et quelques calembours ne nourrissent pas une soirée. D'autant qu'en première partie Bruno Coquatrix a choisi de se servir de la Comédie-Caumartin comme d'un banc d'essai pour l'Olympia.

Des débutants, pas toujours prometteurs, font leurs premières armes, mais c'est aussi prendre le public pour cobaye. Rôle sans agrément. (*Comédie Caumartin.*)

Si vous ne les avez pas encore vus.

THEATRE

CE SOIR ON IMPROVISE : Pirandello en quête de Pirandello (*Athénée*).

CALIGULA : l'absurde poussé jusqu'au suicide (*Nouveau Théâtre de Paris*).

LA PETITE FEMME DE LOTH : les petits « mots » de Tristan Bernard (*La Bruyère*).

LA VIE ET LA MORT DU ROI JEAN : un western historique de Shakespeare (*Théâtre de Ménilmontant*).

CRÉANCIERS : Strindberg règle des comptes de ménage (*Nouveau Théâtre de Poche*).

LE JOURNAL D'ANNE FRANK : le document poignant laissé par une petite fille (*Montparnasse*).

ROMANOFF ET JULIETTE : les amants de Vérone sur le mode badin de la coexistence (*Marigny*).

MISÈRE ET NOBLESSE : Commedia dell' Arte par la compagnie Jacques Fabbri (*Renaissance*).

GEORGE DANDIN : Molière vivant (comme au festival de Sarlat) (*Studio des Champs-Elysées*).

OURAGAN SUR LE CAINE : les militaires ont des cas de conscience (*Théâtre en rond*).

DANSE

ROLAND PETIT ET ZIZI JEANMAIRE : un pas de deux entièrement réussi (*Alhambra*)

CINEMA

MAIGRET TEND UN PIÈGE : Simenon bien servi (*Paris, Wepler, Berlitz*).

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI : l'absurdité de la guerre dans un chef-d'œuvre (*Monte-Carlo*).

LA DAME DE SHANGAI : avec Rita Hayworth et Orson Welles (*Studio Bertrand*).

STELLA : une Antigone des faubourgs d'Athènes (*Cinéma d'essai Caumartin*).

ASCENSEUR POUR L'ECHAFAUD : l'influence Bresson-Hitchcock sur un crime presque parfait (*Colisée, Marivaux*).

GARBO : belle : « Anna Karénine » (*Noctambules*) ; drôle : « Grand Hôtel » (*Cinéma des Champs-Elysées*).

LE TROISIÈME HOMME : Orson Welles traqué dans les rues de Vienne (*Actua Champo*).

LE 41e : l'amour et la révolution russe (*Monge*).

ECRIT SUR DU VENT : une délirante fureur de vivre (*Pagode*).

GERVAISE : Zola, René Clément, Maria Schell (*Taine Palace*).

QUAI DES BRUMES : Gabin et Morgan dirigés par le meilleur Carné (*Ranelagh*).

CLASSIQUES

Trois pianistes

EXPERIENCE à tenter : écouter, coup sur coup, des interprètes — des pianistes, par exemple — qui jouent, non pas la même composition, mais des ouvrages où la personnalité de chacun apparaît avec le plus de netteté, et en quelque sorte *explique* celle des autres.

Lipatti

Voici, pour commencer, un album dont l'histoire est dramatique. Le 6 septembre 1950, Lipatti se fit entendre au Festival de Besançon : ce fut son dernier récital. Effectués sur place, gravés avec un soin de tous les instants, les deux enregistrements de cet album sauvegardent entièrement l'atmosphère du concert et, avant tout, la lumineuse pureté de l'interprétation ; l'essentiel de Bach (*Partita en si bémol*), de Mozart (*Sonate en la mineur*), de Schubert (*Deux Impromptus op. 90*) nous est communiqué à la pointe extrême de la concentration.

Le concert prit fin sur les valses de Chopin ; treize au lieu de quatorze, la force ayant manqué à Lipatti, qui ne se maintenait qu'à force de piqûres, pour terminer le récital. Leur rayonnement est pourtant inoubliable ; c'est la musique même *devenue piano*. (Dernier récital : 2 d. 30 cm, 33 t. FCX 698/9 *Columbia*.)

Cziffra

Chez Cziffra, c'est le piano qui se transforme en musique. En celle de Liszt, tout d'abord. Pour le vertueux Mendelssohn, celle-ci était « *un mélange de scandale et d'apothéose* » ; beaucoup de nos mélomanes n'y voient guère plus que le scandale ; mais celui-ci n'est pas toujours là où l'on pense. Même les pièces les plus extérieures de Liszt — *Rapsodie espagnole, Danse des Lutins, Grand Galop chromatique* — ne sont pas indifférentes grâce à l'intense exaltation, amie du risque, qui les anime, et Cziffra est bien l'homme de cette ivresse lucide des doigts sur les touches.

L'enregistrement (qui inclut aussi des œuvres importantes, comme la *Méphisto-Valse, Jeux d'eau à la Villa d'Este*) fait ressortir à merveille les caractéristiques de son jeu. On pense à Horowitz, non pas à cause de telle ou telle réaction commune, mais parce que, à ce degré, la virtuosité devient un événement important. (1 d. 30 cm, 33 t. FALP 478 *V.S.M.*)

Solchany

Cziffra et Lipatti sont les deux pôles d'un axe. Sur cet axe même plaçons Georges Solchany. Il n'atteint pas encore à l'équilibre parfait entre ce qu'il veut et ce qu'il peut. Mais il me semble nécessaire d'attirer l'attention sur la gravité, le respect, la musicalité avec lesquels il interprète les trois dernières Sonates de Beethoven. Sa sincérité, l'émotion vraie de son jeu ne doivent pas passer inaperçues. (Beethoven - Sonates op. 109, 110, 111. 1 d. 30 cm, 33 t. FCX 549, *Columbia*.)

D. H.

GEORGY CZIFFRA
Ivresse lucide des doigts

POÉSIE

Baudelaire et Verlaine prennent la parole

ON connaît depuis longtemps la collection de Pierre Seghers : « Poètes d'aujourd'hui ». Ces petits livres, d'un prix modique (485 francs), bien imprimés, bien illustrés, dont les « morceaux » sont toujours bien choisis et qui donnent d'un poète un reflet sinon complet, du moins véritable.

Cette semaine, grâce à des accords intervenus entre Seghers et la firme de disques « Vega », les « Poètes d'aujourd'hui » prennent la parole.

Quatre comédiens ont donné leur voix à quatre des « poètes d'aujourd'hui » et ont enregistré sur microsillons (33 tours - 17 cm) dix-huit minutes de poésie.

Ce sont les comédiens qui ont choisi « leur poète » : ils ne l'interprètent pas ; ils le lisent, comme pour eux-mêmes. C'est là que réside la grande réussite.

Si l'on suit un poème sur le livre, en écoutant le disque, on n'est pas « dérangé » ou influencé par les intonations de l'acteur. Ainsi, par exemple, François Périer est un interprète inattendu de Verlaine : la voix un peu détimbrée, il chuchote le « Colloque sentimental » et nous dit tendrement : « *Ecoutez la chanson bien douce* »...

La pochette du disque reproduit exactement la couverture du livre. Au dos, Pierre Seghers, qui garde la direction littéraire de la collection sonore, a inscrit une notice biographique du poète et quelques commentaires des œuvres choisies. Ce sera la première fois que des enregistrements seront distribués simultanément par une firme de disques et par un éditeur, ils seront donc en vente chez les disquaires et dans les librairies.

Le disque seul vaut 850 fr. ; le disque et le livre présentés en coffret, 1.500 fr. seulement. Sont en vente depuis le début de la semaine : APOLLINAIRE, par Jacques Duby ; VERLAINE, par François Périer ; RENÉ-GUY CADOU, par Daniel Gélin, et CHARLES BAUDELAIRE, par Jean Desailly. Prochains « numéros » à paraître : un ARTHUR RIMBAUD dit par Sacha Pitoeff et un GÉRARD DE NERVAL dit par Jean Vilar.

« Véga » s'est donné deux ans pour « rattraper » la collection graphique de Pierre Seghers. Cela sera à peine suffisant : « Poètes d'aujourd'hui » vient de sortir son 62e livre.

JAZZ

Anthologique, didactique et... bon marché

LE succès des rééditions sur le marché du disque de jazz ne cesse de s'affirmer. Il s'agit de repiquages sur microsillons, et le plus souvent en utilisant les techniques de la haute fidélité, d'enregistrements déjà parus, en leur temps, sur disques 78 tours. Plusieurs marques se sont spécialisées dans ce genre de production. Elles partagent le triple souci de faire anthologique, didactique et bon marché.

« Jazz pour tous », la célèbre collection de Philips (25 cm. 10 titres. 1.533 francs), vient de s'enrichir de quatre nouveaux numéros :

— N° 13 : BESSIE SMITH : enregistrements de blues chantés s'échelonnant de 1923 à 1933.

— N° 14 : JIMMY LUNCEFORD : un des jalons principaux de l'histoire du grand orchestre de jazz ; période 1939-40.

— N° 15 : LOUIS ARMSTRONG : avec les Hot-Seven (1927). Titres désormais historiques : *Wild Man Blues, Potato Head Blues*, etc.

— N° 16 : ERROLL GARNER : avec Al Hall (b) et Specs Powell (dm). Tout aussi enthousiasmant que le premier de la collection (n° 5).

« Jazz de poche », chez R.C.A., illustre une formule analogue, mais en disques de 45 tours EP (4 titres par disque), plus maniables et moins chers.

— N° 7 : SIDNEY BECHET : à la clarinette et au saxo-soprano, avec les *New Orleans Feetwarmers* (1940).

— N° 8 : FATS WALLER : quelques-uns de ses premiers soli de piano (1929), où l'influence de son maître James P. Johnson commence seulement d'être battue en brèche par sa personnalité débordante.

— N° 9 : DIZZY GILLESPIE : le grand orchestre éphémère qui marqua, après la guerre, une révolution dans l'histoire de l'arrangement. 3 titres de 1947 et un de 1949.

« Brunswick », de son côté, continue sa politique de réédition sur 45 tours EP. Parmi les disques les plus récents :

— COUNT BASIE (10113) : le grand orchestre en 1937-38, avec, entre autres titres, le fameux indicatif *One O'Clock Jump*.

— ART TATUM (10116) : un échantillon à peu près complet des divers aspects du style pianistique de Tatum (1940).

— LOUIS ARMSTRONG-ELLA FITZGERALD (10118) : les fameux duos des deux meilleurs vocalistes actuels de jazz.

Hors collections, enfin, et sous d'autres marques, quelques rééditions sont aussi à ne pas manquer :

— DIZZY GILLESPIE (*Dee Gee*, 40.000, 45 EP), avec le célèbre *The Champ*.

— DJANGO REINHARDT (« *La Voix de son Maître* », FELP 174, 33 t., 30 cm) : le troisième volume de la réédition des œuvres complètes du Quintette du H.C.F.

Disques B.A.M.

Enregistrements de « la boîte à musique »
« *Tradition et audace dans l'édition* »

DEBUSSY
Première Rhapsodie pour clarinette - Syrinx.
ROUSSEL
Joueurs de flûte - Andante et scherzo - Aria. L'Accueil des Muses (J. P. Rampal, J. Lancelot, R. Veyron-Lacroix). **LD 034**
SAUGUET
Visions infernales
MILHAUD
Chants populaires hébraïques (Louis-Jacques Rondeleux, baryton, accompagné par H. Sauguet ou J. C. Ambrosini). **LD 042**
DIX CHANSONS ESPAGNOLES recueillies et harmonisées par **GARCIA LORCA** (interprétées par Margarita Gonzalez). **LD 041**
Henri MICHAUX
La Ralentie (poème dit par Germaine Montero, réalisation et bruitage musical de M. Van Thienen). **LD 037**
Jacques DOUAI
4e Récital. **LD 330**
En vente chez tous les disquaires

PROFITEZ DU CADEAU

qu'offre **MUSICORAMA** DISQUES, 48, rue Lafayette, PARIS (9e) - PRO. 05-95

A VOTRE CHOIX { UN DISQUE POUR CINQ ACHATS OU UNE **Remise proportionnelle au premier achat**

TOUS LES DISQUES DE TOUTES LES MARQUES

LIBRE-SERVICE « CONSEILLE » - ELECTROPHONES

Expédition en province et étranger aux mêmes avantages

Exclusivité Disques

LA VOIX DE SON MAITRE

Le grand chef d'orchestre roumain

CONSTANTIN SILVESTRI

dirige

Dvorak

Symphonie

“NOUVEAU MONDE”

Orchestre National de la R. T. F.

FALP 459

Grand Prix 1958
de l'Académie du Disque Français
Prix des Arts et Lettres

A paraître
Tchaïkovsky
Symphonie n° 4
Symphonie n° 5
Symphonie n° 6
Manfred

PUBLIC

Prochain concert à Paris le 2 Mars 1958
avec la Société des Concerts du Conservatoire
au Théâtre des Champs-Elysées.

PATHÉ MARCONI

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

IL MAESTRO MORAVIA

par JEAN-LOUIS BORY

EN 1928, Alberto Moravia, alors âgé de 21 ans, s'installait d'emblée au premier rang des romanciers italiens. Son premier livre, *Les Indifférents*, frappait par son âpreté : c'était une peinture corrosive de la société romaine pendant les premières années du fascisme. Dans son deuxième livre, *Les Ambitions déçues* (1935), Moravia continuait à analyser impitoyablement la bourgeoisie de l'Italie contemporaine, avec une cruauté, une violence dans l'amertume, un je ne sais quoi de fébrile dans le désespoir qui imposaient Moravia comme un Dostoïevsky à l'italienne.

Tout s'est passé comme si Dostoïevsky était mort-né. Romans, récits, nouvelles : l'œuvre de Moravia s'est développée cependant avec une abondance heureuse — trop d'abondance peut-être et trop de bonheur. Dans *La Belle Romaine*, ou *Le Conformiste*, ou *Le Mépris*, nous n'avons plus retrouvé cet acide « décapant » qui faisait des *Indifférents* ou des *Ambitions déçues* quelque chose d'irremplaçable.

Les romans de Moravia sont réussis, les récits sont réussis, les nouvelles sont réussies: *Agostino*, par exemple, est un récit-bijou. Relief, couleur, psychologie des personnages, tout est toujours techniquement parfait, tout est d'un très grand romancier. De l'ouvrage « bien fait » par un écrivain impeccablement maître de ses moyens. Mais, précisément, ce n'est que cela — alors que Silone, Piovene, surtout Carlo Levi et le malheureux Pavese, qui ne possèdent pas (et encore cela est-il sûr ?) la virtuosité du maestro Moravia, nous apportent autre chose, et un peu plus, que de beaux livres. Le Moravia des dernières années nous comble, nous ravit par son art. Il ne nous griffe plus, il ne nous blesse plus, comme le Moravia des premiers romans.

Une petite sainte

Pour nous autres, Français, *La Ciociara* (1) est d'abord une silhouette : une femme cambrée, le pied sûr, le cou droit, et qui s'avance, un fardeau sur la tête. Cesira est une « ciociara », c'est-à-dire une paysanne des environs de Rome. Elle a porté les « ciocie », sandales faites d'un rectangle de cuir retourné sur le pied et s'attachant sur la jambe par des lacets. Elle ne les porte plus, à présent qu'elle est épicière à Rome, mais elle a conservé, de la ciociara, le sang bouillant, l'orgueil fruste, le goût des bonheurs simples, le sens des réalités, celui de l'argent et l'ignorance totale des choses politiques.

Le livre s'ouvre lorsque les affaires se gâtent. Pas celles de Cesira, que la mort a complaisamment débarrassée d'un mari assez immonde et cavaleur ; mais celles de l'Italie. Sans que Cesira, bien sûr, y comprenne grand-chose : Allemands, Anglais, Italiens, fascistes ou antifascistes, tous des fils de chienne, tous englobés dans la même haine parce que tous empêchent Cesira de vendre paisiblement ses pâtes et de s'occuper de sa fille, Rosetta, une vraie petite sainte.

Comme elles s'imaginent ne plus y être en sécurité, Cesira et Rosetta quittent Rome et tâchent de gagner le village de montagne où Cesira est née. C'est ce voyage au bout de l'attente que nous raconte Moravia. Coincées non loin du front du Garigliano par la guerre, les deux femmes vivront en réfugiées chez des paysans tous ces longs mois (de l'été 1943 au printemps 1944) nécessaires aux Alliés pour atteindre Rome.

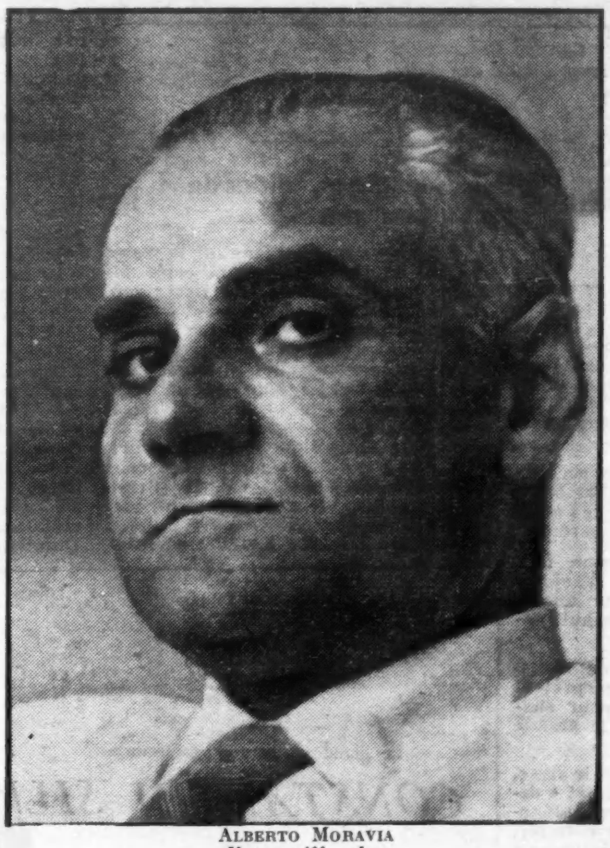
Cesira et Rosetta sont du côté des éternelles victimes — du côté de ces « œufs » qu'il faut bien casser pour faire l'omelette (que les cuisiniers sont seuls à manger). Sur leurs traces, Moravia nous entraîne à travers l'incroyable pauvreté de ces paysans montagnards accrochés à leurs étroites terrasses de terre cultivable — que les touristes trouvent si jolies dans le paysage.

Femelle dévorante

Voyage au cœur d'une Italie très différente de l'Italie pour cinémascope épique, chaotiquement grandiose, chantée par Malaparte. Italie lamentable, et sordide, et piétinée, et qu'animent les seules impulsions instinctives telles que la peur, la faim, la folie du sexe et, avant tout, la soif de l'argent, à la fois tout-puissant et sans cesse menacé, qui permet de lutter contre la faim, d'assouvir le sexe et de s'armer peut-être contre la peur.

Et les Alliés arrivent enfin, auxquels Cesira, faute de sainte, a fini par se vouer. C'est tomber de la poêle dans la braise. Il y a une vague de tanks, de bombes, de caramels et de cigarettes et de gentillesse un peu méprisante, et puis il y a ce qu'on est bien obligé d'appeler l'occupation. Grâce aux Alliés, Cesira réussit enfin à gagner son village.

C'est pour y rencontrer le malheur qu'elle avait passé tout ce temps d'apocalypse à fuir et qui l'y attendait avec patience, comme la mort attend son homme à Samarra. Rosetta y est violée par des Marocains de l'armée française ; traumatisme tel que la petite sainte, quasiment assassinée, devient femelle dévorante. Destin que Moravia, je suppose, a voulu symbolique du destin de l'Italie tout entière, et même, plus largement, de tout pays profondément profané par la guerre et l'invasion.



ALBERTO MORAVIA
Il ne griffe plus

La guerre n'est que hasards, absurdités ; elle est aussi « révélatrice » : de même qu'elle a éveillé en Rosetta, sainte par ignorance, la femme sensuelle qui sommeillait, et en Cesira, honnête par habitude et tradition, une voleuse par occasion, elle dénude chez tout être sa vraie nature. Plus d'illusions possibles : l'innocence et l'intégrité (mots pour temps de paix) font place à la conscience amère, à la lucidité désabusée. Il pleut des vérités premières, mais ces vérités-là, il est toujours utile non seulement de les répéter, mais de les crier sur les toits.

La Ciociara est du beau travail, du « cousu main ». Les morceaux d'anthologie se succèdent : la chèvre écorchée ; portrait de l'étudiant antifasciste ; une chemise pour le serrurier teuton ; le canon américain ; le viol de Rosetta. Tout cela est parfait. Signé Moravia. Et pourtant... la lecture l a i s s e l'impression d'une déception.

Fataliste jusqu'aux moelles

Est-ce parce que Moravia a donné de bout en bout la parole à la paysanne-épicière et que cette paysanne-épicière paraît bien psychologue dans l'analyse et l'explication du comportement des gens, bien raisonneuse et bien belle parleuse — mais peut-être est-ce la faute de la traductrice qui, confondant style et correction grammaticale, bourre la bouche de la Ciociara d'imparfaits du subjonctif, de passés — tout ce qu'il y a de plus simples (nous bûmes, vous mangeâtes, nous dormîmes) et lui fait dire « éructer » et « donzelle » là où la Cioriara a certainement dit « roter » et « putain »... — quoi qu'il en soit, on cesse trop souvent, au cours du récit, de penser à la Ciociara pour penser à Moravia.

Il y a une autre raison à notre malaise, plus profonde. Rosetta se résigne à son malheur ; elle trouve même plaisir à sa résignation. Grâce à un tour de passe-passe terminal (les vingt dernières lignes), Moravia a beau soutenir que les larmes de Rosetta sauvent tout, trahissant la douleur de Rosetta, donc le réveil de sa conscience, donc rétablissant la confiance en l'avenir ; Moravia a beau citer Lazare se relevant tout puant dans ses bandelettes ; il a beau dire que, grâce à la douleur, on sort de sa tombe de cruauté et de mauvais sentiments pour reprendre le droit chemin de la vie — qu'il s'empresse de définir immédiatement comme *« une pauvre chose pleine d'obscurités et d'erreurs, mais la seule à laquelle nous devions être fidèles »*.

Il reste que la moralité de ce livre (et Moravia veut qu'il y en ait une, il insiste) est fataliste jusqu'aux moelles de ses héros. Rien à faire, rien à comprendre — sans doute faut-il continuer à vivre sans savoir pourquoi la vie est préférable à la mort.

Ce livre n'est pas une protestation contre la guerre. Encore moins un réquisitoire. C'est un manuel de résignation — de conformisme au fléau. Avec un peu de chance, comme Rosetta, nous pouvions sortir « enrichis », puisque la souffrance aura aidé à notre résurrection. A peine si un soupir désabusé... Le soupir de celui qui devant les villages brûlés, la nature sottement saccagée, cette stupide hémorragie de milliards et Rosetta violée, murmure : *« C'est la guerre. »* La Ciociara rentre à Rome en camion par une chaude journée — mais c'est nous qui avons la bouche pleine de poussière.

(1) *La Ciociara*, par Alberto Moravia, Edit. Flammarion, 268 pages, 775 fr.

HISTOIRE

Napoléon

par Friedrich Sieburg. Ed. Robert Laffont, 480 p., 1.200 frs.

● ***Quand Napoléon eut pris du ventre.***

FRIEDRICH SIEBURG ne se demande plus si « Dieu est Français » : l'histoire récente lui a appris que Paris n'était pas un lieu de tout repos pour les touristes, un peu ce que Milan était pour Stendhal. Du moins, comme l'ombre de l'armée d'Italie planait sur la Scala, celle des Invalides tremble encore sur les quais de la Seine. En s'attachant à analyser les Cent Jours, Sieburg tente une fois de plus de comprendre l'histoire d'une nation qui l'intrigue et qui l'attire.

« L'homme le plus intelligent du monde » débarque en Provence : quittant l'île d'Elbe, il vient de commettre la plus magistrale erreur de sa carrière.

C'est que rien ne prépare Napoléon, en 1815, à assumer le rôle que la nation veut lui faire jouer. Le général de 93 qui plaisait tant à Stendhal a pris du ventre ; le goût du pouvoir a éteint la flamme de la révolution.

Alors, selon Sieburg, on assiste à une formidable farce tragique : le conquérant se laisse porter par le peuple sur les marches de son trône, mais il n'aime pas le peuple. Il s'entoure de libéraux comme Benjamin Constant, mais il n'aime pas les « idéologues ». Il « chausse les bottes de 93 », mais il a horreur de la révolution.

Le peuple et la Révolution

Sieburg décrit avec précision ce drame qui oppose le solitaire et la foule dominée par les songes révolutionnaires, la bourgeoisie avide de gloire mais lasse de la guerre et de la dictature. Ce conflit explique peut-être la singulière confusion d'esprit, la lassitude de Napoléon durant les trois mois de sursis que l'histoire lui accorde...

Du moins la grande défaite transforme-t-elle Napoléon en héros de légende. Lui-même ne comprenait pas grand-chose à sa vie qu'il appelait un roman. Mais le « roman », ce sera l'histoire de Rastignac, de Julien Sorel ou de Raskolnikov, ce sera la « volonté de puissance » — la littérature des cent années suivantes. Il fallait que Napoléon devînt une ombre pour que les romanciers fassent de sa vie un mythe de l'avidité et de l'échec.

De là vient sans doute cette sorte de tristesse que l'histoire ultérieure a rétrospectivement jetée sur les Cent Jours : en ce temps où les grands de ce monde vivent entre deux trahisons, où les maréchaux font de gaieté de cœur ce qu'ils punissent de mort chez leurs soldats, le peuple, seul, reste fidèle. Mais fidèle à la révolution. Or Napoleon n'aimait pas le peuple : il n'a pas voulu saisir sa dernière chance. Le pouvait-il ? Sieburg montre que sa nature et son caractère s'opposaient aux nécessités politiques que son retour de l'île d'Elbe avait imposées. Le général vainqueur de l'Europe avait passé de mode.

Les Cent Jours appartiennent à l'archéologie et Napoléon en sortant du musée, après Waterloo, rentre au musée — le musée imaginaire de l'Histoire. C'est justice...

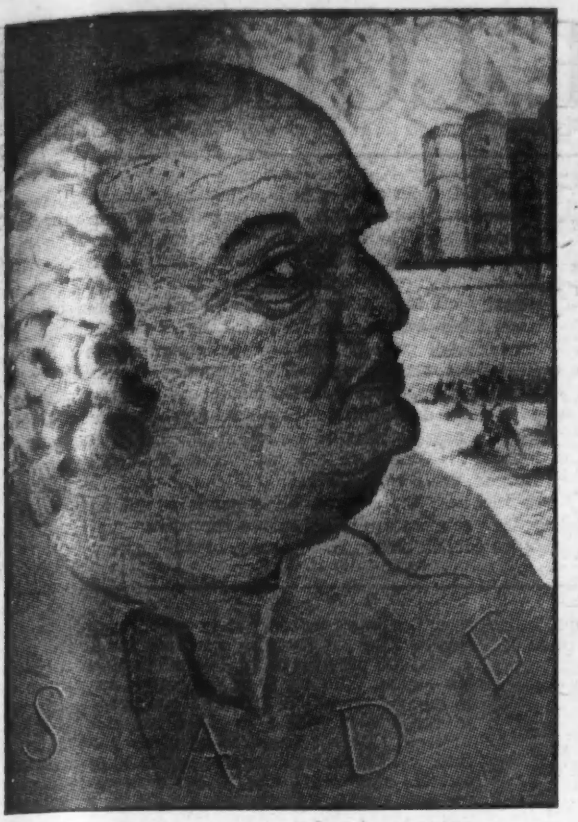
ESSAIS

La vie du marquis de Sade

par Gilbert Lély. Ed. Gallimard, 2 volumes 537 et 716 pages, 1.200 et 2.100 francs.

● ***Un ouvrage complet sur le « divin marquis ».***

S'IL est vrai, comme le dit Apollinaire, que Sade soit l'esprit le plus libre qu'on ait encore vu, il est non moins certain qu'il fut le littérateur le plus emprisonné. Lorsqu'il mourut en 1814, Louis-Alphonse-Donatien de Sade avait vécu enfermé dans diverses prisons ou forteresses trente des soixante-quatorze années de son existence.



Portrait imaginaire de Sade par Max Ernst
Trente ans de prison...

(Bulloz)

Napoléon Ier
...Trois mois de sursis

Sade est l'opprimé de tous les régimes. Louis XV, Louis XVI, la Commune de Paris (bien que le marquis se soit mis au service de la Révolution), Bonaparte, enfin, le tiennent pour dangereux. Il mourra privé de liberté.

Sa mort ne met pas fin à l'aventure. Bien que « Justine » soit un des livres préférés de Lamartine, de Baudelaire et de Lautréamont, les ouvrages de Sade ne seront pas réédités avant longtemps, et surtout lorsque les surréalistes prendront feu pour le marquis. Cette gloire toute neuve n'empêche pas que les tirages soient très limités.

L'ouvrage de Gilbert Lély rend possible une connaissance presque complète de Sade. Le premier volume de cette « Vie du marquis de Sade » avait plus de cinq cents pages. Le second et dernier volume, qui vient de paraître, dépasse sept cents. Il faut dire que la documentation accumulée par Gilbert Lély à partir des archives publiques et privées donne, par son foisonnement, l'image assez fidèle d'un homme qui alla droit devant lui jusqu'au terme absolu de sa pensée. Enfermé à Vincennes, il écrit à la marquise, son épouse :

« Impérieux, colère, emporté, extrême en tout, d'un dérèglement d'imagination sur les mœurs qui de la vie n'a eu son pareil, en deux mots me voilà : et encore un coup, tuez-moi ou prenez-moi comme cela, car je ne changerai pas. »

Une belle fureur le pousse, en 1789, à haranguer, du haut de la forteresse, la foule assemblée autour des fossés. Il crie qu'on l'assassine. En vérité, on n'y songe pas.

Un prisonnier enjoué

Le personnage est sans nul doute fascinant. Si nous ne sommes pas surpris de le découvrir sensuel, violent et cruel dans ses imaginations, nous voyons aussi un prisonnier quelquefois enjoué, poète même, correspondant en provençal avec sa demoiselle de compagnie. Sade est un lettré qui semble être fort bien averti. Il a lu tous les livres de ses contemporains bien avant d'être emprisonné. Enfin, Sade est auteur dramatique. Tout cela où se mêlent tempérament, ambition littéraire et sentiment de l'injustice n'explique cependant pas tout d'un homme qu'on tint pour très dangereux.

Il est essentiel d'observer que Sade fut l'un des athées les plus déterminés de son temps. Les écrivains de l'Encyclopédie sont, à côté de lui, des révolutionnaires timides. Sade n'est d'ailleurs pas un homme du XVIIIe siècle, il ne croit pas au mythe de la bonté naturelle. Ce qui donne une explication de la rigueur avec laquelle le pouvoir politique traita le marquis, c'est ce passage de l'Encyclopédie, déjà cité par Maurice Heine et que Gilbert Lély rappelle :

« L'homme le plus tolérant ne disconviendra pas que le magistrat n'ait le droit de réprimer ceux qui osent professer l'athéisme et de les faire périr, s'il ne peut autrement en délivrer la société... »

Le livre de Gilbert Lély est écrit avec une très grande ferveur. Son intérêt dépasse celui de la vie du marquis. Du côté de l'Histoire d'abord, par ce qu'il découvre de la réalité de certains événements de la Révolution française. Du point de vue plus particulier de la littérature, l'apport de Gilbert Lély est inestimable si l'on considère le nombre et l'importance des lettres et textes inédits qui sont ici réunis. Enfin, l'ouvrage comprend un examen de tous les ouvrages de Sade, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'à ce jour.

A. D.

TRADUCTION

Crime

par Meyer Levin, traduit de l'américain par Magdeleine Paz. Ed. Stock. 389 pages, 990 frs.

● ***Un crime presque parfait qui bouleversa l'Amérique.***

CHICAGO 1924 : deux jeunes gens brillants, héritiers de familles richissimes, n'ayant encore atteint leur majorité ni l'un ni l'autre, enlèvent et tuent un garçonnet sans le moindre motif si ce n'est celui de réaliser un crime parfait.

Tel est le fait divers qui bouleversa l'Amérique il y a trente ans et qui a servi de point de départ à ce roman.

L'auteur, Meyer Levin, invoque dans sa préface des précédents notoires : « Crime et châtiment » ou « Le rouge et le noir ».

Son propos est de parvenir, par-delà les pièces du procès, à exposer — semble-t-il — le mécanisme psychologique qui a transformé ces deux étudiants, destinés au plus brillant avenir, en deux meurtriers enfermés à vie au pénitencier de Joliet. Le patronage de Stendhal et celui de Dostoïevsky que l'auteur revendique montre assez qu'il prétend reconstituer à l'aide de ses deux héros une vérité humaine qui dépasse de beaucoup le cas d'espèce.

Une reconstitution historique esquivée

On sait à quel point les Américains, privés d'une Histoire séculaire, ont tendance à traiter un passé récent selon une méthode historique. L'époque de la première après-guerre leur paraît relativement plus éloignée que le XIXe siècle à un Européen.

Cette préoccupation historique n'apparaît pas, ou à peine, dans l'ouvrage de Levin. Il semble avoir fait complètement abstraction du climat de l'époque, pourtant capital pour l'explication du crime.

Et cependant, malgré ce désir évident de se situer en dehors du temps pour atteindre à une vérité humaine plus générale, on ne peut se défendre en lisant ce livre, si passionnant par certains aspects et par la vivacité du récit, de le considérer surtout comme un témoignage apporté, trente ans après l'affaire, par l'un des journalistes qui permirent l'arrestation du criminel. Et c'est sans doute cela qui constitue la plus grande différence entre Levin et les modèles littéraires dont il se réclame : l'impossibilité où il se trouve d'atteindre par le truchement de l'art à une vérité permanente; ce journaliste remarquable ne peut apporter à son lecteur qu'un reportage. C'est le mérite, mais c'est aussi la limite de son roman.

En fait, le dépaysement dans le temps est dû aussi à une autre cause : c'est par le moyen de tout l'arsenal freudien que Levin tente d'expliquer ce crime inutile : autodestruction par personne interposée, complexes et compensations jouant un rôle essentiel dans les mobiles qu'il attribue à ses héros, etc., nous sont devenus aujourd'hui si familiers que l'auteur a un peu l'air de découvrir... l'Amérique en nous proposant avec des manières d'augure ces explications courantes et déjà démodées du comportement de ses héros.

Reste que la démonstration, pour limitée qu'elle soit à un cas précis, témoigne d'une grande habileté dans l'art du narrateur et apporte au dossier de la jeunesse délinquante un élément historique important.

BREF

UN LIVRE DE CLUB

Don Quichotte

par Cervantes (Le Livre Club du Libraire), 1.250 p., 4.800 frs.

IL y a trois cent cinquante ans, parut le premier roman moderne et aussi le premier best-seller : en quelques années « Don Quichotte » avait vendu 30.000 exemplaires, chiffre énorme pour l'époque. Cette édition-jubilé a une particularité : la cinquantaine d'illustrations retracent l'image du héros de Cervantes, tel qu'il a été vu depuis le premier illustrateur (anglais) de 1617 jusqu'à Bernard Buffet, en passant par Fragonard, Goya, Gustave Doré, Daumier, Salvador Dali, Picasso, etc.

UN LIVRE D'HISTOIRE

Vingt ans de « suspense » diplomatique

par Geneviève Tabouis. Ed. Albin Michel. 416 pages, 990 francs.

NIECE de Jules Cambon et correspondante diplomatique de « L'Œuvre », Geneviève Tabouis était aux premières loges pour suivre le déroulement de ce drame à rebondissements que fut l'évolution politique du monde entre le Traité de Versailles et septembre 1939. C'est toute la période de l'entre-deux-guerres qu'elle raconte, non en analyste, mais en témoins direct des « grands » de cette époque. A travers une foule d'anecdotes et de petits faits qui rendent ce livre d'une lecture aisée et passionnante, Geneviève Tabouis recompose notre histoire telle qu'elle l'a vue, telle qu'elle s'est faite, telle qu'elle continue.

ON VOUS EN PARLERA

La contrainte de la lumière

Alfred Sauvy

« DANS ce chantier mal ordonné peuvent être trouvés des matériaux qui pourront convenir plus ou moins bien à d'autres constructions », **note Alfred Sauvy dans la préface de son dernier ouvrage. Le propos est modeste. Car « La nature sociale » (1) amorce le couronnement de son œuvre.**

Démographe, Alfred Sauvy a résumé son expérience dans la célèbre « Théorie générale de la Population » (1952-1956) qui fait autorité. Economiste, il a largement contribué à étendre l'influence de la révolution keynésienne par des essais non conformistes sur « La prévision économique » (1938-43-48-57), « Les chances de l'économie française » (1946), « Le pouvoir d'achat entre les deux guerres » (1940); puis il a joint les deux techniques dans des synthèses telles que « Richesse et Population » (1943) ou « Bien-être et population » (1945).

Peu à peu ses travaux l'ont amené à la conviction que la racine de tout progrès humain, économique, social, est en définitive une information toujours plus large et plus honnête de l'opinion. Débarrassée des mythes et des préjugés, celle-ci peut prendre conscience de l'existence et de la complexité des grands problèmes, agir sur le pouvoir et, finalement, infléchir l'Histoire.

Entré ainsi de plain-pied dans la sociologie politique (« Le pouvoir et l'opinion » 1950) et devenu par d'innombrables articles et études le premier praticien de sa propre théorie, Alfred Sauvy se devait de tenter une théorie générale de la psychologie collective, somme de son expérience. « La nature sociale », qui porte en sous-titre « Introduction à la psychologie politique », annonce une telle entreprise et, dans une certaine mesure, en constitue le premier élément.

Que dire du livre lui-même ? La pensée d'Alfred Sauvy, sans cesse jaillissante, bondissante, son style volontairement dépouillé et imagé, se résument et se décrivent malaisément. Ici les « sauvismes » abondent, ces formules brillantes qui, au terme d'une démonstration ou au détour d'un commentaire statistique, renversent une idée reçue, bousculent un dogme, pulvérisent un proverbe et, forçant l'adhésion du lecteur, établissent un nouvel axiome parfois paradoxal ou choquant, non conformiste toujours. L'ancedote, l'humour, la citation relaient et éclairent l'analyse. Et le ton s'élève soudain pour souhaiter que « la contrainte de la lumière » **vienne atténuer et remplacer, sinon abolir, les chaînes et les jougs que les hommes ont tour à tour connus et secoués.**

P. V.-P.

(1) « La Nature sociale », par Alfred Sauvy. Librairie Armand Colin. Collection « Sciences politiques », 302 pages, 1.200 francs.

DANILO DOLCI, LE COLOSSE

DANILO DOLCI a 34 ans. Il est né près de Trieste d'une mère Slave et d'un père originaire de Brescia, qui exerçait la profession de chef de gare. Il a épousé une veuve de Trappeto (un des villages de Sicile où s'exerce son action) mère de cinq enfants. Il en a deux lui-même et le ménage en a adopté sept autres, tous orphelins. Il vit à Partinico, gros bourg de l'ouest de l'île, dans trois pièces misérables du plus misérable quartier, celui des « Saintes-Epines ». De 1953 à 1958, il a publié trois livres : « Faire vite et bien, sans cela l'on meurt », « Bandits à Partinico » et « Enquête à Palerme », composés d'enquêtes, de documents dictés, de réponses à des questionnaires et qui constituent une véritable somme de la vie du sous-prolétariat sicilien.

Nous voici en face de Danilo Dolci. Qu'en faire ? Comment le comprendre ? Comment le situer par rapport à nos systèmes et à nos morales ? Dans quel cadre loger cet individu afin qu'il n'en bouge plus et cesse d'être cet éléphant qui bouscule nos jeux de quilles si bien rangées ? Comment se débarrasser de cet outrecuidant qui refuse obstinément d'enfourcher les montures pourtant si dociles sous le mors et dont les selles nous sont devenues fauteuils où il fait bon dormir : christianisme, communisme, libéralisme, socialisme ?... Est-il fou, au moins ? Non ! Est-il sage ? Non ! « Qui vous envoie ? lui demande-t-on. Qui vous paie ? Quel parti ? Quelle Eglise ? » « Personne ! », répond-il. La Sicile est un pays pittoresque et plein de bandits, a-t-on envie de conclure, et Danilo Dolci — assez plaisanté maintenant ! Eloignons-nous de ce poète ! — un illuminé sur mesures bien gentil. On s'éloigne, mais voilà qu'irrésistiblement on revient bientôt sur ses pas. On écoute, on regarde et on commence à perdre ses assurances en même temps que s'effritent les ironies faciles ou les rassurants scepticismes.

L'Express. — Comment en êtes-vous arrivé à envisager votre action ? Lectures, influences, éducation ?

D. Dolci. — Jusqu'à 25 ans, j'ai fait des études d'architecte. Rien ne me « prédestinait » à vivre avec les pauvres, comme les pauvres. A 18 ans, en 43, je suis allé en prison pour la première fois parce que je ne voulais pas me battre. On m'a dit que je faisais de l'objection de conscience, mais je ne connaissais même pas cette expression. Spontanément, je ne voulais pas me battre, voilà tout. Après avoir terminé mes études d'architecture, j'ai senti que je ne pourrais pas construire des maisons pour les riches et je suis allé passer deux ans à Nomadelfia, auprès de Don Zeno Saltini, le prêtre qui, en 1945, à Fossoli, dans les baraques d'un ancien camp de concentration, avait groupé les enfants perdus et les orphelins et créé une communauté avec les hommes et les femmes qui les adoptaient.

Ensuite, je suis allé en Sicile et pendant trois ans j'ai travaillé avec les paysans et les ai aidés à construire des maisons. J'ai appris à les connaître et à comprendre leurs problèmes. Puis j'ai lu Gandhi, Capitini, où j'ai découvert des confirmations à mes propres idées. Je ne suis pas arrivé en Sicile pour faire de cette région un champ d'expérience des théories de la non-violence. Absolument pas. C'est sur place que j'ai été confronté aux problèmes et sur place que j'ai découvert *l'instrument* dont l'efficacité était la plus grande. Mon action est née de la situation. Elle n'était pas préméditée.

« Comme on soulève une pierre... »

L'Express. — Pouvez-vous nous indiquer les grandes lignes de cette action en Sicile ?

D. Dolci. — Elle s'exerce en deux temps. D'abord nous cherchons à prendre contact avec le pays, à comprendre les habitants, les paysans, les misérables. Nous nous plongeons dans la réalité sociale et concrète la plus immédiate, afin d'y produire un réveil et une prise de conscience. Les gens auxquels nous avons affaire ne sont pas des criminels, mais des ignorants, et nous voulons, avant toutes choses, être le levain grâce à quoi chaque groupe social arrive à la prise de conscience de ses propres problèmes. L'éveil donné, les questions soulevées — comme on soulève une pierre, parfois péniblement — nous nous efforçons ensuite d'aboutir à des solutions pratiques, totales ou partielles, des problèmes.

L'Express. — Les problèmes, qui doivent être nombreux, s'agrègent-ils à un problème général ?

D. Dolci. — Au départ, nous nous trouvons devant une poussière de problèmes, mais qu'il s'agisse de questions d'assistance ou d'école et, au terme, qu'il s'agisse de n'importe quoi, nous nous rendons compte que le problème fondamental (en même temps que la première urgence) est là : donner du travail. Notre double libération — faire « craquer » des consciences endormies par la misère, la peur, la trahison, etc., et donner du travail — s'exerce sur un sous-prolétariat qui représente 20 à 30 % de la population et qui est encore en dehors de l'histoire, de la vie politique et syndicale, de la vie *humaine* tout court.

L'Express. — Pratiquement, comment faites-vous ?

D. Dolci. — Nous allons dans des villages, nous voyons dix ou vingt paysans dans un café, dans un local de groupe syndical, sur la place publique ou dans un cercle religieux. Nous ne faisons *jamais* de discours, non, nous posons des questions : « *Travaillez-vous ?* » Et eux : « *Comment pourrait-on travailler, ici ? Comment pourrait-il y avoir du travail pour tout le monde dans le village ?* » Nous interrogeons l'un, puis l'autre et au début la réponse à nos questions est toujours la même : « *Nous n'avions pas réfléchi à ça.* » Puis, lentement, on sent l'effort qu'ils font pour désengourdir leur conscience, pour s'éveiller et comprendre.

L'Express. — A ce moment-là, comment prolongez-vous votre action ?

D. Dolci. — Eh bien ! par exemple, l'année dernière nous avons voulu prendre connaissance de la situation aux alentours de Partinico. L'eau — qui est la vie dans cette région-là — est gaspillée. Les paysans brûlent la balle de blé. Ils brûlent aussi le fumier au lieu de l'utiliser comme engrais. En se faisant l'instrument des puissances ou en intervenant de manière anarchique, l'Etat bloque le problème, entretient l'ignorance, envoie ses policiers et tue au lieu de faire vivre. Nous nous sommes attelés à la tâche, nous avons jeûné, nous sommes allés en prison — accusés de vouloir « troubler l'ordre » — mais, finalement, la digue sera construite.

L'Express. — Une digue coûte cher à construire. D'où viennent les premières sommes ? Comment démarrez-vous votre action ?

D. Dolci. — Nous commençons les mains vides. Nous n'acceptons pas que l'on nous envoie de l'argent et nous ne sommes en aucune façon des intermédiaires entre les bienfaiteurs (fût-il l'Etat) et la population. Aux amis qui veulent nous aider, nous disons de s'organiser eux-mêmes, en initiatives directes envers la population. Ils ont fondé une société d'initiative sociale, qui gère un centre social à Partinico, un autre à Parpeto et d'autres ici et là en donnant le maximum de responsabilités aux gens de l'endroit. Pour ce qui est de nous, le fait de ne pas avoir à gérer ces sommes nous permet de travailler au sein de la population.

L'Express. — Que voulez-vous dire lorsque vous dites : « Nous. » Qui êtes-vous ?

D. Dolci. — Les collaborateurs directs qui sont venus d'autres régions d'Italie et de l'étranger sont surtout des étudiants, professeurs, paysans ; des jeunes surtout. Ce qui les intéresse, ce n'est pas seulement d'aider les misérables, mais d'éprouver la méthode de la non-violence et de constater les résultats.

« La jeune fille déshonorée... »

L'Express. — Quelles sont les résistances intérieures que peuvent vous opposer les paysans et les misérables et les résistances extérieures les plus violentes ? Comment pouvez-vous insérer votre action entre la passivité (peut-être) des uns et la volonté des autres de vous briser les reins ?

D. Dolci. — Nous ne trouvons pas de « résistance » chez les pauvres gens et, ce qui est plus étonnant même, pas de méfiance.

L'Express. — Des craintes, des superstitions ?

D. Dolci. — Qui s'envolent dès qu'ils ont les yeux ouverts. Tenez, si on considère le problème de la criminalité...

L'Express. — La criminalité est-elle si importante ?

D. Dolci. — Après la guerre, en quelques années, plus de deux cents personnes ont été tuées dans la seule zone de Partinico.

L'Express. — Quels étaient les motifs ?

D. Dolci. — Désespoir et tradition.

L'Express. — Qui tuait qui ?

D. Dolci. — Il y a le banditisme local et le banditisme d'Etat. Bandits contre bandits, police contre bandits, police contre police... Et la tradition dont je vous donne un exemple : une jeune fille est fiancée avec un jeune homme de famille aisée et a avec lui des rapports intimes. La famille du garçon s'opposant au mariage, celui-ci abandonne la jeune fille. Une personne, puis une autre, bientôt tout le village et enfin les membres de sa propre famille déclarent à la jeune fille qu'elle sera déshonorée si elle ne tue pas le garçon. Les jours passent et la pression qui s'exerce sur la fille est de plus en plus forte. Un mois après, son père lui met lui-même un revolver entre les mains. Elle va à la rencontre du garçon et le tue. Je connais la famille (famille de pêcheurs), je connais la fille : ce n'est pas une « criminelle ». Elle est simplement victime de la tradition locale de ces petites sociétés fermées qui ont été amenées à considérer le meurtre comme un acte moral, comme une *valeur*. Si elle n'avait pas tué, elle aurait été montrée du doigt et exclue, en somme, de la communauté.

L'Express. — Et les résistances, les pressions extérieures.

D. Dolci. — On nous menace de mort... Mais ne parlons pas de cela. Ce qui compte, c'est de faire s'écrouler les structures qui rendent l'exercice de la terreur possible. De faire que celui qui terrorisait parce que les situations étaient figées, soit brisé dès que les situations bougent. Ainsi, celui qui avait peur devient courageux.

« Le travail est un droit pour tous... »

L'Express. — Cherchez-vous à créer le scandale, le bon scandale, au sens évangélique du mot ?

D. Dolci. — Pas le moins du monde. Nous travaillons, c'est tout. Le journaliste, le sociologue, l'étudiant, l'étranger qui vient nous rendre visite est pour nous un témoin, un nouveau spectateur que nous sommes heureux de recevoir parce qu'il témoigne de notre action et l'enrichira de conscience.

L'Express. — Pourquoi jeûnez-vous ?

D. Dolci. — Lorsque la violence triomphe, que faire ? Lorsque la police tue, que les gens tuent et que notre action menace d'être broyée comme une noisette, nous jeûnons. Notre jeûne, pour des gens qui savent ce qu'est la faim, provoque un choc dans chaque conscience. Nous disons : « Le travail est un droit pour tout le monde et nous ne voulons manger que grâce à notre travail. Pas autrement. Or, on nous refuse le travail. » Les pauvres gens comprennent très bien cela et le problème commence à bourdonner dans leur tête. En dix jours de jeûne, nous pensons gagner dix ans à un village. Leur *parler* de la non-violence ne servirait à rien, alors que nous voir jeûner les oblige à s'interroger.

L'Express. — Indiquez-vous des directions ? Orientez-vous politiquement les gens que vous aidez ?

D. Dolci. — Non, je refuse de le faire. Depuis six ans, nous sommes restés en dehors de la politique et si on nous demande pour quel parti il faut voter, je réponds que cela ne nous regarde pas. Certes, secouer les consciences éveille, que nous le voulions ou non, à la politique. A Partinico, en six mois, il y a eu un glissement de mille voix vers la gauche. Mais plus important que le glissement des voix est le fait qu'à l'intérieur même des partis, certains problèmes en viennent à être éclairés de manière différente. Devant les résultats de notre action, tous commencent à douter des résultats de la violence et de l'efficacité qu'il y a à régler les problèmes à coups de fusil. Nous invitons tous les partis sans exception, toutes les organisations, tous les groupement syndicaux, à étudier concrètement les problèmes zone par zone, à promouvoir une planification d'en haut (encore inexistante en Sicile) et qui se vérifierait, se contrôlerait, se modifierait grâce à cette planification *d'urgence* que nous essayons de réaliser en bas.

L'Express. — Vous êtes apolitique, dites-vous, mais pouvez-vous faire que votre action n'apporte pas de l'eau au moulin — comme nous disons en France — de tel ou tel parti ? Acceptez-vous cela ? Les communistes, par exemple, lorsqu'ils veulent soulager la misère du Sud n'ont pas simplement de bonnes raisons. Ils ont aussi des raisons politiques et agissent dans une perspective de prise du pouvoir.

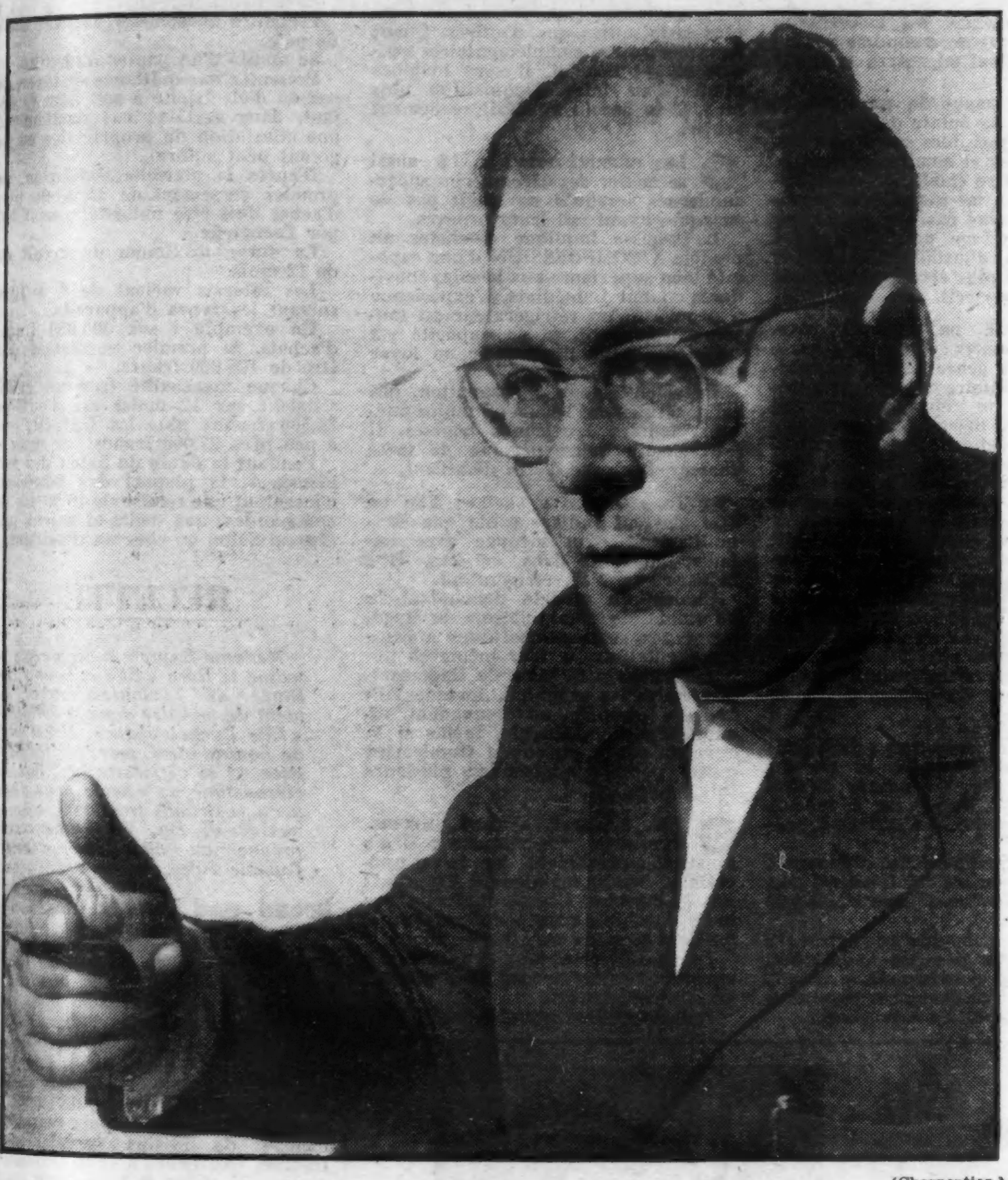
DE LA NON-VIOLENCE

C'est que nous sommes, nous, « politisés ». Nous savons que les problèmes qui se posent à un individu ou à un corps social s'articulent les uns sur les autres et s'enlisent ou se résolvent, en définitive, dans le politique. Que nous acceptions de relever ou non d'une confession religieuse, du moins convenons-nous que la politique vole ou récupère nos actes, nos idées, nos vies et lie notre histoire à l'Histoire. Il ne nous reste plus qu'à ignorer que des hommes, en 1958, sont, comme le dit Dolci, hors de l'Histoire, hors de la vie politique et de la vie humaine tout court. Et cela pas très loin : en Europe, en Italie, en Sicile.

Or, Dolci est arrivé à Trappeto, « un beau jour, par le train d'une heure, avec trente lires en poche ». Il a vu des pauvres, des misérables, des affamés, des « bandits » et il a voulu simplement « faire quelque chose » pour eux et avec eux. Il a accepté, comme on se dénude, d'entreprendre une action ni politique ni apolitique, mais pré-politique. Les problèmes étaient là dont les solutions croupissaient et de pauvres gens malades de désespoir et de misère n'avaient pas le temps d'attendre ces remèdes qui s'appellent : Fin de l'histoire, Abondance capitaliste ou Révolution : ils mourraient. Alors Dolci retroussa ses manches et comme un chirurgien de nos villes qui opérerait un « cas d'urgence » dans un taudis avec ce qu'il aurait sous la main, commença à travailler...

Danilo Dolci est un colosse de 1 m 85. Il s'exprime d'une voix calme et son regard très doux a l'étrange poids d'une main amicale qui se poserait sur votre épaule. Italien, il parle aussi « avec les mains », mais celles-ci ne volettent pas. Elles triturent, malaxent, elles pétrissent comme si elles modelaient patiemment un invisible bloc d'argile.

Voici cette argile. Voici ce que dit Danilo Dolci.



(Charpentier.)

DANILO DOLCI
« Comme un chirurgien qui opérerait un cas d'urgence... »

D. DOLCI. — Nous sommes en Sicile dans des conditions très particulières. Que les partis de gauche ou que les gens de gauche s'intéressent plus à notre action que les partis ou gens de droite, c'est un fait, mais, sur les lieux mêmes de notre action, dans des villages qui meurent parce qu'ils gaspillent l'eau, brûlent le fumier, s'obstinent par exemple à ne cultiver que la vigne alors qu'un peu de blé les sauverait de la famine, nous arrivons à réaliser une union. Naturellement, nous ne parvenons pas à réunir tous les communistes, tous les libéraux, mais je vous assure que les techniciens, les avocats, les étudiants qui nous aident mettent entre parenthèses leurs opinions, quelles qu'elles soient. Au fond, tous les partis, à certains moments, se sentent un peu au pied du mur lorsque les paysans meurent de faim ou s'entretuent par ignorance ou par désespoir. Plus tard, ces affreuses équivoques dissipées, viendront peut-être les choix ou les confrontations idéologiques. En attendant, il faut faire quelque chose et nous le faisons.

L'Express. — Mais les partis ne vous font-ils pas la cour ? Ne s'efforcent-ils pas de donner un contenu idéologique — le leur — à votre action ?

D. DOLCI. — Le cas typique est celui du Prix Lénine. Lorsque j'ai reçu ce prix, je l'ai accepté et j'ai déclaré que je considérais comme très important que notre action, tout entière basée sur la non-violence, attirât l'attention et fût signalée. En outre, l'argent du prix sera confié à une commission de gestion qui publiera la liste des dépenses, lire par lire, et nous, nous continuerons à travailler les mains vides. Ce qui importe, c'est que notre théorie de la non-violence chemine dans chaque groupe politique et, à cet égard, je crois au maintien d'un contact constant avec les personnes qui souhaitent une transformation profonde, révolutionnaire, mais non violente des rapports sociaux. J'ai rencontré à Paris des hommes comme Mauriac, Sartre, Bourdet, Domenach, aux fins qu'ils expliquent mes idées

L'Express. — Etes-vous chrétien ?

D. DOLCI. — Je ne suis ni catholique, ni protestant, ni gandhiste. J'accepte tous les apports positifs de toutes les doctrines. Je fais un travail limité, conscient de mes limites, et je ne prétends à aucun absolutisme de doctrine, de méthode ou de travail. Je n'ai aucune volonté de prosélytisme en ce sens que mon action est concrète et que je cherche d'abord à en multiplier les effets concrets.

L'Express. — Pourquoi êtes-vous en France?

D. DOLCI. — Parce qu'il y a des élections en Italie et que je ne veux servir de porte-drapeau à personne. Parce que je suis venu chercher des volontaires, des techniciens. De France, j'irai en Suisse, en Angleterre, puis je reviendrai en Sicile et je continuerai.

(Entretien dirigé par Jean CAU.)

2 grandes pièces d'
EDMOND FLEG
LE JUIF DU PAPE
LA MAISON DU BON DIEU
où retentit ce cri universel qui monte vers la paix
Un vol. aux
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

CROISIÈRE
Du 21 août au 6 septembre 1958 à bord du luxueux paquebot
s/s GENERAL MANGUIN (14.200 tonnes)
de la Compagnie FRAISSINET et CYP. FABRE
GRÈCE - TURQUIE
LIBYE - SICILE
PRIX : 325.000 francs 1re classe / 95.000 francs classe Touriste } Marseille à Marseille
Renseignez-vous Envoi gratuit des programmes détaillés sur simple demande à l'Agence de Voyages :
LE TOURISME FRANÇAIS
96, rue de la Victoire - PARIS (9e) - TRInité 15-43

ARTS MÉNAGERS

Par ordre d'importance

LE Salon des Arts ménagers 1958, vingt-septième du nom, ouvre ses portes aujourd'hui jeudi 27 février.

Comme tous les ans, célibataires soucieux de leur confort, ou jeunes ménages inexpérimentés attirés par les nouveautés iront y faire des achats dont le besoin immédiat peut être contestable. Lorsqu'il s'agit d'un ouvre-boîte perfectionné ou d'une douille à décorer les gâteaux, le mal est relatif.

Mais à l'échelon réfrigérateur ou machine à laver, les erreurs d'appréciation sont plus graves.

A l'intention de ses lecteurs qui s'installent pour la première fois, Madame Express se permet quelques suggestions dictées par l'expérience.

Les appareils ménagers :

Dans l'ordre d'importance il faut prévoir :

1 LES APPAREILS DE CHAUFFAGE : (si le local ne comporte pas de chauffage central ou autres systèmes de poêles).

Attention : avant de passer commande il faut se munir de toutes documentations possibles quant aux différents modèles et combustibles utilisables, puis faire établir un devis approximatif par un installateur qualifié. Dans certains cas, en particulier celui du chauffage par appareils à gaz, les frais d'installation peuvent être beaucoup plus élevés que le prix d'achat de l'appareil.

2 L'APPAREIL DE CUISSON POUR LES ALIMENTS : Son type varie en fonction du genre de vie des habitants. Un célibataire ne prenant qu'accessoirement un repas chez lui en dehors du petit déjeuner se contentera d'un simple réchaud, alors qu'un ménage qui prend au moins un repas par jour sera bien inspiré d'acquérir dès le départ un modèle comportant un four. Le réchaud-four classique, 3 feux, four, d'un encombrement réduit (60 × 40 × 80 environ) est à recommander. Il est largement suffisant pour la préparation des repas d'une famille de 4 personnes, et son four est bien utile. Même s'il ne s'agit que de réchauffer un plat acheté tout cuisiné (bouchées à la reine, coquilles saint-jacques, boites de cassoulet ou de choucroute).

3 LE FER A REPASSER : Indispensable même pour le pli du pantalon, le fer à repasser électrique, qu'il soit simple ou à vapeur, reste un des premiers achats à prévoir.

Le choisir de qualité, les différences de prix intervenant relativement peu sur cet objet devenu démocratique par excellence.

Thermostat et bouton régulateur de chauffe ne sont pas des enjoliveurs, mais facilitent grandement le travail en évitant des accidents aux personnes encore peu habituées à le manier.

4 LE CHAUFFE-EAU OU CHAUFFE-BAIN : Qu'il fonctionne au gaz (de ville, naturel ou butane), ou à l'électricité, il faut prévoir une consommation d'eau chaude à 75° basée sur les chiffres suivants :

Lavabo : 8 à 10 litres par jour et par personne.

Douche : 15 à 20 litres par douche.

Bains : 40 litres par bain pour une baignoire-sabot.

75 litres par bain pour une baignoire de taille courante.

Evier : 10 à 12 litres par jour et par personne pour cuisine et vaisselle.

Compte tenu de ces quelques chiffres, le choix d'un appareil destiné à obtenir de l'eau chaude est évidemment fonction du nombre de postes à alimenter.

5 L'ASPIRATEUR : L'homme le moins adroit est capable de faire un peu de ménage avec un aspirateur moderne.

Dans un appartement de dimensions réduites, un modèle balai, d'un maniement facile, toujours prêt à l'emploi est préférable au modèle traîneau.

Dans cette catégorie, il convient tout de même de choisir un appareil aussi puissant que possible, même si, à prix égal, certaines « carrosseries » sont plus séduisantes que d'autres. Quant aux accessoires complémentaires vendus en supplément, il sera toujours temps d'en faire l'acquisition plus tard, si le besoin s'en fait réellement sentir.

6 LE RÉFRIGÉRATEUR : Là aussi se méfier des carrosseries supermodernes lorsqu'il ne s'agit pas de marques ayant fait leurs preuves.

La sagesse implique d'acheter un modèle A COMPRESSION d'une capacité bien supérieure aux besoins considérés comme immédiats. L'expérience a prouvé qu'un réfrigérateur est toujours trop petit, si sa capacité est inférieure à 95 litres pour un foyer de 2 à 3 personnes.

Le réfrigérateur à absorption, qui est généralement beaucoup moins onéreux, tentera les jeunes bourses. Il faut savoir qu'en période de forte chaleur, il risque d'être défaillant.

7 LA MACHINE A LAVER : Elle ne devient indispensable que lorsqu'il s'agit d'un ménage avec enfants, et doit, dans ce cas, être achetée avant le réfrigérateur.

Choisir un modèle demandant le minimum de manipulation du linge. Les types semi-automatiques à essorage centrifuge se font même en petite dimension (3 kilos de linge sec). La lessive en machine, lorsque l'on sait s'y prendre, ne demandant aucune dépense d'énergie, même si la cuve est petite, on en est simplement quitte pour recommencer plusieurs fois l'opération.

8 LES MOULINS A CAFÉ, MIXERS, BATTEURS ÉLECTRIQUES : Des appareils combinant les trois opérations sont maintenant courants sur le marché. Commodes mais pas indispensables, aussi séduisants qu'ils puissent paraître au premier abord.

Le moulin électrique rend service, encore que l'on trouve actuellement du bon café moulu.

Le mixer devient utile pour faire des potages, purées, jus de fruits pour les jeunes enfants.

Le budget :

A titre simplement indicatif, un équipement de base, sans compter les travaux d'installation, s'établit autour de 300.000 francs qui se décomposent comme suit :

- 2 appareils de chauffage (à gaz par exemple) env. 40.000 francs.
- Chauffe-eau (gaz ou électrique), env. 25.000 francs.
- Réchaud-four, env. 30.000 francs.
- Fer électrique, de 5 à 8.000 francs.
- Aspirateur balai, env. 20.000 fr.
- Réfrigérateur à compression, env. 100.000 francs.
- Machine à laver, env. 70.000 fr.
- Moulin à café électrique, env. 5.000 francs.

Le crédit :

Selon les statistiques, 80 % des appareils ménagers sont vendus à crédit.

Des organismes spécialisés ont été créés pour faciliter ce genre d'opérations tant aux clients qu'aux commerçants. (Cételem par exemple).

Pour bénéficier du crédit il faut :

Présenter au commerçant une fiche de paie.

Se munir d'un papier d'identité.

Présenter une quittance de loyer, de gaz ou d'électricité à son nom (à défaut, dans certains cas particuliers, une attestation du propriétaire ou du gérant peut suffire).

D'après la nouvelle législation, un premier versement de 35 % du prix d'achat doit être obligatoirement fait par l'acheteur.

La durée maximum du crédit est de 12 mois.

Les intérêts varient de 8 à 10 % suivant les types d'appareils.

Un exemple : sur 300.000 francs d'achats, le premier versement doit être de 105.000 francs.

Chaque mensualité (sur un crédit s'étalant sur 12 mois) est d'environ 24.500 francs plus les intérêts, soit à peu près 27.000 francs par mois.

Pendant la durée du Salon des Arts ménagers, la plupart des fabricants consentent une remise de 10 % sur les commandes, que celles-ci soient passées au Salon ou chez un détaillant.

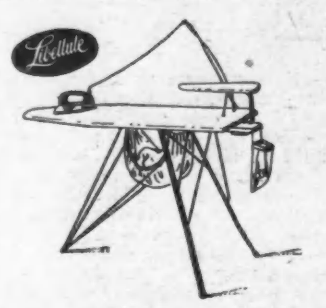
RECETTE

Madame Express a reçu cette semaine le livre « Elle cuisine », par Marie de Toulouse-Lautrec, qui vient de paraître dans la collection « Elle Encyclopédie ». Il est plein de bonnes idées, assez faciles à réaliser, et le classement est fait par circonstances : « Seule pour déjeuner », « Grands tralalas », « Grasse matinée », etc. Voici une recette prévue au chapitre : « Chérie, j'amène Jules... ».

Bread and Butter Pudding

Pour quatre personnes : *pain rassis, 50 g. de raisins de Corinthe, 50 g. de sucre en poudre, un demi-litre de lait, trois œufs, une gousse de vanille.*

● Couper le pain rassis en tranches fines, garnissez-en le fond d'un plat. ● Recouvrez d'une couche de raisins de Corinthe, une couche de sucre, remettez une couche de pain rassis, une couche de raisins (préalablement trempés une heure à l'eau tiède), une couche de sucre. ● Faites une crème anglaise avec le lait, les jaunes d'œufs, la vanille et le sucre. ● Versez cette crème encore chaude sur le pudding. ● Faites cuire à feu doux vingt minutes. ● Recouvrez avec les blancs d'œufs battus en neige ferme, remettez à four doux jusqu'à ce que le dessus du plat ait pris couleur.



Vous serez satisfait d'une table à repasser si vous exigez

la marque « LIBELLULE »

La plus forte production française incomparable par sa stabilité et la qualité de sa fabrication. De 6.400 à 12.700 fr. suivant le nombre d'accessoires. Franco domicile. Documentation 282, boulevard Voltaire, à PARIS (11e) - DID. 01-44

Démonstration au Salon des Arts Ménagers Hall G - Stand 20 B

COQ BABETH

LE FER-COQ DE TOUS LES MENAGES

3 modèles : 3.200 fr., 3.950 fr., 4.400 fr.

VAPO-BABETH

le « PRESSING CHEZ SOI »

Prix : 9.690 francs

AUTRES FABRICATIONS :

FER AUTOMATIQUE

FER A TUYAUTER - FER A FRISER

RADIATEUR INFRA-ROUGE

Grands Magasins, Electriciens et

BABETH, 9-16, rue du 4-Septembre

Tél. 13-85 BOURG (Ain)

SALON DES ARTS MENAGERS

STAND 11. SOUS-SOL

Tout l'équipement de base d'un foyer moderne a été conçu pour vous par Conord

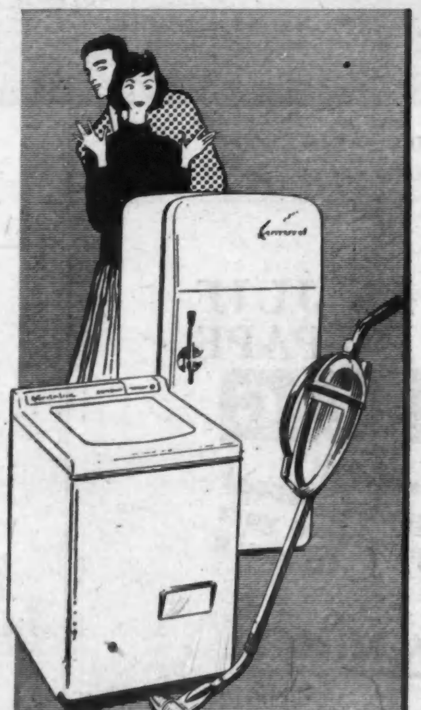
MACHINES A LAVER • RÉFRIGÉRATEURS

ASPIRATEURS • MACHINE A REPASSER

Sur les 5.000 Spécialistes Conord, il s'en trouve au moins un tout près de chez vous. Il vous renseignera, vous montrera des appareils en fonctionnement, s'occupera de leur installation chez vous, et il reste en permanence à votre disposition avec tous ses services.

CONORD

PREMIER "ART-MÉNAGISTE" DE FRANCE



Pendant les travaux les

SOLDES

continuent

men sport

CHEMISIER TAILLEUR de qualité

Le spécialiste du daim

16, Rue de Sèvres - LIT. 20-21

GANTS TETINES

OLLA

CHEZ VOTRE PHARMACIEN

(Dambier)

POUR LES PETITES FILLES, LA BLOUSE

La robe-corset de bébé : peu d'avenir (Dior) — *La robe-blouse : une belle carrière en vue* (Dior)

MODE

« Garanti moins de 30 ans »

LA perplexité règne dans les états-majors des magazines féminins, qui publient cette semaine leur numéro de collection. Cinq millions de Françaises les attendent pour humer l'air de la mode. Mais voilà que cet air se joue, cette saison, sur plusieurs notes.

Depuis dix ans, en cristallisant tous les courants qu'il exprimait à travers sa puissante personnalité, Dior donnait le *la.* Saint-Laurent ne donne que le *si.*

SI vous avez 20 ans, SI vous avez un torse d'adolescent, SI ce style vous amuse, SI vous ne redoutez pas d'entendre, sur votre passage, un retentissant : « Vise la poupée... » ou encore : si vous avez un bébé à cacher.

Dior stérilisait involontairement des créateurs doués mais moins complets, contraints de le suivre ou de périr. En disparaissant, il a laissé la place non à un, mais à tous, et essentiellement à ceux qui, plus jeunes que lui, s'adressent d'instinct à une nouvelle génération de femmes, à un public jeune non seulement d'allure mais d'esprit, de goût, de mode de vie.

Quelque chose est mort avec Dior : le sens de l'apparat, un certain cérémonial, une façon d'imaginer les robes comme si toutes les femmes se déplaçaient dans un coupé noir conduit par un chauffeur en livrée.

Tout est possible

Quelque chose est né : la compétition ouverte entre couturiers pour marquer de leur griffe la « mode de la rue ». Elle se fera à partir de trois impératifs : une colonne en haut : le cou. Deux colonnes en bas : les jambes. Et un air de jeunesse par lequel les robes traduiront, dans leur langage, le climat fugitif d'une saison, le label « garanti moins de 30 ans », sous lequel se vendent les vedettes actuelles de la littérature, de la peinture et de la mise en scène.

Mais entre épaule et genou, tout est possible.

Petite fille modèle inspirée de Saint-Laurent, grande fille souple à la Cardin, collégienne à jupe plissée façon Laroche, Parisienne éternelle imitée de Chanel se croiseront et se reconnaîtront « 1958 » à leur poitrine escamotée, à leur taille glissante et baladeuse, à leur dos gonflé.

Mais qui l'emportera de la robe-blouse — en lainage, en shantung, en toile, montante, décolletée, plissée, tendue — ou de la robe blousée (dont nous vous présentons les cinq degrés à la page suivante) ; dans laquelle de ces lignes tricheuses les femmes choisiront-elles de s'inscrire ? Il est trop tôt pour le dire.

On peut seulement souhaiter qu'avant de céder à la tentation de jouer à la poupée, chacune interroge sa balance et son miroir.

Moins de 30 ans : d'accord. Moins de 20 ans...

Encore que toute mode cesse d'être ridicule dès qu'elle devient LA mode.

QuiLichini
CHAUSSURES
NOUVELLE COLLECTION
DE PRINTEMPS
86, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

CIT
42 VOYAGES DE PAQUES
DE 3 A 16 JOURS
DANS TOUTE L'EUROPE
GRAND CHOIX DE CROISIÈRES
brochures sur demande
3 BOULEVARD DES CAPUCINES

Skin Dew

Emulsion hydratante très fluide et pénétrante Skin Dew agit instantanément sur votre peau comme une rosée de jeunesse.

Skin Dew maintient l'équilibre hydro-acide de l'épiderme et le protège toute la journée sous un impalpable satin délicieusement frais.

Helena Rubinstein

Le Duo Coiffure-Maquillage : 3.750 Frs. Cette formule très pratique combine " l'Heure de Beauté " (nettoyage, massage, maquillage) et la Coiffure (rinçage ou Coupe). Salons Helena Rubinstein 52, Faubourg Saint-Honoré • ANJ. 88-46

DÉFILÉS

MANNEQUINS

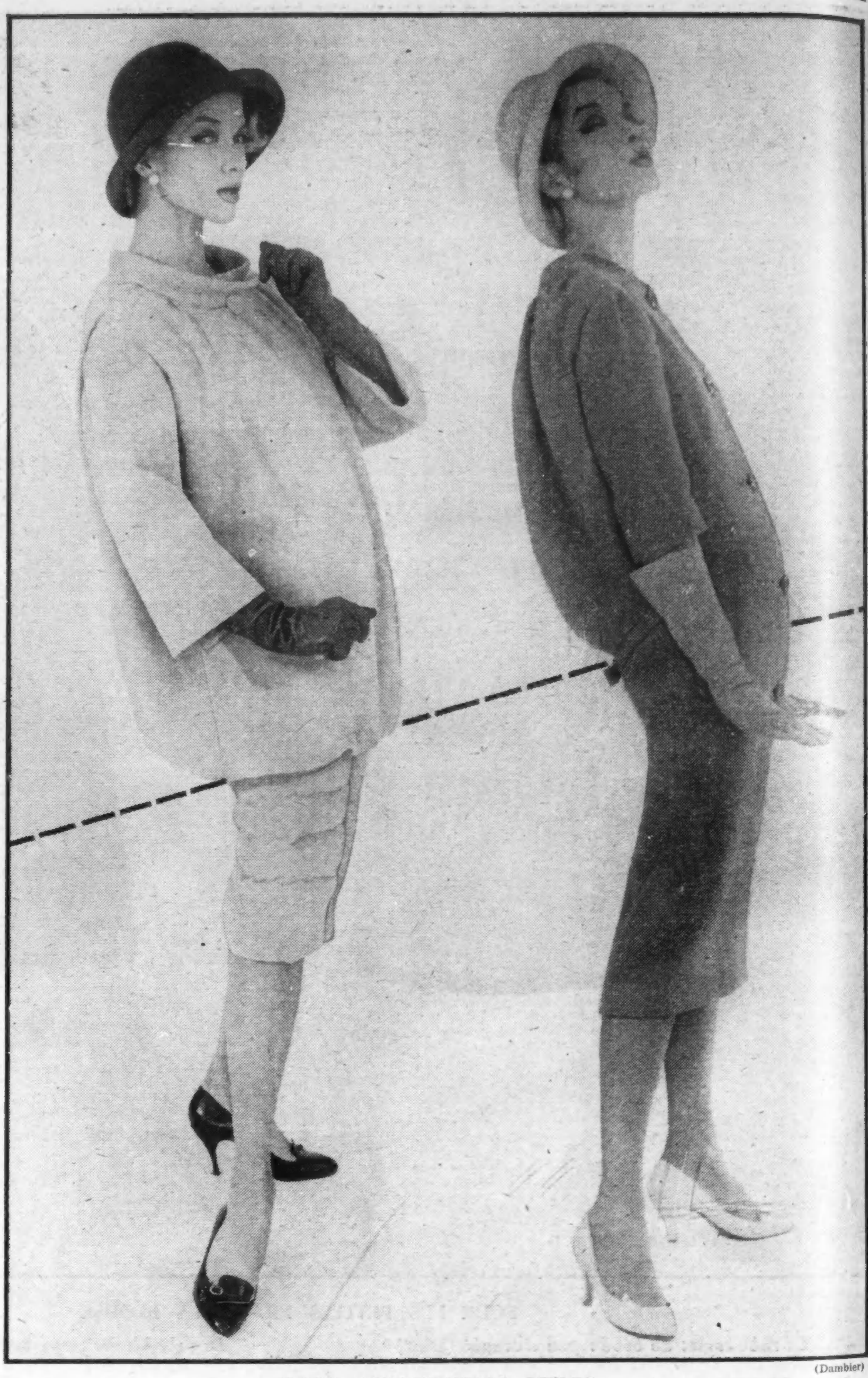
Sous le Signe de Paris

Avec le concours
des " TISSUS GARANTIS BOUSSAC " des MARQUES " NYLFRANCE " et " TERGAL " et de " l'ASSOCIATION FRANÇAISE de CONTROLE TEXTILE "

LUNDI 3 MARS
15 heures - 17 heures et 21 heures

HOTEL GEORGE V
31, avenue George-V
PARIS

INVITATIONS GRATUITES
en écrivant
« SOUS LE SIGNE DE PARIS »
Boite postale : 202.02



(Dambier)

POUR LES GRANDES FILLES...

Sous les hanches...
Cardin : *lainage beige*

Aux hanches...
Cardin : *lainage parme*

SAVOIR EXPORTER

partout et jusqu'aux antipodes, est une garantie de prix et de qualité

Nos prix et produits étant COMPETITIFS, nous avons été parmi les premières entreprises françaises à obtenir la CARTE D'EXPORTATEUR (n° 359 du 18 décembre 1957)

VOTRE INTERET COMMANDE...

CONSULTEZ-NOUS

Les Laines du **BERGER DU NORD**

Filature de laines peignées **TOURCOING**

...et notre traitement spécial « INFIRAD » confère à nos filés et à vos tricots de sensationnelles propriétés...

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.

(Dambier)

...LE BLOUSÉ

...Sous la taille...
Lanvin : *crêpe grège*

...A la taille...
Cardin : *foulard imprimé*

...Sur la taille
Dior : *lainage marine*

CRÉATIONS NOUVELLES
MERCEY
TAILLEUR-COUTURIER
PEAU et CUIR
HABILLE L'HOMME ET LA FEMME
en PRÊT A PORTER ou SUR MESURES
50, AV. VICTOR-HUGO - KLE. 70-18

Jean-Jacques Vercors
vous propose
LE PRÊT A PORTER DE GRANDE CLASSE
Présentation dans ses salons de la collection Printemps-Été 1958
● Des robes en popeline de coton unie et imprimée, modèles créés pour la vente au détail
245, RUE ST-HONORÉ (près place Vendôme) - OPE 21-41

ROYALDAIM
CANNES - PARIS - DEAUVILLE
Nouvelles créations en Agneau - Velours, Agneau glacé et Veau - Velours
♦
74, rue de Rennes
LIT. 44-84

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

22 FEVRIER

« M. LACOSTE n'a pas vu que le bombardement de Sakiet a tué la loi-cadre ? Qui l'a vu en France, cher Maurice Clavel ? Et qui en a averti les Français ? Et que dans cet écroulement il nous reste le choix entre l'arbitre américain M. Murphy et l'arbitre de chez nous, le général de Gaulle ? Nous l'avons encore aujourd'hui, ce choix, et demain il sera trop tard. Nos maîtres le savent, mais ils savent aussi que la succession du jeune M. Gaillard va s'ouvrir. Il s'agit bien d'aller chercher le général de Gaulle ! Déjà tous les vieux chevaux de retour piaffent et encensent de la tête. Qui l'emportera ? Celui qui a nom Dien-Bien-Phu, dit-on. Un ancien désastre relaiera le nouveau.

LE général de Gaulle était en réserve. Le pays savait qu'il pourrait recourir à lui quand tout paraîtrait perdu. Eh bien ! cette heure a sonné. C'est le dernier acte de « Don Juan ». N'entendez-vous pas le Commandeur, ses semelles de pierre qui font retentir le vestibule et terrifient le valet Leporello ? Mais nos Leporello, l'ambition chez eux l'emporte sur la peur. Quel écroulement, autant qu'ils y aient mis la main, les a jamais détournés de se disputer la première place ? Et c'est pourquoi il ne nous servira à rien de le leur crier aujourd'hui. Encore un peu de temps et nous ne prononcerons plus le nom de de Gaulle. Ce sera une page tournée. Je doute s'il se trouve alors un autre nom, la calomnie ayant eu raison du parlementaire qui aurait pu tout sauver ; mais celui-là, vous le teniez à portée de vos escopettes, lui et notre seule chance : la pacification de l'Algérie grâce à l'entremise tunisienne et marocaine, amorce de la fédération franco-maghrébine. Est-il trop tard ?

Les Français le vérifieront: « L'individualité est ce qu'il y a de plus rare ». C'est un mot de Benjamin Constant. Encore un peu de temps et il n'y aura plus personne.

23 FEVRIER

« LA QUESTION », de Henri Alleg, aux Editions de Minuit. Il n'y a plus rien à en dire. Tout ce qui a été dénoncé reçoit ici, d'une des victimes, un témoignage sobre, qui a le ton neutre de l'Histoire. Car cette Histoire sera écrite, elle est déjà écrite. Quel coup vous avez porté à l'armée, vous qui prétendez la défendre contre nous ! Quels pires ennemis a-t-elle jamais eus que ce petit nombre de chefs qui ont consenti à ternir le nom de régiments d'élite — et que vous, politiciens, qui avez couvert ces méthodes — et que vous dont la profession est d'écrire, qui disposiez d'une tribune, et qui vous êtes tus !

ALBERT CAMUS préfère sa mère à la justice. Moi aussi, je le crains, si j'étais devant ce choix. Ce n'est pas le cas : toute injustice à l'égard des hommes, commise au nom de la France, accable la France notre mère. Mais s'il s'agissait de ma mère selon chair, comme pour Camus ? Henri Alleg, lui, a choisi : ses bourreaux lui criaient : « Toi, tu ne veux rien dire. Mais ta femme, tu crois qu'elle tiendra le coup ? Tu crois que tes gosses sont à l'abri parce qu'ils sont en France ? » Henri Alleg n'a pas parlé.

« VOUS ne dénoncez jamais les crimes des autres ! » Je l'ai dit et le redis : croyez-vous donc qu'ils ne me fassent pas horreur ? Mais nous n'en sommes pas comptables. Il ne dépend pas de nous qu'ils ne soient pas commis — s'ils sont tout de même le fruit de notre politique. Ce n'est pas en notre nom qu'ils s'accomplissent.

24 FEVRIER

AU triste réveil, devant le journal, cette coupe d'amertume de chaque matin, cette ration quotidienne de honte, je me dis qu'en vérité lorsque j'écris le nom de de Gaulle, ce n'est pas dans l'idée qu'il sauverait tout, à coup sûr. Mais il nous rendrait l'honneur. De cela, nous ne saurions douter. Et c'est ce dont une certaine race de Français a le plus soif. Nous sommes atteints dans notre âme. D'autres enragent « de ne pas aller coucher tout bottés dans le lit de Bourguiba » — et nous, de ce regard que nous ne pouvons plus soutenir, de cette parole que nous ne pouvons plus apporter, celle de Dieu et celle des hommes. Nous mourons de notre vocation trahie.

Mais ceux d'entre nous qui n'ont cru qu'à la force, il faut les plaindre. Nous avons fini d'être forts de cette manière-là. Craint-on toujours à Paris un « pronunciamiento » algérien? Il faudrait que ses auteurs fussent incapables de toute prévision. Les têtes les plus légères ne peuvent pas ne pas concevoir ce qu'en serait l'issue et que l'Orient et l'Occident se réconcilieraient contre un Franco français.

QUELLE histoire de fous ! Les Algériens demandent l'indépendance à un peuple lui-même plus dépendant qu'il ne le fut jamais à aucun moment de son Histoire, — hors les temps d'occupation — et par sa faute, parce qu'il n'a pas compris où était sa vraie force, et ses armes véritables, et son invincible puissance et par quelles voies il aurait pu encore dominer et régner.

25 FEVRIER

ECHAPPERONS-NOUS à cet étau ? La droite française — et la masse de l'opinion la soutient — se refuse à élargir le débat ouvert par notre conflit avec la Tunisie. Pour l'arbitre américain, il n'y a plus de question tunisienne — et non plus pour Bourguiba, en ce qui concerne la France. C'est de l'Algérie, et de l'Algérie seule qu'il s'agit pour le reste du monde. Et nous sommes seuls à dire : non. Jusques à quand ? Et quelles sont nos armes ? La crainte qu'inspire à nos alliés un écroulement intérieur français, c'est de cela que nous pouvons jouer encore. Mais est-ce notre intérêt? Dieu sait si nous étions ici hostiles à cette internationalisation, et si nous nous sommes battus pour des échanges directs avec l'adversaire. Nous avions raison, même de votre point de vue. Mais en politique, avoir raison, c'est empêcher le mal. Ce n'est pas de voir clair. Cassandre n'a pas sauvé Troie.

F. M.

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

ADMINISTRATION
Abonnements, publicité, vente
29, rue de Marignan
Paris (8e)
(angle Champs-Elysées)
Tél. : BAL. 19-68

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union Française : **4.000 francs.**
Etudiants, rappelés, maintenus : **3.000 francs.**
Etranger : **4.700 francs.**
Etudiants étrangers : **3.700 francs.**

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : **100 francs.**
Suisse : **1 fr. 90.**
Belgique et Luxembourg : **18 francs.**
Italie : **250 lires.**

PAR AVION
5.100 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
6.700 fr. - A.E.F., A.O.F.
7.500 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
5.700 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
9.300 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
9.600 fr. - Afrique du Sud.
10.900 fr. - Etats-Unis, Canada.
12.200 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.

Règlement par chèque bancaire au C.C.P. 7378-19 Paris.

Administrateur : J.-F. COBLENCE.

LES PROCHAINS FORUMS RÉGIONAUX

Le Secrétariat des Forums Régionaux (3, rue des Pyramides, Paris) nous communique la liste des prochains Forums organisés par les centres de province.

Jeudi 27 février. — TOULOUSE (21 h.), Salle « Le Sénéchal », Pierre Le Brun, Léon Hovnanian : « Les salaires, l'inflation, l'Algérie ».

Vendredi 28 février. — MARMANDE (21 h.), Salle du « Moulin Rouge », Pierre Le Brun, Léon Hovnanian : « Les salaires, l'inflation, l'Algérie ».

Vendredi 28 février. — MULHOUSE (21 h.), Salle de la Société Industrielle, Professeur Mandouze, P.-A. Falcoz : « France-Maghreb ou Union Arabe ? »

Samedi 1er mars. — BORDEAUX (21 h.), Roger Chatelain, Jacques Nantet : « L'Algérie, l'Union Française ».

Mercredi 5 mars. — CHERBOURG (21 h.), Grand salon de l'Hôtel de Ville, Claude Bourdet, Pierre Avril : « Réforme de la Constitution ».

Vendredi 7 mars. — ENGHIEN (21 h.), Grande Salle des Fêtes, Max-Pol Fouchet, Robert Barrat, Charles Hernu : « Le problème humain en Algérie ».